



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République Tunisienne

Projet de développement agricole intégré dans le Gouvernorat de Siliana - Phase II (PDAI II)

Rapport de mission d'examen à mi-parcours

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 20 Décembre 2012 - 20 Janvier 2013

Date du document: Avril 2013

No. du rapport: 3015-TN

Division Proche Orient, Afrique du Nord et Europe
Département de la gestion des programmes

Table des matières

Poids et mesures	ii
Sigles et acronymes	ii
Calendrier	iii
Carte de la zone du projet	iv
A. Introduction	1
B. Evaluation global de l'état d'avancement du projet	2
C. Produits et résultats, par composantes	3
D. Performance de l'exécution du projet	15
E. Aspects fiduciaires	20
F. Durabilité	22
G. Impact	25
H. Conclusion	27

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes	29
Appendice 2: Progrès par rapport aux recommandations de la mission précédente	33
Appendice 3: Questions financières – Exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante	37
Appendice 4: Respect des clauses des accords de financement – état d'avancement	41
Appendice 5: Progrès matériels par rapport au PTBA et aux objectifs de la pré-évaluation, y compris les indicateurs du SYGRI	43
Appendice 6: Tableaux du SYGRI-2012	49
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	52
Appendice 8: Calendrier de la mission de supervision et personnes rencontrées	55
Appendice 9: Résumé de l'appui à l'exécution apporté par le FIDA en 2012	58

Annexes

Annexe 1: Annexes techniques	60
Annexe 2: Rapport technique relatif à la composante GDT-FEM	71
Annexe 3: Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la composante D (Liste des produits et résultats de la composante D).	76
Annexe 4: Planification des activités jusqu'à l'achèvement du projet	78
Annexe 5: Projet de Termes de référence pour l'étude de l'adaptation de l'environnement juridique et institutionnel	88

Équivalents en monnaie

Unité monétaire	=	Dinar Tunisien (DT)
1,00 Euro	=	2 DT
1,00 DT	=	0,5 Euros
1.00 \$US	=	1,5 DT
1,00 DT	=	0,67 \$US

Poids et mesures

Système métrique

Sigles et acronymes

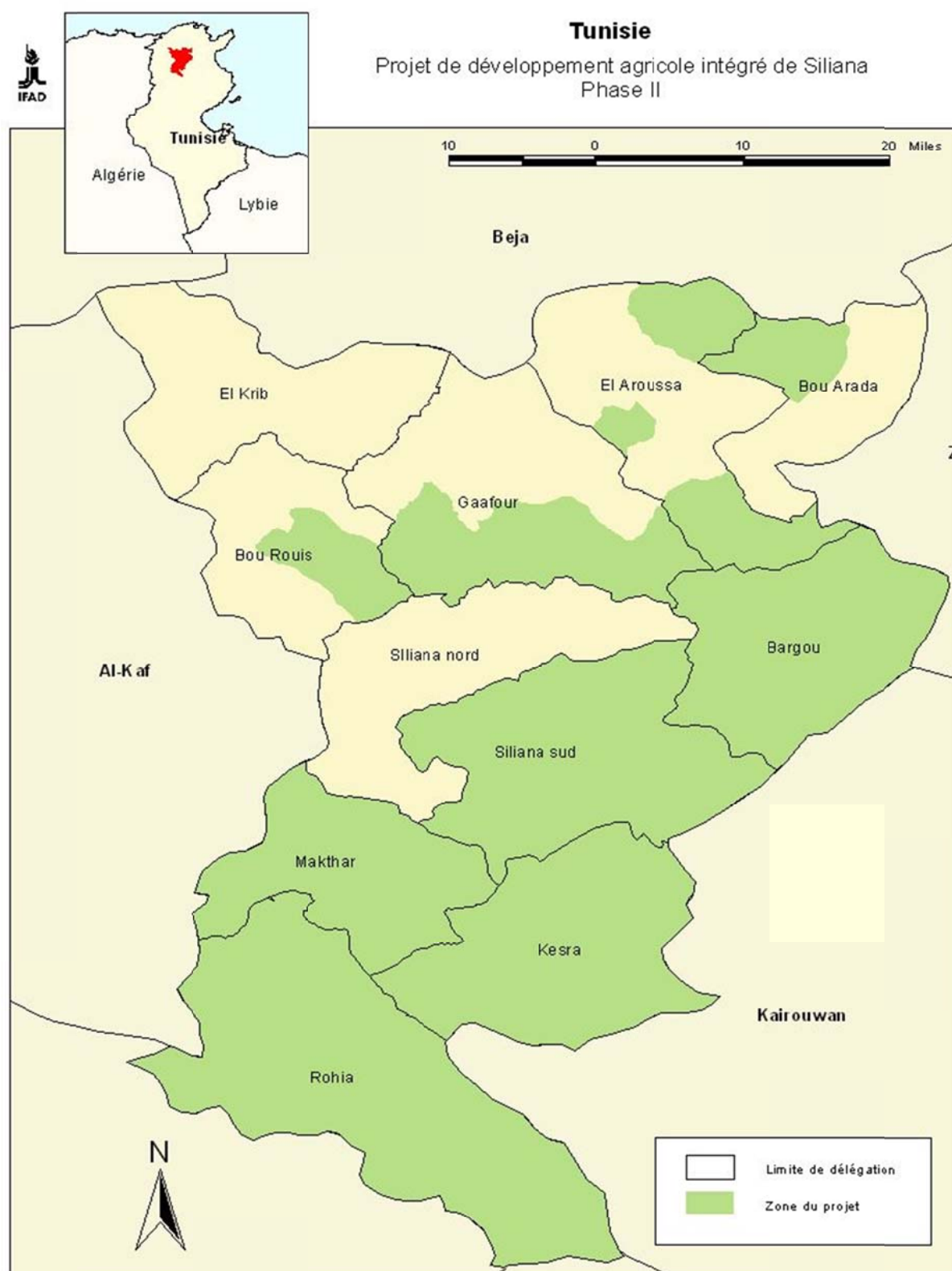
ACTA	Aménagement et Conservation des Terres Agricoles
AEP	Alimentation en Eau Potable
AFA	Agence Foncière Agricole
AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activités Génératrices de Revenus
ALD	Association Locale de Développement
AO	Appel d'Offres
ANETI	Agence Nationale de l'Emploi et du Travail Indépendant
AVFA	Agence de Vulgarisation et de la Formation Agricole
BCT	Banque Centrale de Tunisie
BE	Bureau d'Etudes
BF	Bailleur de fonds
BFPME	Banque de Financement de la PME
BRETI	Bureau Régional de l'Emploi et du Travail Indépendant
CES	Conservation des Eaux et des Sols
CD	Comité de Développement
CCOP	Comité de Coordination Opérationnelle du Projet
CDI	Comité de Développement du Imadat
CGF	Contrôle Général des Finances
CL	Conseil Local
CM	Commission des marchés
CPA	Contrat programme Annuel
CNSC	Comité National de Suivi et de Coordination
CR	Conseil Régional
CRDA	Commissariat de Développement Agricole
DAO	Dossier d'Appels d'Offres
DG	Direction Générale
DRH	Direction Régionale de l'Habitat
DT	Dinar Tunisien
FCGBV	Financement Cadre pour la Gestion des Bassins Versants
FEM	Fonds Mondial pour l'Environnement
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FIOP	Financement, Investissement et Organismes Professionnels

GDA	Groupement de Développement Agricole
GREE	Génie Rural et Exploitation des Eaux
GDS	Gestion Durable des Terres
MA	Ministère de l'Agriculture
MICI	Ministère de l'Investissement et de la Coopération Internationale
ME	Ministère de l'Environnement
mdt	Mille dinars tunisiens
MF	Ministère des Finances
MP	Micro-projet
OEP	Office de l'Elevage et du Pâturage
ODNO	Office de Développement du Nord-Ouest
OSP	Organisation Socio Professionnelle
PDAI II	Projet de Développement Agricole Intégré de Siliana - Phase II
PDP	Plan de Développement Participatif
PI	Périmètre Irrigué
PME	Petite et Moyenne Entreprise
SMSA	Société Mutuelle de Service Agricole
SSE	Système de Suivi-Evaluation
TDR	Termes de Référence
UPLC	Unité de planification Locale et de Coordination
UST	Unité Socio-Territoriale

Calendrier

Exercice financier 1er janvier-31 décembre

Carte de la zone du projet



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République Tunisienne

Projet de développement agricole intégré dans le Gouvernorat de Siliana - Phase II (PDAI II)

Rapport de mission d'examen à mi-parcours 20 Décembre - 20 janvier 2013

A. Introduction¹

1. D'un coût global initial de 39 MUSD (l'équivalent de 50,6 millions de dinar tunisien) pour une durée d'exécution de six ans, le Projet de développement agricole intégré dans le Gouvernorat de Siliana - Phase II (PDAI II) - Phase II (PDAI II), Phase II (PDAI-II) a démarré par l'entrée en vigueur de la première source de financement extérieur (FIDA: 10,9 MDTs) en juin 2007. L'achèvement est prévu pour juin 2013. Le financement FEM, géré par le FIDA (5 M\$) est entré en vigueur en septembre 2010 pour un achèvement en septembre 2015. En 2012, un financement supplémentaire d'un prêt FIDA, d'un montant de 5 M\$ a été signé par le FIDA en août 2012 et est en cours d'entrée en vigueur. Compte tenu de ce prêt supplémentaire et du glissement du dinar tunisien (DT) par rapport au dollar, le coût du projet a été actualisé à 62 millions de dinars (MD), environ. Le projet a assigné les objectifs spécifiques suivants: (i) engager un processus de développement local capable de stimuler l'initiative et l'investissement des populations rurales dans l'agriculture, l'élevage et la conservation des ressources naturelles, (ii) diversifier et accroître les possibilités d'emplois et d'investissements en milieu rural en particulier pour les femmes et les jeunes, (iii) renforcer les capacités institutionnelles de l'administration et des bénéficiaires, et (iv) assurer que la gestion durable des sols soit prise en compte comme un axe essentiel du développement local par l'ensemble des acteurs locaux et décideurs au niveau national.

2. La mission d'examen à mi-parcours du projet, objet de ce rapport, a été effectuée du 20 décembre 2012 au 20 janvier 2013², dans de conditions socio-économiques particulières parvenues suite à la révolution et le changement du régime politique le 14 janvier 2011. La mission avait pour objectifs, (i) l'évaluation de l'état d'avancement physique, financier et budgétaire du projet (ii) l'analyse des suites données des recommandations des différentes missions de suivi et de supervision, (iii) la validation des conclusions et recommandations du rapport d'auto-évaluation à mi-parcours effectué par le gouvernement, (iv) l'examen si nécessaire, des possibilités d'un recentrage des actions du projet pour tenir compte des changements intervenus dans le pays et (v) la planification des investissements non encore réalisés sur le reste de la durée du projet.

3. A son démarrage la mission a tenu une réunion de préparation le 20/12/2012 au niveau central et a entrepris, le même jour, un entretien avec le Directeur Général du Financement, de l'Investissement et des Organismes Professionnels (DGFIOP). Elle s'est ensuite directement rendue dans la zone du projet où elle a séjourné du 21 décembre 2012 au 04 janvier 2013 puis du 08 au 11 et du 15 au 16 janvier 2013. Durant cette période, les visites de terrain ont concerné toutes les délégations concernées³ et les différentes réalisations du projet. Des entretiens avec les bénéficiaires, avec les membres de l'Unité de Planification Locale et de Coordination (UPLC) et avec les différents partenaires régionaux du projet ont été effectués. A la fin des investigations du terrain, une réunion de restitution, présidée par le Directeur Général du Commissariat Régional au Développement Agricole (CRDA), a été organisée à Siliana le 03 janvier en présence de tous les partenaires du projet.

4. De retour à Tunis, la mission a tenu des réunions avec le Directeur Général de la DGFIOP, la Direction Générale de Génie Rural et exploitation des Eaux, le Directeur de la vulgarisation et de la formation agricole à l'AVFA, le Directeur de l'amélioration pastorale à l'Office de l'Elevage et du Pâturage (OEP) et avec les représentants de la Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de Vie (DGEQV) du Ministère de l'Environnement (ME) et de la Direction Générale des Forêts

¹ Mission composition: La mission est composée de Mrs: Zine El Abidine Ghoudi, Spécialiste en organisation et gestion des projets; Chef de mission, Abdessattar Chennoufi, Spécialiste en développement communautaire, promotion de la microfinance et de la microentreprise, Omar Bayouli, Ingénieur Rural, spécialiste en hydraulique agricole et infrastructure de base, et Habib Kraeim, Spécialiste en gestion des projets environnementaux

² Le calendrier et la liste des personnes rencontrées sont en appendice 8

³ Bargou, Siliana Sud, Makthar, Kesra, Rouhia, Sidi Bourouis, Gaafour, Bouarada

(DGF) pour la composante Gestion durable des Terres financée par le Fonds Mondial pour l'Environnement (FEM). Une réunion de synthèse a eu lieu le 17 janvier 2013 à la DGFIOP, présidée par le Directeur Général de la DGFIOP, en présence des représentants des Ministères de l'Investissement et de la Coopération Internationale (MICI), du Développement Régional (MDR), des Finances (MF), de l'Environnement et des Directions Techniques centrales impliquées, du CRDA de Siliana et de l'UPLC du projet. Le 22 janvier, les membres de la mission ont été reçus par Mr. le Secrétaire d'Etat du Ministère de l'Agriculture pour lui restituer les principaux résultats de la mission.

B. Evaluation global de l'état d'avancement du projet

5. Cinq ans après le démarrage du projet, les réalisations physiques, à ce jour, ont intéressé la quasi-totalité des composantes avec une avancée relative des actions financées sur les ressources du FIDA et des retards des actions financées sur les ressources du FEM. Le niveau global des engagements est de l'ordre 73% par rapport au coût initial et de 60% par rapport au coût actualisé. Pour le PTBA 2012, ce niveau est de l'ordre 40.7% pour tout le projet, alors que sur le financement du FIDA, les engagements augmentés des marchés en cours de signature représentent 64.5% du PTBA 2012. Le rythme d'exécution sur terrain a été ralenti surtout en 2011 et en 2012 à cause de la conjoncture révolutionnaire exceptionnelle en Tunisie et l'insuffisance de moyens humains au niveau de l'UPLC et de l'arrondissement Génie Rural (GR) du CRDA. Comme base d'une planification locale, 54 plans de développement participatif (PDP) ont été réalisés en concertation avec la population bénéficiaire organisée en Comité de Développement des Imadats (CDI) et en Groupement de Développement Agricole (GDA). Les principales réalisations physiques sur terrain, à ce jour, ont concerné, l'engagement des travaux de création de 230 ha de périmètres irrigués (PI) autour du barrage collinaires (51%), la création et la réhabilitation de 406 ha de PI sur forages (116%) avec 17 km de pistes dans ces PI, l'engagement des travaux de 400 ha de périmètre d'épandage (70%), la création et la réhabilitation de neuf (09) projets d'alimentation en eau potable (AEP) pour 3147 habitants, l'engagement des travaux de 11 nouveaux projets d'AEP pour 3370 bénéficiaires, la construction de 50 citernes et le démarrage de la construction de 175 autres pour la collecte des eaux pluviales pour 225 familles, et la construction de 31,5 km de pistes rurales (54% des prévisions) pour le désenclavement de 1 585 bénéficiaires, dont 10 km en difficultés et feront, probablement, l'objet de résiliation. La plantation arboricole a concerné 4980 ha en pluvial (100% des prévisions globales) et 300 ha en irrigué (200% des prévisions globales) au profit de plus de 6409 bénéficiaires. La gestion durable des terres a porté sur l'achèvement des travaux de remembrement en sec sur une superficie de 1 500 ha pour 708 bénéficiaires (100% des prévisions), le démarrage de la construction de l'écomusée à Jbel Serj, l'aménagement de 3395ha de travaux de conservation des Eaux et du Sol (CES) sur les ressources de l'AFD, soit 17% des prévisions. Augmenté des réalisations sur le programme national dans la zone du projet, ce taux atteint 55% des prévisions. Les réalisations ont porté aussi sur l'engagement des travaux de création de cinq lac collinaires, non prévus initialement par le rapport de pré-évaluation mais prévus par les PDP, sur les ressources de l'Agence Française de Développement (AFD), et la réalisation de 1401 ouvrages de recharge et de correction de ravins (233%). Concernant la création d'emploi, 406 microprojets (75%) et 32 petites et Moyennes Entreprises (PME), soit 97% des prévisions, ont été créés et installés depuis le démarrage du projet, mais nécessitent un suivi et un accompagnement rapprochés durant les premières années de leur installation pour garantir leur durabilité.

6. Par ailleurs, la qualité des réalisations des infrastructures hydrauliques est satisfaisante alors que le niveau d'exploitation et de mise en eau des PI et des projets d'AEP reste encore modeste. La qualité des pistes réalisées reste moyenne et certains tronçons ont été endommagés et non encore réparés faute de budget d'entretien suffisant et de modestes qualifications des entreprises. Le tissu communautaire et les organisations de base responsables de la gestion des infrastructures hydrauliques encore fragiles, la pression conjoncturelle exagérée de la population, et les structures administratives, conjoncturellement affaiblies, risquent de compromettre le processus de développement local. Les missions précédentes de suivi et de supervision ont fait des recommandations pour améliorer le niveau d'exploitation des infrastructures réalisées et renforcer les capacités institutionnelles du tissu communautaires, mais n'ont été satisfaites que partiellement .

Ainsi, il est difficile d'atteindre les objectifs de développement assignés dans les délais prévus initialement. Toutefois, un délai supplémentaire permettra d'atteindre ces objectifs, à l'exception du niveau de désenclavement, vu la concurrence limitée et l'augmentation importante des coûts unitaires. L'atteinte de ces objectifs a commencé à se manifester, essentiellement, par le désenclavement des zones difficiles, l'alimentation des localités assoiffées, le démarrage de l'exploitation des périmètres irrigués et par l'installation d'un nombre important de PME et d'AGR.

7. Compte tenu, des retards conjoncturels enregistrés en 2011 et 2012, du niveau des engagements actuel, de la capacité moyenne d'absorption des structures régionales de gestion et de mise en œuvre du projet, et du financement supplémentaire additionnel d'un montant de 10 MD environ, soit 20% du coût initial du projet, il est proposé une prolongation de la date d'achèvement de 18 mois pour permettre l'engagement et le décaissement de la totalité du budget alloué. La nouvelle date de fin du projet permettra aussi, de rejoindre les dates de clôture des financements FEM et AFD prévues en 2015. Au cours de la durée restante du projet, le programme d'investissement portera, essentiellement, sur l'engagement de 20.5 km de pistes agricoles, l'alimentation en eau potable de plus de 3700 bénéficiaires (Ras el Oued et Smirat), la construction de 25 citernes pluviales, l'électrification des stations de pompage et exploitation des PI et de l'AEP, la mise en place des actions de gestion durable des terres financées par le FEM, l'extension de la plantation arboricole sur plus de 1000 ha, la réalisation et l'équipement de 5 lacs collinaires, et la consolidation des tissus communautaires et des organisations paysannes.

Mesures correctives/recommandations

Action approuvée	Responsables	Date convenue
Accélérer l'entrée en vigueur du prêt supplémentaire	MICI MA	Dans les plus brefs délais
Adresser une requête au FIDA pour la prolongation de la date d'achèvement du projet	MICI MA CRDA UPLC	Janvier 2013
Accélérer le rythme d'exécution et de mise en valeur des infrastructures de base et améliorer le niveau de décaissement sur les différents financements extérieurs	UPLC CRDA	Continu
Renforcer la communication et la coordination interne au sein des différents services de l'administration et entre l'administration et la population	UCC UPLC CRDA	continu

C. Produits et résultats, par composantes

Composante A: Développement local intégré.

Appui aux organisations de base.

8. **Préparation et accompagnement de PDP.** Sur les 54 PDP prévus, 54 CDI ont été constitués, 12 PDP ont été préparés par les moyens propres de l'administration appuyés par une assistance ponctuelle du FIDA et 42 PDP ont été sous-traités à des bureaux d'études, et déjà réceptionnés. Le taux de réalisation est donc de 100%. L'accompagnement de la mise en œuvre de 42 PDP (78% des prévisions) a été également sous-traité. Il est en cours avec des taux de réalisation variant de 30% à 100%. Les BE rencontrent des difficultés avec la population pour exécuter leurs programmes d'accompagnement. Le suivi de la mise en œuvre dans les derniers 12 PDPs n'a pas eu lieu faute de réalisations effectives dans ces Imadats qui n'ont bénéficié, jusque-là que de plantations arboricoles. Depuis 2011 plus de la moitié des CDI n'est plus fonctionnelle (67%) et aucun CPA supplémentaire n'a été signé avec les représentants des bénéficiaires durant les années 2011-2012.

9. Pour ce qui concerne la gestion de la sous-traitance, l'UPLC et le CRDA continuent à ne pas disposer des effectifs nécessaires à une prise en charge efficace et efficiente des opérations de suivi et de contrôle des services rendus par les BE.

10. **Appui aux GDA.** En parallèle à l'exécution des infrastructures hydrauliques (PI et AEP), 12 nouveaux GDA ont été créés (dont 8 dans les PI et 4 pour l'AEP) et appuyés (formation et construction de locaux). Toutefois, leur fonctionnalité a été affectée et un programme de redynamisation a été recommandé depuis 2011, mais reste sans effets substantiels faute de moyens adéquats et à cause de la conjoncture sociale difficile.

11. Une campagne systématique de diagnostic devrait établir un constat exhaustif de fonctionnalité et générer un plan de fonctionnalisation des CDI et des GDA. Ce plan comprendrait à la fois des actions de reconstitution des CDI et des GDA défaillants et un plan de formation systématique des membres des CDI et des GDA. Ce plan de réhabilitation des OSP sur la zone du projet conditionnera la qualité de la stratégie de sortie du Projet.

Conseil agricole aux producteurs

12. **La vulgarisation et le conseil agricole privés.** La mission de conseil et vulgarisation agricole a été confiée à deux bureaux d'études⁴ qui se sont installés sur la zone du projet et ont démarré leurs prestations en avril 2011 pour une durée de 39 mois. Cette mission de vulgarisation devait cibler 500 agriculteurs répartis entre le nord du gouvernorat (9 imadats) le sud du gouvernorat (8 imadats). Chacun des deux bureaux d'étude a mobilisé une équipe composée d'un vulgarisateur permanent polyvalent qui réside dans la zone du projet et qui assure la coordination de son équipe et la liaison avec la population-cible et les partenaires en place. L'équipe intègre aussi des spécialistes-matières en céréaliculture, horticulture et en élevage mobilisés à la demande et selon un programme prédéfini en concertation avec les agriculteurs.

13. Les principaux résultats montrent que les agriculteurs, dans des proportions respectables eu égard à la durée de l'expérience ont, non seulement eu connaissance de l'expérience mais ont déjà bénéficié des prestations proposées par les deux bureaux. Ils en perçoivent déjà les résultats et les impacts sur leurs activités et sur le rendement de certaines de leurs spéculations. Ils attribuent en général au conseil agricole dont ils ont bénéficié, des améliorations des rendements suite à la maîtrise des techniques de production. 25%⁵ d'entre eux voient que ce type d'action leur a conféré une maîtrise de la conduite du cheptel bovin et ovin et 8 % jugent que la seule insuffisance réside dans la fréquence des visites des vulgarisateurs aux bénéficiaires jugée assez limitée.

14. Sous réserve de confirmation des premiers résultats encourageants sur des durées et sur des effectifs de bénéficiaires plus importants, la tendance la plus logique semble celle de la poursuite de l'expérience. Cependant, la recommandation faite par les missions précédentes d'associer l'AVFA de manière plus engagée et plus systématique à la validation des programmes d'intervention, au suivi et à l'analyse des résultats n'a pas été suivie d'effet.

15. **Conseil en élevage.** Conformément aux prévisions, la mission d'encadrement technique des producteurs laitiers a été confiée à l'OEP selon une convention (CRDA et OEP) entrée en vigueur en 2010. Les prestations de services de conseil personnalisé devraient s'étaler sur 5 ans, et toucher directement 70 à 100 éleveurs de bovins laitiers par an auxquels s'ajouteraient 150 autres qui bénéficieraient de conseils généraux sur la conduite de leurs élevages.

16. Les enquêtes entreprises par le CNEA montrent que 83% des éleveurs concernés ont constaté une amélioration de la production et que 33% ont remarqué que les résultats d'analyse ont amélioré la réception du lait. Les personnes interrogées montrent toutes des signes de confiance vis-à-vis des conseillers de production laitière et déclarent avoir bénéficié de conseils qui leur ont permis d'améliorer leur niveau de maîtrise de la conduite des troupeaux. 80% de ceux-ci déclarent qu'ils maîtrisent et utilisent les documents fournis par les conseillers. La résolution (quoique encore

⁴ Bureau d'ingénieurs conseils en hydraulique et environnement (BICHE) et Bureau d'études Conseil et assistance technique (CAT), tous deux siégeant à Tunis.

⁵ Chiffres issus des enquêtes du CNEA.

partielle) du problème de la collecte du lait a eu un impact positif sur l'adhésion des éleveurs à l'expérience et le nombre moyen de vaches qui était en déclin en fin 2010 est remonté à 6 selon le CNEA.

17. L'expérience de conseil dans la filière laitière bovine a été mise en œuvre dans l'optique définie par le rapport de pré-évaluation et les résultats obtenus sont encourageants. A ce stade, les résultats militent en faveur d'une réflexion commune avec l'OEP sur une stratégie de sortie du projet et de l'OEP en faveur des GDA (recommandation déjà faite par la mission de supervision d'août 2011). Cette stratégie devrait reposer sur une plus grande implication des GDA dans les opérations d'approvisionnements des éleveurs, de collecte et d'écoulement du lait à fin de pallier aux insuffisances du statut des GDA (surtout en matière d'écoulement et d'approvisionnement). Il semble utile de réfléchir à la fédération des efforts des GDA territoriaux (niveau imadat) par la création d'une, voire de deux SMSA (niveau délégation) qui viendraient d'abord pallier à l'insuffisance de la capacité de collecte et qui pourraient, par les réussites qu'elles enregistreraient sur cette activité étendre leurs services à tous les besoins de leurs adhérents sur les autres activités agricoles.

18. **La recherche-développement.** Une convention de recherche développement a été signée en mars 2012 entre le Projet et le Pôle de recherche du NO pour entreprendre les six thèmes suivant: i) Développement des grandes cultures en irrigué; ii) développement des techniques d'alimentation des ovins et des caprins; iii) développement du secteur oléicole; iv) développement de l'écotourisme; v) étude sur les systèmes de gestion des ressources naturelles; et vi) diversification des sources de revenus des familles pauvres. Les travaux ont démarré mais n'ont pas produits de résultats substantiels à ce jour.

Soutien à la production agricole

19. **Actions de soutien au développement de l'arboriculture.** Les réalisations cumulées ont porté sur une superficie pluviale de 4980 ha (100% des prévisions globales) et 300 ha en irrigué (200% des prévisions globales) plantés en olivier, figuier, pêcher et cerisier pour 6409 bénéficiaires, à raison de 0.8 ha par bénéficiaire. Cette action est très appréciée par les agriculteurs et le taux de réussite moyen de la plantation est de l'ordre de 80%. Environ 1000 ha seront plantés en 2013-2014.

20. **Opérations de remembrement:** Les travaux de remembrement sur une superficie de 1 500 ha (100% des prévisions) pour 708 bénéficiaires dont 1 200 ha sur les ressources du FIDA dans les délégations de Rohia (secteur Haria) et Siliana Sud (secteur Sidi Morched) ont été achevés à 100% et les agriculteurs, sont en cours d'installation selon le nouveau lotissement. A travers cette opération le nombre de parcelles par exploitant a été réduit de 12% et la valeur de l'hectare s'est multiplié par cinq à dix par rapport à la situation initiale. Un autre contrat a été récemment signé avec l'AFA pour le remembrement de 1500 ha sur les ressources du FEM. Les travaux sont en cours.

21. **Formation des bénéficiaires:** En plus de la formation entreprise, dans le cadre de la composante emploi et micro-entreprise, le projet a entrepris les formations suivantes:

- Formation de 42 agriculteurs par l'intermédiaire du centre de formation professionnelle agricole El-Gantra (Siliana sud). Deux sessions ont été organisées sur le thème de la gestion des réseaux d'irrigation à la parcelle pour augmenter le rendement et l'efficacité de l'irrigation dans les périmètres irrigués (Délégation de Gaâfour). Une autre session de formation a porté sur la conduite de l'élevage bovin pour encourager l'intégration de l'élevage bovin dans les exploitations agricoles irriguées (Bargou). Les bénéficiaires de la formation ont été appuyés pour acquérir des vaches laitières moyennant des microcrédits octroyés par l'ONG El-Wifak de Bargou.
- Formation de 20 femmes rurales a été menée entre le projet (UPLC, ANETI), Bureau de formation privé et l'ONG El-Wifak Bargou sur le thème de petit élevage (aviculture de ferme, cuniculture, apiculture).
- Deux sessions de formation au profit de 18 femmes rurales dans la délégation de Makthar ont été assurées par la propriétaire d'une entreprise d'élevage cunicole. Le projet a assuré la coordination et l'identification des besoins. L'agricultrice a conduit la formation des promotrices

de projets cuniques, l'encadrement et le suivi tandis que l'ONG a assuré le financement des micro-projets.

22. Actions de démonstration.

- Acquisition des semences fourragère pour 149 parcelles chez des petits agriculteurs (83.5 ha).
- Acquisition des produits de traitement utilisés dans le semis direct pour une superficie emblavée de l'ordre de 792 ha.
- Achat et distribution de 765 porte greffes pour améliorer la conduite de pêcher de Bargou au profit de 15 bénéficiai

Conservation et protection des ressources naturelles

23. Travaux de lutte contre le ravinement. Les principales réalisations effectuées sur le financement de l'AFD-FCGBV ont porté sur: i) 28 ouvrages de recharge ou de protection en gabion (28% des prévisions); ii) 1373 ouvrages de protection des ravins ont été construits, souvent en maçonnerie de pierres sèches (275%) et; iii) des travaux de végétalisation des ravins ont été réalisés sur une superficie de 510 ha (51%). En plus de ces travaux, le Projet a engagé sur le financement de l'AFD les études de treize (13) lacs collinaires et la réalisation de cinq (05) ouvrages dont deux ont été achevés à 100% (deux ouvrages à Kessra et un troisième a Makthar), trois autres en cours d'exécution à Rouhia (85%, environ) et sept (07) autres en cours d'étude. En 2013, il est prévu la réalisation de 5 ouvrages parmi les 7 ouvrages en cours d'étude ainsi que l'équipement de 5 lacs collinaires par des groupes de pompage.

24. Autres travaux de CES dans le cadre du FCGBV. Le projet a réalisé, aussi, dans le cadre du même financement de l'AFD les travaux suivants: i) aménagement de 850 ha de banquettes mécaniques (19% des prévisions); ii) la protection de 595 ha par des cordons en pierres sèches (48%); iii) des travaux d'entretien et de sauvegarde ont été réalisés sur 550 ha (8%) et; iv) plantations arboricoles pour consolidation des banquettes et ouvrages de CES sur une superficie de 1200ha (33%) . En revanche, 200 ha ont été protégés par des seuils en pierres sèches (action non prévue par le document du projet). Par ailleurs, aucune réalisation n'a été concrétisée au niveau des banquettes manuelles (1000ha prévus) et de la mise en œuvre de techniques douces (1000ha sont prévus).

25. Travaux de CES réalisés dans le cadre du Programme National. En plus des travaux mentionnés ci-dessus, l'Arrondissement CES a réalisé sur le programme national de 2009 à 2012 plusieurs autres travaux, dont les plus importantes sont: i) constructions de banquettes et plantations sur 8742 ha (sur 15334ha prévus); ii) 34 ouvrages de recharge (sur 63 ouvrages prévus); iii) 20 ouvrages de correction des ravins (sur 85 ouvrages prévus); iv) 5 lacs collinaires (sur 8 ouvrages prévus par les PDP) et; v) la sauvegarde et l'entretien des travaux sur 14278ha (sur 21634ha prévus). Le montant global de ces travaux s'est élevé à 11,7 million DTN. Ces travaux concernent tous le Gouvernorat, néanmoins on peut admettre qu'au moins 70% de ces travaux concernent la zone du projet.

26. D'une manière globale, la qualité des travaux de CES est globalement satisfaisante mais les réalisations sur le programme FCGBV, en matière d'aménagement, sont encore largement en dessous des prévisions du projet même si d'autres actions non prévues ont été réalisées comme les lacs collinaires. Cette situation pourrait s'expliquer, essentiellement par le fait que ce programme est pilote à l'échelle nationale et concerne plusieurs Gouvernorats. Toutefois, cette faible performance relative est largement atténuée par l'effort consenti dans le cadre du programme national.

27. Les principaux constats pourront être récapitulés comme suit: i) la difficulté de concilier entre une approche participative à la demande avec les exigences d'une approche technique obéissant à une logique d'intervention exhaustive de l'amont vers l'aval; ii) l'énorme inadéquation entre les besoins impressionnants et les ressources disponibles (durée et ressources financières et humaines); iii) une intégration insuffisante entre les travaux de CES avec les autres activités du projet. On peut citer comme exemple l'opportunité manquée d'associer systématiquement des travaux de protection des ravins avec les travaux de construction des pistes surtout au niveau des tronçons très

vulnérables aux crues (voir section A7 ci-dessous relative aux pistes rurales); iv) Manque d'études d'évaluation pour apprécier l'efficacité et les impacts réels des ouvrages de CES d'une manière générale et des ouvrages de recharge, en particulier.

28. Amélioration des parcours privés et de protection et développement du domaine forestier. Ces activités, prévues sur le financement FEM, pour des superficies respectifs de 1600ha et 2600ha (selon le rapport de formulation), n'ont pas encore démarré.

Aménagements hydro agricoles⁶

29. Aménagement de Périmètres irrigués sur Forage. Le projet a prévu, au total l'aménagement de 350ha, dont 200ha de création de nouveaux périmètres et 150ha de réhabilitation de périmètres existants. Pour les créations, les réalisations ont porté sur l'aménagement de cinq nouveaux périmètres totalisant une superficie de 200ha (100% des prévisions) bénéficiant à 139 exploitants (les études d'aménagement ont été réalisées en 2008 et les travaux de construction en 2009). En plus de l'aménagement des systèmes d'irrigation eux-mêmes, dix (10) km de pistes non revêtues ont été aménagées à l'intérieur de ces 5 périmètres. Pour ce qui concerne les travaux de réhabilitation, le Projet a engagé, depuis 2010 des travaux pour la réhabilitation de 4 périmètres existants totalisant 206 ha (174 exploitants), soit 137% des prévisions mais les travaux ne sont pas encore achevés. En outre, la réhabilitation du périmètre de Soualem (50 ha; 35 exploitants) mais l'appel d'offre a été annulé faute d'entreprises spécialisée dans la réalisation du forage (problème observé à l'échelle nationale depuis 2011). Dans le cadre de la réhabilitation de ces quatre périmètres, 7 km de pistes internes non revêtues ont été réalisés. La mission a constaté des retards très importants dans la réalisation des travaux au niveau des 4 périmètres qui ont été attribués à une même Entreprise. En effet, seul le dernier périmètre (Sodga III) est au stade de la réception provisoire. Les travaux de réhabilitation des trois autres périmètres ont connu d'importants retards (Taux d'exécution de 50 à 80%). Ces retards sont engendrés par plusieurs facteurs: faible nombre et saturation des plans de charge des Entreprises locales, effets des perturbations politiques et sociales depuis le 14 janvier 2011, manque de moyens des Entreprises, oppositions sporadiques par des riverains, souvent injustifiées et incontrôlées etc...).

30. La qualité des travaux est généralement bonne à l'exception des travaux de la piste interne au périmètre de Sodga VII (3km, environ) qui a été très fortement dégradée par les fortes pluies de 2012. Ces dégâts ont été aggravés par l'absence de dispositifs pour un assainissement efficace de cette piste dès le stade de la conception. En outre, La mission a constaté que le périmètre de Aouled Moullah reste très vulnérable aux fortes crues et aux charriages de galets en provenance des montagnes qui le longent. Des travaux complémentaires de protection s'imposent pour assurer la durabilité de ce périmètre.

31. Par ailleurs, la principale difficulté réside dans le retard de la mise en exploitation. En effet, sur les 5 Périmètres, seul trois (03) sont entré en exploitation en 2012 (Sidi Mouallah, Oued Zguifa et Bled Debbich). Les principales contraintes ayant empêchée ou retardée la mise en exploitation de ces périmètres sont liées aux retards occasionnés dans l'électrification des forages qui sont dus soit l'indisponibilité des équipements électriques au niveau de la STEG (sidi Mouallah, Oued Zguifa et Bled Debbich) soit à l'opposition de certains riverains aux travaux d'électrification (Sidi Naoui et Sodga VII). Le blocage lié à l'opposition des riverains subsiste encore au niveau des deux derniers périmètres. L'équipe du Projet et les services techniques du CRDA ont rassuré la mission que ces blocages sont en cours de traitement.

32. Aménagement de périmètres irrigués sur barrage collinaire. Les travaux d'aménagement du périmètre irrigué du Barrage de Smati sur une superficie de 230 ha (sur 450ha prévus, soit 51%) au profit de 60 bénéficiaires et son électrification ont été achevés et réceptionnés et l'exploitation du périmètre du côté de Siliana a démarré en mai 2012. Les travaux d'aménagement ont démarré en 2009 mais ils ont connu des retards importants à cause d'une opposition formulées par les exploitants riverains du côté du Gouvernorat de Kairouan qui ont réclamé eux aussi leur droit d'aménager un périmètre irrigué sur ce barrage. Finalement, compte tenu des ressources excédentaires du barrage,

⁶ Tableau d'avancement par PI est en annexe technique1

une solution d'entente a été trouvée en reconnaissant leur droit à aménager un autre périmètre sur la rive gauche de la retenue sur les programmes du Gouvernorat de Kairouan.

33. Aménagement de périmètres d'épandage des eaux des crues. Les travaux d'aménagement de 400ha d'épandage sur oued El Aoud ont démarré en 2011 sur le financement de l'AFD (contre une prévision de 600ha, soit 67%). Néanmoins, l'Entreprise s'est confrontée à plusieurs problèmes aussi bien avec les bénéficiaires (pratiquement résolues) qu'avec ses propres employés à cause de ses difficultés financières (non encore résolues). Les travaux sont à l'arrêt depuis plusieurs mois après avoir atteint un taux d'avancement de 70%. Après plusieurs lettres de mise en demeure adressées à l'Entreprise et restées sans effet, l'Administration vient d'engager une procédure de résiliation. L'infrastructure de base étant déjà achevée (ouvrage de dérivation et canaux), la nouvelle Entreprise qui pourra être recrutée aura à achever simplement les ouvrages particuliers (passages busés et ouvrages partiteurs) et quelques travaux de confortement (perrés maçonnés aux départs des canaux). Quant à la réhabilitation des 1200ha existants (réalisés au cours de la première phase) aucune action n'a été engagée jusqu'à maintenant.

34. Aménagement de périmètres irrigués sur des puits de surface. Les réalisations, prévues sur les bénéficiaires avec des subventions de l'Etat, ont porté sur: i) le curage et l'approfondissement de 22 puits sur 50 prévus (44%) et; ii) l'équipement en matériel d'économie d'eau de 78ha sur 250ha prévus (31%). Aucune réalisation n'a été notée en matière de construction de bassins de stockage (25 unités prévue) et d'équipement et construction d'abris (50 unités prévues). A cet égard, on peut constater que le projet n'a pas pu réaliser des résultats meilleurs en dépit de l'importance de la demande dans le domaine du développement de l'irrigation privée et la bonne rentabilité de cette action.

35. Les principales contraintes de la mise en valeur des périmètres irrigués. En plus des retards dans l'achèvement des travaux et l'installation des équipements, nous pouvons mettre en évidence d'autres contraintes non moins importantes qui pourront entraver encore la mise en valeur des périmètres aménagés si elles ne sont pas maîtrisées. Ces contraintes concernent, essentiellement: i) l'inexistence d'une expérience antérieure des exploitants en matière de développement intensif de cultures irrigués (surtout au niveau des nouveaux périmètres) et le manque d'un accompagnement technique intensif surtout au cours de la première année de mise en valeur des périmètres; ii) le dysfonctionnement observé au niveau de la plus part des GDA (faible représentativité et retards dans le renouvellement des anciens comités, inactivité de la plupart de membres des bureaux, limites du principe du volontariat des membres des bureaux, manque de confiance et de transparence aux différents niveaux bureaux/bénéficiaires et GDA/Administration,); iii) capacités techniques limitées des GDA en matière d'exploitation et de maintenance des systèmes d'irrigation engendrées et aggravées par un déficit d'accompagnement technique intensif surtout durant la première année d'exploitation (en effet, les démonstrations ponctuelles opérées lors de la réception des équipements ne pourront jamais habiliter les GDA et leurs pompistes et aiguadiers salariés à assurer une gestion technique correcte des systèmes hydrauliques si elles ne sont pas suivies par un accompagnement intensif par la suite); iv) Absence d'une vision claire au niveau des services techniques de l'Administration pour le transfert effectif de la fonction maintenance des systèmes hydrauliques (en effet, le partage des responsabilités de maintenance est flou, irréaliste et n'est pas soutenu par une ferme volonté et par une stratégie claire pour l'appliquer); v) Absence d'un service privé local capable de soulager l'administration dans la mise en œuvre des tâches de maintenance et d'assurer la jonction avec les GDA sur la base d'un partage réaliste tripartite des responsabilités de maintenance (Administration-microentreprises locales-GDA) et; vi) manque de mobilisation au préalable d'un fonds de roulement susceptible d'assurer le démarrage des systèmes d'irrigation dans de bonnes conditions (en effet, dès le démarrage de l'exploitation, les GDA sont même incapables de faire face à la première facture d'électricité ce qui conduit très souvent à l'arrêt de l'exploitation dès les premiers mois.

Alimentation en eau potable⁷

36. **Création de nouveaux systèmes d'AEP.** Sur huit (08) localités prévues pour être alimentées dans le cadre du Projet: i) Trois (03) systèmes AEP ont été achevés à 100%. Ces trois systèmes sont entrés en exploitation au courant de l'année 2012 et ils assurent l'alimentation de près de 259 habitants, ii) Les travaux sont en cours (avancement de 85%) pour l'alimentation de la localité Aouled Ezzahi (183 habitants, délégation de Makthar) et; iii) le démarrage des travaux est imminent (contrats en cours d'enregistrement) pour l'alimentation des quatre (04) autres localités (Msilib-Souidia/Makthar: 286 habitants; Marjet El Ajla-Aouled Mrabet-Boulefta/Kesra: 152 habitants; El Boumia/ Makthar: 240 habitants et Erraainine/Siliana sud: 280 habitants). Les contrats sont en cours de signature pour servir huit autres localités: 2612 habitants. Tous ces projets pourront être fonctionnels, en principe en 2014.

37. **Réhabilitation de systèmes existants d'AEP.** Les travaux de réhabilitation ont concerné les cinq localités prévues (100%) constituées de 2705 habitants (Elmfathia de la délégation de Makthar: 825 habitants, Aouled Abda de la délégation Siliana sud: 650 habitants, Jabnoun de la délégation de Kesra: 560 habitants, Sodga-Dkhila: 670 habitants, et Dhouaouda de délégation de Kesra: 150 habitants). Les travaux ont été achevés et les systèmes ont été mis en eau à l'exception de celui de Ouled Abdah au niveau duquel 17 bénéficiaires se trouvant à la périphérie du système qui ont réclamé leur droit à être inclus dans le système. En outre, l'ensemble des bénéficiaires réclament des branchements individuels et le remplacement de la conduite de refoulement (vieille conduite en amiante-ciment).

38. **Besoins supplémentaires en AEP.** Compte tenu de la forte demande en AEP dans tout le Gouvernorat de Siliana (un taux de desserte en milieu rural de 87%) et particulièrement la délégation de Rouhia qui présente un taux de desserte plus faible que la moyenne du Gouvernorat, le projet et les services techniques du CRDA ont sollicité de la mission d'examiner la possibilité de renforcer cette sous-composante par la réalisation d'un important projet d'AEP rurale, déjà étudié et qui concernera trois secteurs de la délégation de Rouhia et qui ciblera une population rurale pauvre de plus de 3500 habitants relevant des secteurs de Msahla, Smirette nord et Smirette sud et touchant plus d'une vingtaine de petites localités. Après l'analyse sommaire des dossiers de faisabilité et des études techniques de ce projet, la mission a formulé les observations suivantes: i) La conception technique du projet est de bonne qualité quoique assez complexe (une station de pompage sur un forage existant, un réseau d'adduction et de distribution de 38km, trois stations de surpression et plusieurs réservoirs); ii) les ressources en eau sont disponibles et suffisantes (un forage de plus de 5l/s) et le projet très pertinent sur le plan social dans la mesure où il permettra de satisfaire à la fois les populations rurales de trois secteurs très démunis; iii) la mission recommande la prise en charge de ce projet à condition de respecter deux conditions: a) l'actualisation rapide des études (par les services techniques du CRDA) tout en veillant à la prise en compte de la préférence actuelle des populations du branchement individuel; b) compte tenu de la complexité du système hydraulique réfléchir à une nouvelle forme de gestion tripartite associant les services de l'Administration (responsabilité de la maintenance lourde), un opérateur privé local ou un mini-service technique inter-GDA (exploitation et maintenance courante) et les GDA (04 ou 05 GDAs) qui auront la charge de gérer les mini-systèmes internes de leur localités. Cette expérience (pilote) de gestion doit être fortement accompagnée et soutenue par les services techniques régionaux et centraux du Génie Rural.

39. Les travaux d'AEP exécutés sont de bonne qualité et la conception des systèmes AEP est conforme aux normes techniques validées et appliquées par la DGGREE dans tout le pays depuis les années 1990. Néanmoins, à l'instar des travaux d'irrigation, la réalisation et/ou le démarrage de l'exploitation des systèmes d'AEP a connu des retards importants liés à plusieurs contraintes (conjuncture sociopolitique actuelle du pays, réclamation systématique par les bénéficiaires des branchements individuels, retards dans l'électrification de certains points d'eau. On peut constater que ces difficultés vont progressivement s'atténuer et on peut espérer que l'année 2013 verra

⁷ Liste et avancement des projets AEP en annexe technique2

l'atteinte et le dépassement de l'objectif du projet. D'autres contraintes rencontrées et concernant, essentiellement, le fonctionnement des GDA. Elles sont les mêmes que pour les PI cités ci-dessus.

Pistes rurales

40. Sur les 58km prévus, les réalisations ont concerné, l'achèvement de 13 km et l'engagement en 2011 de 18.5 km, soit un taux de 55% par rapport aux prévisions. 20.5km sont encore en processus de passation des marchés. Ainsi le linéaire total susceptible d'être réalisé avant l'achèvement du projet serait de l'ordre de 52 km au maximum (soit un taux d'exécution prévisionnel de 90%).

41. **Les travaux achevés** ont porté sur quatre (04) petits tronçons de pistes de désenclavement totalisant un linéaire de 13 km. Il s'agit des tronçons: a) Hammem-jebnoun (Secteur de Hammem/Délégation de Kessra): 5.2km, 2008; b) GP4 Makthar-Fejj (Secteur Sidi Mansour/Siliana sud): 3.5km, 2009; c) Ras Maa-Zitouna (Sidi Morched/Siliana sud): 2km, 2009 et; d) Faouar Snoussi-Route Sodga (Secteur Sidi Hmada/Siliana sud):2.3km, 2009.

42. La qualité d'exécution de ces tronçons est acceptable pour le premier tronçon (Hammam-jabnoun), mais pose des problèmes plus ou moins sérieux au niveau des trois autres tronçons: i) Les travaux réalisés au niveau du tronçon Faouar Snoussi - Route Sodga (2.3km) ont été pratiquement endommagés à plus de 50% par les fortes pluies de l'hiver 2011/2012. Cette dégradation n'est pas seulement due à l'intensité exceptionnelle des pluies mais aussi à des anomalies au niveau de la conception (sous dimensionnement de l'assainissement et des ouvrages hydrauliques) et manifestation à la mauvaise qualité d'exécution par l'Entreprise; ii) le tronçon GP4 Makthar-Fejj (3.5 km) a subi également de fortes dégradations (nids de poule) engendrées manifestement par une mauvaise qualité d'exécution du revêtement et; iii) le tronçon Ras Maa-Zitouna (2 km) présente une qualité assez moyenne mais surtout une anomalie au niveau d'un ouvrage important (les fers du radier assurant la jonction entre les deux ailes aval sont à découverts, apparemment à cause d'un mauvais dosage du béton). Etant donné que la réception définitive de ces trois tronçons (attribués à une même entreprise) n'a pas été prononcée, il a été convenu avec les services de la Direction Régionale de l'Equipement de mettre en demeure l'Entreprise de corriger les anomalies constatées au niveau de ces trois tronçons sous peine de confisquer ses retenues de garanties et de bonne fin d'exécution (13% du montant des travaux) et de faire exécuter les travaux de correction par une autre entreprise.

43. **Les travaux en cours d'exécution** concernent six (06) autres petits tronçons totalisant un linéaire de 18.5 km. Ces travaux ont connu d'importants retards. En effet, on constate un taux d'exécution de 40 à 50% pour quatre tronçons attribués à une même Entreprise. Il s'agit des tronçons de: Chouarnia-Houamed et Msilib-Argoub, Délégation de Makthar (2km pour chaque tronçon); du tronçon de Zoghba-Furna, Délégation de Bargou (2.3km) et de la piste rurale Aouled Rajeh, Délégation Sidi Bourouis (2.5km). Les retards occasionnés au niveau de ces tronçons sont dus essentiellement à la saturation du plan de charge de l'Entreprise (faute de disponibilité de petites Entreprises qualifiées au niveau du Gouvernorat), au manque d'équipements et certains arrêts sporadiques provoqués par des riverains. Ces 8.8km en retard pourront être achevés durant les prochains mois (certainement avant la fin de cette année 2013). Quant au 9.7km restants, ils présentent un taux d'exécution de 10% et les travaux sont à l'arrêt depuis plusieurs mois à cause de l'abandon des chantiers par l'Entreprise. Ces travaux concernent les tronçons de Kharrouba-El Gabel (5.9 km) et Ramlia-El Gabel (3.8 km). Plusieurs lettres de mise en demeure ont été adressées à l'Entreprise mais elles sont restées sans effet. La Direction Régionale de l'Equipement a déjà initié une procédure de résiliation et elle l'engagera vers la fin du mois de janvier 2013 au plus tard, si les travaux ne sont pas repris par l'Entreprise.

44. **Les travaux programmés.** En plus des travaux mentionnés ci-dessus (31.5 km achevés ou en cours), le Projet a programmé l'aménagement de quatre autres tronçons totalisant un linéaire de 20,5 km et qui sont encore au stade des appels d'offres. Les quatre tronçons concernés sont: i) Nouamchia-Njaimia de 4.5 km (Secteur Ras El oued, Délégation de Makthar); ii) Ajaijia-Tarfaoui de 5km (Haria/Rouhia); iii) Ouled Khedher-Route Jmilette de 3 km (Haria/rouhia) et; iv) Jmilette-PIS'mati

de 8 km (Jmilette/Rouhia). Les quatre tronçons ont fait l'objet à deux reprises d'appels d'offres déclarés infructueux à l'exception du quatrième, qui vient d'être attribué.

45. Principaux constats. Les principaux constats relatifs à cette sous-composante peuvent être récapitulés comme suit: i) le faible nombre des entreprises locales qualifiées et la décomposition des travaux en plusieurs lots minuscules ont engendré la concentration des travaux entre un nombre limité de petites Entreprises qui se sont vues attribuer plusieurs lots à la fois dépassant ainsi largement leurs capacités logistiques et humaines ce qui a eu des effets négatifs, à la fois sur les délais et la qualité et sur les coûts des travaux; ii) Une mauvaise qualité des travaux a été observée au niveau de trois tronçons de pistes revêtues réalisés par l'une des Entreprises adjudicataires. Cette mauvaise qualité est le résultat de la conjonction de plusieurs facteurs: insuffisances au niveau de l'étude; manque de contrôle serré lors des travaux; compétence limitée de l'Entreprise; iii) Absence de perspectives claires pour l'entretien des pistes revêtues réalisées. En effet, tous les tronçons réalisés ne sont pas classés et ne le seront vraisemblablement pas à court et à moyen terme; iv) Les pistes non revêtues réalisées dans le cadre de l'aménagement des périmètres irrigués souffrent aussi de certains problèmes de qualité dus essentiellement: au caractère sommaire des études (souvent réalisées par des bureaux non spécialisés dans les études routières); aux faibles enveloppes financières qui ne permettent pas de réaliser des travaux solides et de qualité (revêtement, notamment) et à la non implication des services spécialisés du Ministère de l'Equipement dans les études et le contrôle des travaux de ces pistes.

Composante B: Promotion de l'investissement privé et des PME.

46. Conformément aux orientations définies par le rapport de pré-évaluation, un accord-cadre de partenariat a été signé entre le CRDA, l'Office de Développement de Nord-Ouest (ODNO) et l'Agence de l'Emploi et du Travail Indépendant (ANETI par l'intermédiaire de son bureau régional le BRETl) en avril 2007. Au moyen de cette convention, le projet a lancé un processus de promotion des investissements et d'encouragement de l'installation des projets initiés surtout par les femmes et par les jeunes promoteurs.

Activités réalisées par les représentants de l'ANETI.

47. L'objectif de cette composante était de « diversifier et d'accroître les possibilités d'emploi et d'investissement en milieu rural, en particulier pour les femmes et les jeunes pour contribuer à créer un tissu économique local durable, capable, progressivement, de participer activement au processus de développement local », et ce, en créant 540 micro-entreprises et en consolidant 305 autres).

48. A la fin de l'année 2012, les statistiques fournies par le BRETl de Siliana, font état de 4291 jeunes, dont 23% diplômés du supérieur et 26% de femmes, touchés par les différents modes de prospection et de sensibilisation des jeunes promoteurs potentiels et autres candidats au travail indépendant. 698 jeunes dont 280 diplômés du supérieure (40%) et 273 femmes (39%) ont suivi les diverses de formations proposées par le BRETl en soutien à la création de microprojets et de micro-entreprises. 879 études de faisabilité technique et financière de projets ont été réalisées dont 146 (17%) pour des diplômés du supérieur et 214 soit 24% au profit des femmes. Ces études ont abouti au financement de 406 projets dont 46 (soit 11%) de projets initiés par des diplômés de l'enseignement supérieur et 105 (soit 26%) par des femmes. L'investissement global réalisé peut être estimé⁸ à 1.690.300 DT. 80% des projets ont été réalisés avec un investissement compris entre 700 DT et 4000 DT fourni essentiellement par des crédits BTS (fournis directement par la BTS ou relayés par les ALD et les ONG de la zone du projet). Pour ce qui concerne la durabilité, les responsables du BRETl déclarent un taux de mortalité de 8%.

49. Comparée à l'objectif fixé par l'accord cadre de partenariat (création de 540 projets et consolidation de 305 projets existants) la création de 406 projets peut être considérée comme une performance quantitative positive (75% de l'objectif). Cependant, sur cet effectif annoncé par le

⁸ Extrapolation aux 406 projets sur la base de l'investissement moyen pondéré réalisé par un échantillon de 180 projets étudié par la mission sur la base de documents remis par le BRETl.

BRETI on observe 10% d'extension de projets existants soit moins de 40 projets qui représentent 13% de l'objectif des 305 projets en consolidation.

50. Certains indices montrent que le BRETI aurait pu réaliser de meilleures performances si (i) il avait été appuyé comme prévu par le projet et (ii) si une structure bien fournie en compétences et en moyens matériels avait assuré, au sein de l'UPLC, un suivi et un contrôle continus des réalisations de cette composante. Or, du point de vue matériel et du point de vue financier et humain l'appui du projet au BRETI n'a pas été tout à fait conforme au rapport d'évaluation et à l'accord cadre de partenariat. Le projet n'a pas appliqué l'engagement de fournir au BRETI les trois véhicules qui lui auraient permis d'assurer sa participation aux travaux d'élaboration des PDP⁹ et d'assurer les suivis qu'il fallait aux projets identifiés et étudiés avec les promoteurs de MP et d'AGR. La participation du BRETI aux PDPs n'a pas été au niveau escompté également du fait de l'insuffisance de la coordination que l'UPLC a assuré entre lui et les BE chargés de l'élaboration des PDPs.

51. Sensé intervenir dans trois « bassins d'emplois principaux (Silliana Sud, Gaafour et Makthar¹⁰), le BRETI n'a effectivement réalisé que 41,23% de son activité de prospection et de diagnostic dans les dits bassins (répartis à raison de 13,05% à Siliana Sud, 0,42% à Gaafour et 27,76% à Makthar) et n'y a pu installer que 48,53% des projets qu'il a pu mener jusqu'au financement¹¹.

52. En conclusion, malgré l'effort important fourni par le BRETI, l'expérience, bien qu'en apparence, fructueuse, n'a pas entièrement réalisé les objectifs de création d'emplois diversifiés et viables. Pour des raisons de coordination de l'activité du BRETI et de l'UPLC et de celle du BRETI avec les BE chargés d'élaborer et de suivre la mise en œuvre des PDPs, d'une part, pour des raisons de non-respect des termes de la convention par le CRDA et l'UPLC, et à cause de l'absence d'une convention de financement des MP et autres AGR directement avec la BTS et les ALD et ONG de la zone du projet, d'autre part, le BRETI a très peu adapté ses démarches et ses méthodologies d'intervention aux objectifs du projet et a fonctionné selon ses usages et ses moyens habituels. Les résultats obtenus pèchent: (i) par défaut de création d'emplois féminins (26%), (ii) par défaut de création de projets diversifiés et compétitifs du fait de l'obligation de se plier aux pratiques imposées par la BTS et les ONG qui assurent le relais du crédit sur le terrain et (iii) par défaut de communication continue avec l'UPLC sur les résultats obtenus, les difficultés rencontrées et les nécessités de pilotage de l'action. Il semble utile de reprendre l'expérience de promotion de l'emploi avec le BRETI mais sur de nouvelles bases, ne serait-ce que pour une année¹². Cette reprise devrait être précédée d'une révision de la convention qui assurerait la fourniture de l'appui nécessaire au BRETI et qui introduirait les parties non concernées par la convention de 2007 que sont la BTS, BFPME et les grandes ONG capables de fournir des efforts de financement plus conséquent et d'assurer un suivi de financement et un encadrement qui assurent plus de chance de survie aux projets. Une assistance technique (AT) pourrait être mobilisée pour l'accompagnement des micro-projets en cours et après leur installation. De cette AT bénéficieront en même temps le BRETI et l'ODNO.

⁹ Sur les 4291 personnes touchées par ses activités de prospection et de diagnostic seule une minorité de 156 personnes (4%) a été contactée lors de ses participations aux PDP. Cette minorité représente les personnes contactées dans le cadre de l'élaboration des 12 premiers PDP élaborés au démarrage du projet par les moyens propres de l'administration

¹⁰ Et devant pour ce faire disposer d'un véhicule pour chacune des équipes appartenant au Bureau de l'Emploi Local

¹¹ Si on ne retient comme réalisations que celles effectuées dans les trois bassins conventionnels, la performance globale de réalisation descendrait à 197 projets soit 39% de l'objectif des 504 projets.

¹² Selon le rythme propre au BRETI et dans les conditions non idéales dans lesquelles il a assuré la collaboration avec le Projet, et si on admet que l'année 2011 a été une année totalement blanche et que l'année 2012 ne l'a été qu'à moitié, une année d'activité de promotion de l'auto-emploi correspond à une moyenne de 100 projets étudiés, financés et installés. Et si on prend en compte l'effort de prospection, d'étude et de formation que le BRETI a déjà consenti, on peut admettre qu'il dispose actuellement d'une banque de projets de laquelle il pourra puiser moyennant d légers efforts d'actualisation et d'adaptation mais qui, malgré tout peut contribuer à faire gagner du temps et autorise à espérer que l'on peut au cours de cette année espérer monter à 150 projets voire plus au lieu de la moyenne arithmétique de 100 annoncée ci-dessus.

Activités réalisées par l'Office de Développement du Nord-Ouest

53. Les résultats attendus de cette composante tels que définis par l'accord cadre d'avril 2007 et pour ce qui concerne l'ODNO étaient (i) la création d'environ 33 petites et moyennes entreprises, (ii) la contribution à la création de 1500 postes emplois et le renforcement d'environ 315 autres postes d'emploi. Les statistiques officielles de l'ODNO de 2012 font état de la réalisation de 176 études de faisabilité de projet pour un investissement global de 62,267 Millions de DT. 32 projets sur les 176 étudiés (18%) ont pu bénéficier de financements divers¹³. Ils totalisent un investissement de 5.693.000DT et une prévision de création 256 emplois. Il n'y a pas de soucis majeurs à se faire pour ce qui concerne la survie des projets créés. A 100% les projets que la mission a visités existaient bel et bien et étaient fonctionnels. Cependant, tous rencontrent, des difficultés financières issues à la fois des modalités d'accès au crédit et de l'insuffisance des apports propres. Du fait de ces difficultés, nombreux projets n'ont pas été en mesure de créer les postes d'emploi escomptés. Beaucoup fonctionnent de manière saisonnière avec un nombre très réduit d'emplois saisonnier. D'autres fonctionnent de manière occasionnelle au rythme des commandes qu'ils arrivent à décrocher. Certains ont même été obligés de suspendre temporairement leurs activités, le temps de pouvoir se procurer sur fonds propres (familiaux) de quoi faire face à leurs frais de fonctionnement.

54. Sur la totalité des projets visités, aucun n'a bénéficié du suivi et de l'encadrement définis par l'accord cadre.

55. Sur les 32 projets, une interprétation plus ou moins stricte des termes du rapport d'évaluation et de l'accord-cadre de partenariat ne retiendrait que 18 (soit 56%) qui profitent à la zone du projet telle que définie à l'évaluation, alors que 44% des projets ont été réalisés dans la délégation de Siliana Nord et dans les délégations qui ne font que partiellement partie de la zone du projet.

56. Il ne semble pas utile d'essayer de chercher à pallier aux insuffisances constatées sur cette composante en voulant créer plus de PME. Pour ce qui reste de la durée du projet, il semblerait utile de limiter la mission de l'ODNO à l'appui conseil aux entreprises existantes.

57. En tout état de cause, il semble utile de réunir les partenaires concernés par la composante emploi et investissement et de discuter ensemble (CRDA, UPLC, FIDA, ODNO, BRETI, BTS, BFPME, ONG) pour partager les données les analyses de la situation de la composante à ce jour et chercher ensemble à identifier les modalités de rattrapage et d'amélioration des performances. Cette rencontre pourrait, de préférence, avoir lieu le plus tôt possible (Mars/Avril 2013 au plus tard). Elle serait destinée à produire une vision commune de la situation et les actions correctives à entreprendre dimensionnées et programmées dans le temps avec une répartition claire des responsabilités de mise en œuvre.

Composante C: Renforcement institutionnel

58. (Voir le paragraphe relatif à la gestion du projet du point D. Performance de l'exécution du projet)

Composante D: Gestion durable des Terres (GDT)¹⁴

59. Le financement de cette composante est prévu sur les ressources du Fonds Mondial de l'Environnement. La composante assurera une intégration de l'aménagement durable des sols et aura à promouvoir les méthodes et outils de participation et de coordination intersectorielle et de planification locale et régionale ainsi que de suivi évaluation de la dégradation des terres.

60. A ce jour, depuis l'entrée en vigueur, en septembre 2010, du financement FEM, la composante a accusé un retard notable dans le démarrage effectif de ses activités, quoique certaines activités éparses aient été déjà initiées. En mars 2011 le FIDA a dépêché une mission d'appui au projet en vue de l'élaboration d'un PTBA pour la période 2011-2012 (18 mois), d'un manuel des procédures pour la mise en œuvre de la composante, ainsi que des termes de référence du Coordinateur Régional du

¹³ Essentiellement des financements de la BFPME, de la BTS

¹⁴ Cette composante a fait l'objet d'un rapport spécifique de supervision en annexe V

FEM et de l'assistant financier. Les résultats de cette mission ont été présentés et discutés lors de la réunion du Comité Régional de Suivi du projet, tenue à Siliana le 29 juin 2011. La discussion du PTBA a révélé la nécessité de compléter les PDP déjà réalisés et/ou en cours d'élaboration, afin de ressortir les activités correspondantes à la Gestion Durable des Terres qui n'apparaissent pas systématiquement en tant que telles dans les PDPs.

61. Sur le plan institutionnel, le coordinateur régional et le financier prévu n'ont été installés qu'en fin septembre 2012 au niveau de l'UPLC à Siliana. Un coordinateur central a été désigné et logé au niveau de la DGFIOP et un coordinateur de la composante environnementale a été désigné et installé au niveau de la DGEQV relevant du Ministère de l'Environnement. Les mesures institutionnelles relatives à la formation et au cadre législatif de la GDT n'ont pas encore été démarrées.

62. La plus part des actions physiques prévus n'ont pas encore démarré sur le terrain. Les quelques réalisations qui viennent de démarrer ont concerné le lancement des opérations de remembrement des terres morcelées sur 1500 ha (100% des prévisions) dans les secteurs de Chouarnia et Henchir Roumène et l'engagement des opérations de consolidation des ouvrages de CES sur environ 400 ha moyennant la plantation d'olivier. Pour les activités gérées par le Ministère de l'Environnement, un plan de gestion participatif pour le parc national de Jebel Esserj est en cours de préparation, les travaux de construction du musée sont en cours avec un taux d'avancement de 50% et des termes de référence pour lancer la production de matériels de sensibilisation ont été élaborés. Les principales contraintes rencontrées dans la mise en œuvre de la composante GDT sont afférentes au manque de cadres dédiés aux activités gérées par la DGEQV/Ministère de l'Environnement, à la structure et présentation du contenu des PDP peu appropriées dans la mesure où les PDPs ne distinguent pas systématiquement les actions de la composante du FEM de celles des autres composantes du PDAI II, et à l'insuffisance de coordination interne et entre les différents opérateurs de la composante.

Mesures correctives/recommandations

Action approuvée	Responsables	Date convenue
Renforcer le contrôle de l'exécution des travaux sur terrain et veiller d'avantage au respect des clauses contractuelles avec les entreprises lors de la réception des travaux	UPLC CRDA DRH CT centrale	Continu
Pour le projet d'AEP Smirat, revoir les études techniques en vu de favoriser le branchement individuel et proposer de nouvelles formes de gestion des réseaux qui s'adaptent avec la complexité technique du projet	CRDA, AGR	Avant l'engagement du marché
Inviter l'entreprise adjudicataire des tronçons de pistes endommagés pour réparer les dégâts et prévoir un budget suffisant pour l'entretien des infrastructures de base réalisées, en particulier les pistes non classées	DRH CRDA UPLC	Dans les meilleurs délais
Relancer le renouvellement des GDA non fonctionnels et engager une réflexion sur l'avenir des CDI et leur relation avec les structures socio professionnelles en vigueur surtout après l'achèvement du projet.	UPLC CRDA-AFE DGFIOP	Dans les meilleurs délais
Suivre et accompagner les PME et les microprojets au-delà de l'installation de leurs projets pour garantir la durabilité des acquis, et envisager la possibilité de création de micro-entreprises d'exploitation et maintenance dans les domaines des PI et AEP.	UPLC BRETI ODNO	Continu
Envisager la possibilité de créer une fédération de GDA en SMSA pour répondre plus aux besoins d'approvisionnement et d'écoulement des produits laitiers dans la région	UPLC AFIOP GDA	Avant la fin du projet
Donner toute la latitude au coordinateur du FEM afin de lui permettre de remplir pleinement ses attributions dans les limites dispositions prévues dans le document de projet et les PTBAs adoptés.	Coordinateur national, Coordinateur UPLC	Continue

Action approuvée	Responsables	Date convenue
Constituer un groupe de travail technique autour des thèmes relatifs à la GDT représentant les départements techniques concernés du MA et du ME pour contribuer à l'élaboration des termes de référence des différentes études et consultations prévues	Coordinateur national du PDAI II, Coordinateur de l'UPLC et coordinateur régional du FEM	Continue
Accélérer le rythme de réalisation des différentes sous-composantes, notamment celles relatives à l'introduction des Bonnes Pratiques Agricoles, des techniques spécifiques de la GDT, de la biodiversité et des techniques d'adaptation aux CC, etc. (Sous-composante 2.1)	Coordinateur régional du FEM	Dans les meilleurs délais
Transférer la mise en œuvre de la composante 1.1 relative au « renforcement de l'environnement favorable » à la DGEQV	Coordinateur national, Coordinateur UPLC, DGEQV	Dans l'immédiat
Sélectionner chaque année un nombre limité de PDP et les réviser en vue d'intégrer systématiquement des activités appropriées de GDT.	Coordinateur régional du FEM avec l'appui de l'UPLC (cellule de planification)	Dans les meilleurs délais
Prévoir sur le budget du FEM un appui extérieur ponctuel à la planification et au suivi de la mise en œuvre de la sous-composante 1.1, notamment en ce qui concerne la mise en place d'un système de Gestion des Connaissances intégrant la GDT et la modernisation/perfectionnement du système national de S&E environnementale	Coordinateur national du PDAI II et DGEQV/ME	Dans les meilleurs délais

D. Performance de l'exécution du projet

63. **Gestion du Projet:** Pour la coordination et la gestion du projet, le rapport de conception a prévu la création d'une Unité de Planification Locale et de Coordination au sein du CRDA de Siliana dotée d'une cellule de planification, une cellule de mise en œuvre et une cellule de suivi-évaluation, renforcée de 11 cadres dans les domaines de gestion financière de planification participative et du suivi-évaluation. Depuis l'entrée en vigueur du financement du FIDA, en 2007, l'UPLC a été mise en place à Siliana avec un Directeur national, un sous-directeur chargé de la planification, un sous-directeur chargé de la mise en œuvre, et un Chef de service du suivi-évaluation. Pour la coordination de la composante FEM, il a été prévu aussi, le recrutement d'un coordinateur et d'un financier au sein de l'UPLC. Actuellement cette structure est dotée de sept (07) cadres supérieurs (un Directeur du l'UPLC, un Sous-Directeur de la planification, un coordinateur FEM, un cadre chargé du Suivi-évaluation, un cadre chargé de la passation des marchés et deux cadres chargés des aspects financiers) et 4 techniciens. Le responsable, chef du service de suivi-évaluation a quitté le projet depuis trois ans et le Sous-Directeur de la mise en œuvre a quitté depuis trois mois et n'ont pas été remplacés. Trois autres cadres ont été recrutés pour l'UPLC et ont été mis à la disposition des arrondissements techniques au CRDA (1 cadre dans la cellule de passation des marchés, 1 cadre dans division de la vulgarisation, 1 cadre dans la Division hydraulique).

64. Pour la coordination entre les différents secteurs aux niveaux national et régional, un comité de coordination opérationnelle au niveau de la zone du projet (CCOP) qui se réunit une fois par trimestre et un Comité de Suivi et de Coordination National au niveau central (CSCN) qui se réunit une fois par an, ont été mis en place.

65. Devant les objectifs ambitieux du projet et l'urgence d'intervenir dans des zones marginalisées depuis longtemps par les anciens régimes, et surtout durant ces deux dernières années qui ont suivi la révolution, ces structures ont rencontré des difficultés de coordination et de communication, particulièrement avec la population devenue plus exigeante et impatience. A côté de la conjoncture spécifique, l'insuffisance relative en moyens humains et matériels au niveau de l'UPLC et des différentes structures régionales, chargées de la mise en œuvre des composantes hydrauliques et

d'infrastructure de base, n'était pas en faveur d'une meilleure gestion du projet pour atteindre les objectifs assignés dans la limite du temps contractuel

66. **Suivi-évaluation:** Un système de suivi-évaluation informatisé sur le web a été élaboré et installé depuis le démarrage du projet. Il a été conçu pour faciliter l'accès aux informations physiques et financières en temps réel, l'alimentation des indicateurs SYGRI, la facilitation de la production des principaux rapports de planification et d'avancement, et pour aider à la prise des décisions. Jusqu'à fin 2010, ce système était fonctionnel et capable de produire les états de planification et d'avancement physique et financier en temps réel et le rapport sur l'avancement du projet qui comprend les aspects suivants: i) Description du projet; ii) Avancement Physique du projet par composante activité; iii) Avancement financier du projet par source de financement, par composante activité, par catégorie et par rubrique budgétaire; et iv) Cadre logique du programme. Pour le volet évaluation, il est à noter que, dans sa version réceptionnée, le système prend en charge les informations traitées pour les restituer sous forme d'état d'édition à différentes dates. Depuis début 2011, ce système n'est plus fonctionnel. Il présente des bugs et nécessite une intervention rapide de la part du concepteur et éventuellement un contrat de maintenance pour assurer son fonctionnement durable. Malgré les recommandations des différentes missions précédentes, l'application est encore en panne. Actuellement, le suivi physique et financier est assuré à travers des tableaux Excel, souvent pas à jour, avec peu de coordination entre les différents services de mise en œuvre, financier et de suivi-évaluation. Les Etats de SYGRI, du premier et du deuxième niveau sont élaborés annuellement et transmis à temps au FIDA. Une situation de référence des indicateurs SYGRI a été élaborée en 2009 par un bureau contracté directement par le FIDA. Des rapports trimestriels internes et des rapports semestriels et annuels sont élaborés et transmis au FIDA dans les délais contractuels. La version finale des PTBA est souvent transmise au FIDA avec un retard relatif. Le service de suivi-évaluation est doté d'un seul cadre au niveau de l'UPLC et le Chef de service qui a quitté le projet depuis trois ans n'a pas été remplacé. Sur le terrain, le suivi physique est assuré, partiellement, par les différents arrondissements et les structures locales du CRDA et par la sous-traitance, aux bureaux privés, le suivi et l'accompagnement des contrats-programmes au niveau local. Cette insuffisance, particulièrement, en moyen humain, n'a pas permis au projet de disposer d'un suivi en temps réel ni d'entreprendre le suivi rapproché des prestataires de service et des entreprises attributaires des travaux.

67. **Problématique hommes-femmes.** Le rapport de pré-évaluation préconisait que « Les jeunes promoteurs ayant déjà participé à la première phase du projet seront ciblés par des activités de consolidation en matière de gestion de leurs entreprises. Le ciblage des femmes se fera par l'intégration systématique des femmes dans les activités agricoles et sylvo-pastorales. Pour les activités relatives à l'emploi, un quota de 40% des bénéficiaires est proposé »

68. En ce qui concerne les activités d'infrastructure de base, le groupe cible est le ménage hommes et femmes plutôt que le genre. L'impact a touché équitablement les deux sexes. Pour les activités à l'intérieur de l'exploitation, les propriétaires femmes ne représentent que 2% dans la zone du projet.

69. Pour la création de micro-projets et de micro-entreprises, il est à noter que le ciblage systématique des jeunes promoteurs ayant participé à la première phase du projet, n'a pas été effectué et les projets féminins sont en infériorité numérique par rapport à ceux des hommes. Parmi les 4291 sensibilisé par le BRET 26% étaient des femmes et une proportion de 39% de jeunes filles ont poursuivi les cursus de formation offerts par le BRTI. Sur les 406 micro-projets installés, 26% ont été initiés par des femmes. Ceci n'est pas loin de la représentation des femmes dans la structure de la population active du gouvernorat de Siliana à l'époque de la pré-évaluation du projet soit (28%) ce qui indiquerait que le Projet se serait plus conformé à cette réalité et qu'il n'aurait pas cherché à l'améliorer. Sur les 32 PME installées au moyen de l'appui de l'ODNO, seuls 19% étaient initiées par des femmes.

70. **Accent mis sur la pauvreté.** Dans l'ensemble, le projet est intervenu dans les zones les plus démunies du gouvernorat de Siliana. Les projets d'AEP et de pistes, en particulier, ont participé à

désenclaver et à équiper des zones très démunies (zones montagneuses à terres peu fertiles et où les exploitations sont morcelées et de petites tailles). Les expériences de vulgarisation ont pu, par des interventions sur des exploitations moyennes, parvenir à intéresser les petits exploitants et à améliorer sensiblement les rendements céréaliers, oléicoles et sur les légumineuses y compris dans les petites exploitations (dans 17 secteurs sur les 54 secteurs de la zone du projet et dans des proportions encore réduites vu la date de démarrage de l'expérience). Elles ont ainsi démontré la possibilité d'une contribution réelle à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des petits exploitants. La création de PME n'a pas créé le nombre escompté de postes d'emploi qui auraient pu profiter aux moins nantis.

71. Les actions du projet ne semblent pas avoir contribué à améliorer la situation du gouvernorat de Siliana par rapport à la moyenne nationale en matière de pauvreté. En septembre 2012, le taux de pauvreté du Gouvernorat demeure supérieur à 17% alors que la moyenne nationale se situe à 15,5%. Seules les délégations de Siliana Nord et de Gaafour se situent au-dessous de la moyenne nationale. Les trois délégations du sud du gouvernorat (Rouhia, Makthar et Kesra) demeurent les plus pauvres du gouvernorat et se situent, toutes trois (l'aire de lanière plus particulière Rouhia), nettement au-dessus de la moyenne nationale. Kesra affiche en septembre 2012 un taux supérieur à 20% et Rouhia un taux supérieur à 25% selon les données fournies par le Ministère du Développement Régional et de la Planification.

72. Efficacité du ciblage. Les divers indicateurs socio-économiques nationaux font du gouvernorat de Siliana, notamment dans sa partie sud et dans ses zones montagneuses, l'un des plus défavorisés du pays, ce qui justifie largement la continuation des interventions du FIDA dans ce gouvernorat. Cette situation de vulnérabilité touche, à des degrés divers, tout le gouvernorat, mais les délégations du Sud (en particulier Makthar, Kesra et Rouhia) sont relativement plus défavorisées en infrastructures de base. Du fait d'une pluviosité moindre, et de l'importance des terres occupées par le domaine forestier de l'Etat, leur revenu agricole est plus aléatoire. Ce sont d'ailleurs ces délégations qui sont les plus touchées par l'exode rural.

73. Le ciblage, dans le cadre du PDAI-II, a pris les mesures qui visent à garantir que les individus et les ménages les plus défavorisés bénéficient réellement des interventions du projet. Dans ce sens, les structures de coordination et de gestion du projet ont adopté la démarche du FIDA qui adopte les trois niveaux de ciblage, à savoir, le ciblage géographique; le ciblage intra-communautaire; et l'adéquation de l'offre de services aux moyens d'existence des ménages les plus défavorisés.

- Pour le ciblage géographique qui consiste à intervenir, en matière de développement local, en priorité dans les imadats les plus défavorisés, et avant l'intervention sur terrain, le projet a exploité les études préparatoires, les statistiques régionales et les connaissances locales du terrain pour classer les 54 imadats par ordre de priorité et commencer par l'élaboration des PDP des secteurs les plus pauvres et les plus dégradés, mais qui disposent d'un minimum de potentiel agricole et rural, jugé comme facteur important de réussite des premières interventions. Le premier lot de PDP a concerné Sidi Hmada, Bhirine, Jmilet, Sidi Monsour, Soualem, Hammem Kesra, el Haria, Sidi Mourched et Sayar qui ont été élaborés, sur des bases participatives par les moyens de l'administration appuyés par une assistance technique ponctuelle. Au total, environ 50% des secteurs les plus prioritaires, ont bénéficié de plus de 80% des investissements substantiels. Les derniers secteurs, en bas de la liste des priorités et qui représentent l'autre moitié de la zone d'intervention n'ont bénéficié que de 20% des investissements.
- Le ciblage socio-économique au sein de chaque imadat. A ce niveau, les ménages les plus vulnérables ont été identifiés sur la base d'un diagnostic communautaire et participatif. Dans le cadre du projet, ce sont les agglomérations enclavées et ne disposant pas de source d'eau potable de proximité qui ont bénéficié des actions d'infrastructure de base. Environ 1500 familles ont été alimentées en eau potable et une dizaine de secteurs ont bénéficié de 48,5 km de pistes de désenclavement et dans les PI. Pour les actions individuelles, la plantation arboricole a touché, essentiellement, les petites et moyennes exploitations (8 ha par bénéficiaire, en moyenne). Les bénéficiaires des activités génératrices de revenu sont

essentiellement les jeunes et les femmes. La moyenne des exploitations des petits périmètres irrigués réhabilités et réalisés dans le cadre du projet est de l'ordre de 2 ha.

- Le troisième principe est lié à la parité et à une certaine « discrimination positive » en direction des femmes et des jeunes. A l'exception des infrastructures de base qui touchent toutes les catégories, hommes, femmes, et jeunes, le projet s'est attaché à orienter le plus possible d'actions en faveur des catégories les plus fragiles, en particulier en matière de formation et d'appui à la création de micro-projets et micro-entreprises. Ainsi, 698 jeunes, dont 39% de femmes, ont été formés dans les divers types et cursus proposés par le BRETI en soutien à la création de microprojets et de micro-entreprises. 406 microprojets ont été installés pour les jeunes, dont 26% de projets initiés par des femmes. 32 petites et moyennes entreprises ont été installées au profit de jeunes depuis le démarrage du projet.

74. **Gestion des savoirs**¹⁵. Le projet a comporté dans sa conception plusieurs innovations dont en particulier, la planification participative, la sous-traitance de l'élaboration des PDPs, de l'accompagnement à la mise en œuvre et de la vulgarisation aux BE privés; et le partenariat.

75. La planification participative au niveau du secteur devait, dans le cadre institutionnel d'avant la révolution, assurer la coordination avec les structures régionales décentralisées (Conseils Régionaux au niveau des gouvernorats) et locales (Conseils Locaux de Développement au niveau des Délégations) et à coordonner de manière formelle avec les autres intervenants (services régionaux des autres départements ministériels, Offices, ONG). Ces avantages ont tous été remis en cause par la révolution du 14 janvier 2011. A l'heure actuelle, 67% des CDI créés par le projet sont peu ou pas fonctionnels. L'intégration des Plans de Développement des Imadats dans les stratégies locales et régionales de développement économique et social ne peut plus être conduite comme elle a été conçue par le rapport de pré-évaluation.

76. La reconstitution et le redémarrage du travail avec les CDI et les GDA demeure une nécessité sans laquelle il ne peut être envisagé ni une stratégie de sortie du projet, ni capitalisation des effets du projet au terme de la période de transition que vit la Tunisie quel que sera le système d'organisation administrative du territoire et le système de gestion et de pilotage du développement que connaîtra le pays dans le cadre des réformes futures.

77. En matière de désengagement de l'administration par la sous-traitance des PDPs, de l'accompagnement et de la vulgarisation aux BE privés, certains éléments d'information donnent à penser qu'il reste encore à travailler pour tirer tout le bénéfice potentiel de cette innovation. La sous-traitance des attributions non régaliennes de l'administration aux bureaux spécialisés bien que, assez bien ancrée dans les esprits des deux côtés, n'a pas encore eu tous les effets positifs escomptés en termes de renforcement des capacités de contrôle et de pilotage de l'administration, ni aidé à promouvoir un secteur privé réellement compétent et jouissant de toutes les capacités techniques et des compétences en matière d'animation sociale et de communication nécessaires.

78. Pour ce qui concerne le partenariat, Le partenariat a fait profiter le Projet des acquis méthodologiques et des compétences techniques des institutions publiques de son environnement local et régional voire national. Cependant cette innovation présente encore certaines insuffisances à combler dans l'évaluation des capacités réelles (humaines surtout) des institutions partenaires et dans le pilotage des activités des partenaires et la mesure de leur niveau d'intégration aux objectifs et aux attentes du Projet. L'expérience demeure aussi difficile à être évaluée objectivement du fait de l'effet de freinage et des difficultés que, comme l'UPLC et le CRDA, les institutions partenaires ont subis du fait de la conjoncture révolutionnaire et en particulier dans les régions défavorisées comme le Gouvernorat de Siliana. Par manque de moyens humains, l'UPLC ne pourra pas assurer la relève des partenaires ni pour assurer la capitalisation des acquis des technique ni pour préserver les acquis économique par la préservation des AGR, les MP et les PME installés dans le cadre du partenariat Projet/ ANETI et Projets/ODNO.

¹⁵ Plus de détail en appendice 7

79. D'autres partenariats auraient dû être conclus qui auraient amené d'autres valeurs ajoutées au projet, notamment un partenariat direct du projet avec les fournisseurs de crédits et d'investissements et en particulier la BTS et la BFPME qui aurait permis l'injection de plus de crédits du fait de la garantie morale qu'aurait constitué le cautionnement des projets étudiés et encadrés par le BRETl et l'ODNO et cautionnés par le Projet. Citons également un partenariat direct avec l'AVFA qui aurait fourni un meilleur encadrement de l'expérience de sous-traitance de la vulgarisation et du conseil agricoles aux BE privés.

80. **Partenariats.** Les partenariats conclus dans le cadre du projet avec différentes structures administratives et civiles (ANETI, ODNO, OEP, AFA, ONG), la sous-traitance des activités d'élaboration des PDPs, de suivi de la mise en œuvre des CPA, et de la vulgarisation, au secteur privé, comblent, les insuffisances de l'administration en personnel spécialisé. Elles avaient commencé à produire des résultats de qualité que la conjoncture ralentit voire freine dans certains cas. Une meilleure prise en main et une conduite plus rapprochée de ces expériences par l'UPLC redynamiserait facilement le processus. Depuis les anciennes missions de suivi et de supervision, certains progrès ont été réalisés. Les effectifs des jeunes garçons et des jeunes filles ruraux touchés par les actions de sensibilisation augmentent, les projets étudiés aussi. Cependant, les proportions de projets trouvant financement et notamment ceux étudiés par l'ODNO, trouvent toujours les mêmes difficultés à accéder au financement. Seuls 9% des personnes intéressées par les approches de diagnostic et de sensibilisation pilotés par le BRETl parviennent à monter des projets et à s'installer. Seuls 15% des études réalisées par l'ODNO au profit des jeunes promoteurs parviennent à trouver des financements. Ceci laisse entendre que des partenariats aussi intéressants que ceux que le projet a noués avec les institutions telles le BRETl et l'ODNO auraient dû être recherchés et devraient l'être pour ce qui reste de la période d'exécution du projet directement avec des institutions de financement telles les grandes ONG de microcrédit et de financement des PME (telle la BNA et la BFPME).

81. Les partenariats n'ont pas tous été suivis de résultats comparables. (i) Les partenariats pour l'emploi ont eu des effets assez réduits eu égard aux possibilités. En dépit des apparences, leurs performances sont inférieures aux prévisions de la pré-évaluation et aux attentes formulées par les conventions. D'un côté comme de l'autre les obligations contractuelles n'ont pas été appliquées rigueur. Ainsi le Projet n'a pas respecté ses engagements auprès du BRETl. Inversement l'ODNO n'a pas respecté toutes ses obligations contractuelles en dépit du fait qu'il ait reçu tout l'appui sur lequel le projet s'est engagé. (ii) Le partenariat avec l'OEP est une expérience réussie qui gagnerait à être soutenue jusqu'à son terme (à la fin de 2014). Ses réussites techniques génèrent une adhésion de la population qui y a trouvé un intérêt économique certain. La population montre des signes de volonté d'appropriation de ces résultats qu'il s'agit à présent d'encadrer et d'organiser en préparation de la stratégie de sortie du projet. Les problèmes d'organisation de la collecte du lait qui, à un certain moment menaçaient de compromettre les réussites techniques de ce partenariat, n'ont été que partiellement résolus. Les résultats techniques positifs et l'adhésion de la population qui en découle commencent à générer une production additionnelle et une qualité du lait qui militent en faveur d'une meilleure organisation de la population par la création de SMSAs (au moins 2 sur toute la zone du projet qui prendraient une part à la collecte future et contribueraient à offrir les services dont les producteurs auraient de plus en plus besoin au fur et à mesure du développement ascendant que ce partenariat a créé.

82. Le partenariat avec l'AFA a permis d'aboutir au remembrement de 1500 hectares mais le processus n'est pas achevé du fait de l'opposition de certains propriétaires.

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Redynamiser le personnel de l'administration et comprimer les délais du processus de passation des marchés	UPLC CRDA	Continue

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Remplacer les départs au niveau de l'UPLC (Service SE et SD/mise en œuvre) et renforcer les moyens humains des arrondissements GR et PI	UPLC CRDA DGFIOP MA	Dans les meilleurs délais
Renforcer la communication et assurer une représentation systématique de l'UPLC dans les séances de travail avec les CDI	UPLC CRDA	Continue
Réparer et entretenir le système de suivi-évaluation et compléter son alimentation en information pour améliorer le niveau de suivi du projet en temps réel	UPLC	Avant fin mars 2013
Actualiser/finaliser le nouveau PTBA 2013 et l'envoyer au FIDA pour NO	UPLC	Avant fin janvier 2013

E. Aspects fiduciaires

83. **Gestion financière.** Le PDAI Siliana (phase2) est financé, essentiellement, à travers quatre sources de financement en l'occurrence, les prêts FIDA (Prêt initial et Prêt supplémentaire, 14,1 MDTs), le Don FEM (5,020 M\$), le prêt de l'AFD (6,000 M\$) et la contribution de l'Etat (10 MDT). La gestion financière du prêt du FIDA et du Don FEM est assurée directement par le service financier du projet qui comprend un responsable de la mise en œuvre qui a quitté le projet en septembre 2012 et non encore remplacé, et deux comptables dont un pour le financement FEM. La gestion du prêt de l'AFD est assurée par la Direction Générale de l'Aménagement et de la Conservation des Terres Agricole au niveau central. La contrepartie de l'Etat est gérée par le service financier du CRDA. La gestion financière est assurée, d'une manière moyennement satisfaisante et le suivi des situations des engagements et des paiements est assuré, jusqu'à fin 2010, à travers un système informatisé de suivi-évaluation qui génère des situations physiques et financières en temps réel. Ce dernier est en panne et des tableaux Excel sont utilisés actuellement. Concernant l'archivage des dossiers, toute la documentation demandée par la mission était disponibles. Concernant la tenue du registre des marchés, il a été relevé qu'il n'existe pas de registre spécifique au projet, essentiellement concernant le lancement des avis d'appels d'offres et réception des offres. Cependant, il existe un registre global pour l'ensemble des marchés au niveau du CRDA. Toutefois, l'Unité de projet dispose de toutes les informations nécessaires et utiles concernant tous les marchés cofinancés par le FIDA et le FEM. En ce qui concerne la coordination interne, avec les structures techniques d'exécution et avec les populations sur le terrain, elle mérite d'être renforcée en favorisant d'avantage la communication pour faciliter la résolution des quelques problèmes survenus suite à la conjoncture de 2011 et assurer la vulgarisation les acquis du projet.

84. **Décaissements.** Le décaissement sur les ressources du prêt du FIDA est assuré soit à travers le compte spécial du projet ouvert à la Banque Centrale de Tunisie (BCT) soit directement à travers le compte du projet au FIDA. Un autre compte spécifique, ouvert à la BCT, est destiné pour les paiements sur les fonds FEM. A ce jour, le montant total décaissé sur le prêt FIDA est de 6,097 millions de DTS. Ce montant représente 55,94% du prêt initial et 43,2% du montant initial augmenté par le financement supplémentaire. A confronter à la date de clôture actuelle prévue en fin décembre 2013, ce taux reste relativement faible, et le rythme actuel des décaissements ne permet pas la consommation de la totalité des fonds d'ici fin 2013. Cependant, le niveau des engagements sur les ressources du FIDA est de l'ordre de 97% par rapport au prêt initial et de 68% par rapport au montant actualisé. Ceci, améliorera, substantiellement, le taux de décaissement durant les prochains mois.

85. Il est à signaler que le taux de décaissement initial sur la catégorie-II « Matériel et équipement » a dépassé largement les prévisions à cause de l'imputation des équipements des PI sur cette catégorie, alors qu'au niveau de la conception, ces équipements ont été intégrés au niveau de la catégorie-I « travaux de génie civil ». Ce dépassement est absorbé par le financement

supplémentaire qui couvre cette catégorie-II. Les décaissements sur la catégorie formation restent faibles par rapport aux prévisions initiales.

86. Sur les ressources du FEM, gérées par le FIDA, uniquement 500.000 \$US ont été décaissés, soit 10% du montant total du don contre 40% de la durée écoulée du projet.

87. **Fonds de contrepartie.** Le montant initial prévu comme contribution du Gouvernement est de l'ordre de 6.75 M\$ pour financer les taxes et les frais de fonctionnement. Il a été augmenté par un montant additionnel lors de l'approbation du financement supplémentaire. Depuis la mise en vigueur du prêt FIDA le 11 juin 2007, aucun problème n'a été constaté à propos de la contribution du budget de l'Etat et la contrepartie est toujours disponible. Le niveau actuel de décaissement est de l'ordre de 80% par rapport au coût initial et de 68% par rapport au coût actualisé. En plus de ce financement, le Gouvernement a mobilisé plus de 6 M\$ sur les ressources de l'Agence Française de développement pour financer les activités de conservation des eaux et des sols du PDAI-II. Sur ce dernier financement plus de 70% des ressources ont été engagées.

88. **Conformité avec les clauses des prêts.** Conformément aux dispositions de l'accord de prêt du projet, un compte spécial a été ouvert, en euros, auprès de la BCT et a été alimenté par le fonds d'une première avance d'un montant de 500.000 euros, puis d'une deuxième avance d'un montant de 1.000.000 d'euros. Pour le don FEM, un compte spécifique est ouvert à la BCT et a reçu une première alimentation de 500.000 dollars. La réalimentation du compte spécial se fait au fur et à mesure de la consommation des fonds disponibles au niveau de ce compte. L'autre procédure de décaissement consiste au paiement direct par le FIDA chaque fois où les montants des décomptes et des factures sont consistants (au moins 20.000 \$US). Par ailleurs et concernant les PTBA, ils ont été préparés et transmis à l'UNOPS, jusqu'à fin 2009, puis au FIDA, depuis le 1er janvier 2010, dans les délais contractuels (avant fin octobre de chaque année). A l'exception des petites consultations, tous les marchés engagés font l'objet de non objection préalable du FIDA. Globalement, toutes les dispositions de l'accord sont respectées, à l'exception de la transmission tardive des rapports d'audit des années 2010 et 2011 ont été remis au FIDA avec un retard de neuf mois pour l'exercice 2010 et trois mois pour celui de 2011. Ceci est dû à la conjoncture spécifique de 2011 en Tunisie. Aussi, le rapport d'audit 2011 de la composante GDT, financée par le FEM, a relevé, une mauvaise imputation sur la catégorie de Génie civil au lieu de celle des services.

89. **Passation de marchés.** Le processus de passation des marchés (lancement des appels d'offres, ouverture des plis, engagement et exécution des marchés) se fait conformément aux procédures Tunisiennes qui sont acceptées par le FIDA. Depuis mai 2011, les procédures Tunisiennes ont été améliorées dans un objectif d'améliorer la transparence et réduire les délais du processus. Les nouvelles procédures n'exigent plus l'approbation de la commission des marchés sur les cahiers des charges dont le coût estimatif est inférieur à 200.000 DT pour les travaux et inférieur à 100.000 DT pour les fournitures et 50.000 DT pour les études. Toutefois l'approbation du rapport de dépouillement reste exigée. A l'exception des petites consultations dont les montants sont inférieurs à 50.000 \$ pour les biens et travaux et 20.000 \$ pour les services de consultant, tous les marchés font l'objet de non objection du FIDA aussi bien sur les dossiers d'appels d'offres (DAO) que sur les rapports de dépouillement.

90. Suite à l'examen d'un échantillon de petites consultations, la mission n'a pas relevé de remarques particulières. Toutefois, elle a constaté, la lenteur du processus de passation des marchés qui dépasse, parfois, les douze mois depuis la préparation du DAO jusqu'à l'attribution du marché, la concurrence limitée des entreprises surtout dans les marchés de véhicules, des équipements hydromécaniques et des derniers lots de pistes rurales. Elle a constaté aussi des retards dans la libération des cautions définitives et dans la présentation des dossiers de règlement définitif devant la commission des marchés compétente.

91. **Audit.** Les rapports d'audit du Projet sont réalisés annuellement par le Contrôle Général des Finances (CGF). Ils sont de bonne qualité et examinent aussi bien les aspects financiers que les aspects organisationnels et les processus de passation des marchés. Une version provisoire est toujours remise à l'Unité du projet et les commentaires sont mentionnés exhaustivement dans la

version finale. La transmission, par le Gouvernement, des deux derniers rapports d'audit au FIDA a accusé un retard de neuf mois pour le rapport relatif à l'exercice 2010 et de trois mois pour celui de 2011 à cause de la conjoncture exceptionnelle de 2011. Aussi, le rapport d'audit 2011 spécifique au financement FEM, supervisé par le FIDA, a été remis avec un retard de cinq mois. Les auditeurs ont soulevé certaines remarques relatives aux retards enregistrés dans les décaissements sur le don FEM et sur le prêt FIDA, à l'écart important entre certaines prévisions de l'administration et la moyenne réelle des offres financières, aux lenteurs du processus de passation des marchés, au non remplacement du chef de service de suivi-évaluation qui a quitté le projet depuis trois ans, à l'abandon du système de SE mis en place au début du projet, à la non mise à jour des états d'avancement physique et financier, à la mauvaise imputation d'un marché sur la catégorie travaux au lieu des services, à la concurrence limitée des entreprises, et au paiement, par erreur, des taxes d'une facture sur les ressources du prêt mais qui a été régularisée.

92. La réaction de l'Unité du projet sur les commentaires de l'audit est rapide en justifiant certaines remarques relatives à la lenteur du processus de passation des marchés et la concurrence limitée des entreprises et les retards sur les décaissements et en prenant note pour éviter toutes les autres incohérences dans le futur. Aussi, à la fin de l'année 2011, le Gouvernement a pris des mesures pour simplifier les procédures de passation des marchés et le mécanisme de mise à disposition des crédits nécessaires pour améliorer la qualité de la gestion des projets et des fonds publics. Pour le renforcement du service financier, un financier supplémentaire a été recruté sur les ressources du FEM à fin avril 2012 et mis en place au sein de l'UPLC.

Action approuvée	Responsables	Date convenue
Mettre à jour la situation financière des différents financements extérieurs et du budget de l'Etat, assurer une saisie des informations en temps réel et respecter les clauses contractuelles en matière d'allocation aux catégories appropriées	UPLC	Continue
Accélérer le rythme de décaissement sur les ressources du FIDA et du FEM et établir un plan de décaissement d'ici la fin du projet	UPLC	Avant fin janvier
Comprimer les délais du processus de passation des marchés et sensibiliser les entreprises pour participer aux appels d'offres et améliorer le niveau de concurrence		
Respecter les clauses contractuelles dans la remise des rapports d'audit au FIDA	UPLC CGF	Avant fin juin de chaque année
Organiser une journée de sensibilisation du personnel du Projet sur les procédures financières et d'audit	UPLC CRDA DGFIOP	Février 2013

F. Durabilité

93. **Durabilité institutionnelle.** C'est la durabilité la plus menacée et la plus menaçante sur le PDAI-II. En effet, les événements de fin 2010 de 2011 et de 2012 ont fortement déstabilisé les OSP et notamment les CDI et les GDA. Le CRDA autant que l'UPLC, ne se sont ni dotés ni en moyens, ni en programmes nécessaires à la reconstruction institutionnelle. La contestation prouve que la population n'adhère pas aux choix et aux options qui ont présidé à la construction du système de gestion de l'eau potable en particulier. Cette contestation rend les processus de décision communautaire très difficiles à gérer et très peu productifs. Elle rend également plus complexes les relations intercommunautaires, très importantes dans le cadre d'un projet qui pour la première fois planifie et réalise au niveau de la Imadat¹⁶.

¹⁶ Le passage de la planification au niveau UST au niveau Imadat implique le passage de l'homogénéité à la diversité communautaire. Or dans un contexte caractérisé par la rareté des ressources, cette diversité est souvent source de conflits ouverts ou larvés que les projets de développement se doivent d'identifier et de traiter. Or l'UPLC est totalement démunie dans ce domaine et n'a pas cherché à se doter de ce type de compétences en dépit des recommandations qui lui ont été faites depuis 2010 au moins

94. **Durabilité sociale (Autonomisation).** Il y a deux ans on recommandait en particulier une assistance technique spéciale pour reconsidérer toute la conception de l'animation sociale des communautés impliquées dans le projet et pour reconstituer un à un les CDI et les GDA dissous sur de nouvelles bases et tenter de résoudre les conflits intercommunautaires qui empêchaient la mise en œuvre réelle des réalisations physiques du projet. Ce travail n'a pas été entrepris. Certaines situations ont évolué normalement et spontanément vers l'amélioration aussitôt que les contraintes objectives ont été levées. C'est le cas des PI non fonctionnels du fait des défauts d'électrification par exemple. Comme nous l'avons analysé plus haut, le taux de fonctionnalité sur les CDI demeure préoccupant et incite à une réflexion à l'élaboration d'un programme de remise à niveau dont nous avons montré l'importance dans le cadre de la stratégie de sortie du projet.

95. Les réalisations du projet sont loin d'avoir fait l'objet d'une appropriation protectrice par les populations bénéficiaires. Certaines sont contestées dans leur principe-même. L'approche participative qui a prévalu à leur identification et à leur dimension révèle aujourd'hui des « insuffisances » au niveau de l'organisation, des insuffisances au niveau des dimensions physiques des projets (pistes AEP et PI en particulier) et des insuffisances au niveau des modes de gestion. Il ne semble pas trop tard pour s'attaquer au rattrapage de ces insuffisances. Il faudrait cependant que la volonté politique y soit, et surtout, que le CRDA et/ou l'UPLC soient dotés en moyens et surtout les moyens humains de le faire.

96. La durabilité des effets sociaux du projet est également tributaire de la durabilité de ses réalisations physiques conçues comme supports d'une amélioration des communications sociales et des échanges économiques de biens et services au sein de la zone du projet et entre celle-ci et l'extérieur. Les pistes et les réseaux d'AEP et d'irrigation constituent, avec les projets d'amélioration de la production agricole (amélioration des rendements des spéculations classiques telles les céréales, les légumineuses, l'arboriculture oléicole et introduction de spéculations nouvelles à grande valeur ajoutée telle les plantation arboricoles fruitières) constituent des vecteurs de développement par l'amélioration des revenus et de redonner aux terres la capacité de constituer les supports de plans de vie soutenus par de stratégies d'exploitation durables. Or, les résultats positifs que l'on observe à travers la zone du projet semblent menacés par l'absence de volonté d'institutionnalisation. Les résultats positifs de la privatisation du conseil agricole et de la vulgarisation ne font l'objet d'aucune réflexion à une éventuelle stratégie de démultiplication. Ils sont également menacés par l'absence d'échos que rencontrent les recommandations de renforcement institutionnels du CRDA et de l'UPLC en, moyens humains et matériels de suivi et de contrôle des réalisation et de maintien de la cohésion et de la mobilisation sociale pour une appropriation des réalisations matérielles et immatérielles du projet par les population bénéficiaires.

97. **Durabilité économique et financière.** Il est prématuré de parler d'une durabilité économique et financière à travers une infrastructure de base et des PI qui viennent d'être réceptionnés et une mise en valeur en cours de démarrage. Toutefois, les bénéficiaires des micro-projets et petites et moyennes entreprises se sont engagés à réussir leurs activités et garantir la continuité de leurs projets voir leur extension. A ce niveau, la durabilité peut être appréciée à travers le taux acceptable de remboursement des crédits contractés par les jeunes promoteurs (80%) et l'adoption de certains types de projets (miel de label bio, séchage de tomate, exploitation des marbres, unités d'entreposage frigorifique, etc.) par les filles et les jeunes. On peut noter, à ce propos, que la plupart des microprojets et petites et moyennes entreprises mis en œuvre ont réussi (90%). Certains sont même en cours d'expansion (55%). Le renforcement de l'environnement pourra aider à pérenniser les projets jugés actuellement peu rentables tels les projets d'élevage bovin laitier qui souffrent de l'absence d'une infrastructure d'écoulement du lait et du coût élevé des aliments (orge, son, foin, paille) et les projets de cuniculture souvent dimensionnés au-dessous du niveau viables à cause des réticences des fournisseurs de crédits¹⁷.

98. La durabilité économique est aussi concrétisée par l'aspect pécuniaire des microprojets initiés qui ont contribué à générer un revenu ou un complément de salaire et à occuper les promoteurs une

¹⁷ Rapport d'examen à mi-parcours CNEA-juillet 2012

bonne partie de leur temps. Le taux d'occupation moyen est estimé à 300 jours par an. En matière d'emploi supplémentaire généré, certains promoteurs font appel, de temps à autre, à une main d'œuvre familiale non rémunérée, et certains promoteurs recourent à une main d'œuvre salariale temporaire (séchage de tomate, service mécanisation agricole, élevage bovin laitier, poulet de ferme, etc.).

99. **Durabilité technique.** La qualité des réalisations des infrastructures hydrauliques est satisfaisante alors que le niveau d'exploitation et de mise en eau des PI et des projets d'AEP reste encore modeste. La qualité des pistes réalisées est moyenne et certains tronçons ont été endommagés et non encore réparés faute de qualification de l'entreprise et de budget d'entretien suffisant. Le tissu communautaire et les organisations de base responsables de la gestion des infrastructures hydrauliques encore fragiles, la pression conjoncturelle exagérée de la population, et les structures administratives, conjoncturellement affaiblies, risquent de compromettre le processus de développement local. Toutefois, les premiers indicateurs relatifs à l'association de la population et l'ancrage de l'approche participative et la constitution des comités de développement sont prometteurs et s'ils sont consolidés durant les années prochaines de mise en œuvre, ils assureront la pérennité des actions du projet.

100. **Durabilité environnementale.** A l'exception des citernes de collecte des eaux pluviales, où un programme sanitaire a été mis en place en concertation avec la direction régionale de la santé, toutes les activités et infrastructures de base ne présentent aucun risque environnemental.

101. **Stratégie de retrait.** La stratégie de sortie était présente depuis la conception du projet, au niveau de la constitution de la structure de gestion du projet, au niveau de l'implication des structures administratives existantes dans la conception et la mise en œuvre des infrastructures de base, et au niveau de l'adoption d'une approche participative impliquant la population dans la préparation, l'exécution, le suivi des réalisations, et la prise en charge de la mise en valeur des infrastructures hydrauliques et de gestion des ressources naturelles.

102. Dans le montage institutionnel du projet, on a opté à la création d'une unité de gestion par objectif avec un personnel ayant le statut de fonctionnaires publics relevant du CRDA de Siliana. Même les quelques contractuels recrutés dans le cadre de cette unité ont été intégrés au CRDA depuis début 2012. Tout ce personnel restera à Siliana même après l'achèvement du projet. Aussi, la mise en œuvre et la supervision de toutes les activités du projet, en particulier, les infrastructures de base ont eu lieu à travers les arrondissements techniques du CRDA, à l'exception de la supervision des pistes qui a été réalisé avec le concours de la Direction Régionale de l'Équipement. Ceci donnera plus de chance de durabilité à ces infrastructures. Par ailleurs, l'adoption d'une approche partenariale basée sur l'implication d'autres acteurs institutionnels publics (ODNO, BRETI, l'OEP, DRE) est une mesure de nature à faciliter la consolidation et la durabilité des impacts après le retrait du Projet.

103. En ce qui concerne l'implication de la population, l'adoption d'une approche participative pour la préparation et le suivi de mise en œuvre des PDP à travers les CDI ainsi que l'organisation des bénéficiaires des infrastructures d'AEP et d'irrigation en GDAs et leur responsabilisation sur l'exploitation et la maintenance de ces infrastructures est un atout pour garantir la pérennité de la mise en valeur. Depuis mi-2012, le CRDA a opté à expérimenter la conversion des CDI en Association de développement par Imadat dont on a enregistré l'association à Sidi Hmada, à Bez, à louza et probablement Ahwez Bargou. Cette conversion sera continuée et elle est menée par des structures de sous-traitance dans le cadre des marchés de l'accompagnement de la mise en œuvre des PDP.

104. Néanmoins, la réussite du retrait du Projet nécessite la prise de dispositions supplémentaires visant essentiellement: i) L'amélioration de l'efficacité des organisations de base créées et/ou redynamisées (CDI, GDAs) et ce, à travers un programme consistant d'appui et de suivi sur le terrain durant les deux années restantes du Projet (il s'agit de compléter les actions de sensibilisation/formation sommaires par des actions consistantes d'encadrement pratique et de suivi-évaluation sur le terrain); ii) réfléchir d'avantage sur les possibilités et les modalités d'institutionnalisation et de pérennisation des CDI tout en optimisant leurs aires d'intervention. Ces

CDI pourraient préparer le terrain à l'émergence de collectivités locales démocratiquement élues; iii) une meilleure harmonisation un renforcement de la coordination avec les partenariales et l'élargissement du partenariat à d'autres acteurs (notamment dans le domaine de promotion des AGR, des microprojets et des PME); iv) l'élaboration et la mise en œuvre avant la fin du projet d'un programme consistant de renforcement des capacités des partenaires-clefs qui souffrent d'un manque de moyens humains qualifiés et de moyens logistiques adéquats; v) la préparation (au courant de cette année 2013) d'un programme de transfert aux partenaires et des bénéficiaires, des acquis matériels (ouvrages, équipements, bâtiments etc...) et immatériels (savoirs, études, outils, enseignements tirés etc...). La mise en œuvre de ce programme de transfert devra avoir lieu avant la clôture du Projet. Ce processus devrait être couronné par l'organisation d'un atelier officiel de passation des avoirs et des savoirs.

105. Dès l'année 2013 et quelle que sera la décision qui sera prise quant à la prolongation du délai de clôture du projet, le projet financera et veillera à la conduite d'une mission de diagnostic des MP et des PME créés dans le cadre du partenariat avec le BRETI et l'ODNO. Cette mission fera d'abord un recensement exhaustif des MP et des PME créés et s'assurera de la continuité ou non de leur fonctionnement et fera le point de manière systématique sur la question du taux de mortalité des projets. Elle analysera avec les promoteurs les causes de la « mortalité ». Elle fera pour chaque projet encore fonctionnel, une liste analytique des difficultés qu'il rencontre ou auxquelles il serait susceptible d'être confronté. Elle proposera un regroupement des projets selon les difficultés qui leur sont communes et proposera, pour chaque groupe, un programme de remise à niveau comprenant les actions de renforcement financier et les programmes de restructuration et de requalification des promoteurs. La mission proposera une stratégie de durabilité des PME/MP. Cette stratégie sera soumise à validation par les participants à l'atelier de passation des avoirs et des savoirs ci-dessus proposé.

Action approuvée	Responsables	Date convenue
Engager une réflexion sur l'avenir des CDI et leur relation avec les structures socio-professionnelles en vigueur surtout après l'achèvement du projet. Celle-ci fera partie de la stratégie de sortie à préparer	UPLC CRDA DGFIOP	Avant mars 2013
Redynamiser les GDA et les inviter à entreprendre leurs conseils d'administration et à renouveler leurs membres pour assurer une meilleure représentativité de la population	UPLC CRDA DGFIOP	Dans les plus bref délais
Prévoir un budget suffisant pour l'entretien des infrastructures de base réalisées, en particulier les pistes non classées	CRDA DRH DGFIOP	Continu
Suivre et accompagner les PME et les microprojets au-delà de l'installation de leurs projets pour garantir la durabilité des acquis. Une étude de diagnostic exhaustif des PME et AGR est à entreprendre pour remédier aux insuffisances et garantir leur durabilité	UPLC ODNO BRETI	avant fin 2013

G. Impact

106. Les premiers impacts des actions des différentes composantes ne se sont pas encore précieusement manifestés, compte tenu du retard accusé dans l'exploitation de la plupart des activités d'aménagement hydraulique et d'infrastructure de base, de la mise à profit des aménagements antiérosifs et de mobilisation des eaux, et de l'émergence timide des AGR et des microprojets. De même, le système de suivi-évaluation instauré à l'UPLC, de par sa conception, ne permet pas de dégager des indicateurs d'impact.

107. Bien qu'il soit prématuré de se prononcer définitivement sur l'importance des impacts du projet, qui seront appréhendés à l'achèvement du projet au niveau de neuf domaines établis dans le guide d'évaluation FIDA, les enquêtes et les entretiens¹⁸ avec plusieurs partenaires et acteurs du projet dont

¹⁸ Rapport d'examen à mi-parcours du CNEA-juillet 2012

les représentants des bénéficiaires (membres des GDA et CDI), ont permis d'apprécier quelques impacts.

108. les avoirs matériels. Les premiers impact du projet à ce niveau s'est concrétisé par l'amélioration des conditions d'accès aux moyens de production, aux technologies et aux biens des ménages. L'action de remembrement foncier, a touché 1500 ha où le coût à l'hectare s'est multiplié par dix. Le renforcement des infrastructures routières, en plus du désenclavement et de la dynamique économique, a favorisé de nouvelles acquisitions et transaction en particulier dans les zones de PI où l'augmentation des revenus commence à se manifester. Aussi, l'aménagement des pistes a contribué à l'augmentation du nombre d'autorisations de transport rural délivrées (2 à 4 autorisations selon 90% des enquêtés) ce qui a atténué les contraintes d'accès aux services publics (santé, éducation, etc.).

109. La sécurité alimentaire consisterait à assurer au ménage une nourriture de qualité, en quantité suffisante et sans interruption. Cette finalité a été respectée par le projet dans le sens où les composantes productives, en particulier dans les PI, la plantation arboricole, et les actions génératrices de revenus, ont tendance à contribuer à atteindre l'objectif de la sécurité alimentaire par les ménages les plus vulnérables.

110. Accroissement des revenus. Les prémisses d'un accroissement des revenus sur les exploitations agricoles et chez les femmes et les jeunes du fait des réalisations du projet (vulgarisation, plantations arboricoles, remembrements, MP et AGR et PME, améliorations quantitatives et qualitatives de la production laitière) existent. Cependant, pour la plupart elles ne peuvent être objectivement mesurées pour plusieurs raisons, notamment:

- le retard accusé dans l'exploitation de la plupart des activités d'aménagement hydraulique et d'infrastructure de base,
- l'absence d'encadrement et d'appui aux promoteurs,
- le fait que les améliorations introduites sont très récentes pour que l'on puisse admettre qu'elles aient déjà eu un impact certain et objectivement quantifiable sur les revenus,
- le fait que le système de suivi-évaluation de l'UPLC, de par sa conception, ne permet pas de dégager des indicateurs d'impact, et est plus conçu pour la saisie et la restitution des paramètres de suivi des réalisations physiques et financières.

111. Impact sur les politiques. Le projet PDAI Siliana II a été un vaste champ d'expérimentation d'approches et de modalités de conception et de mise en œuvre de Plans de développement rural intégré. Il fournit déjà des indices permettant de reconsidérer et de repenser la politique de désengagement de l'état de l'exécution des activités de développement. Il fournit aussi des indices permettant d'apprécier avec plus d'objectivité l'aptitude des institutions régionales et nationales à la contribution à la prise en charge d'activités de développement rural local. Ainsi, les différences observées entre les réussites enregistrées sur le partenariat avec l'OEP et celles enregistrées avec les institutions régionales telles le BRETl et l'ODNO incite à entreprendre une politique de mise à niveau des institutions régionales que confirment d'ailleurs tous les mouvements révolutionnaires appelant à une mise à niveau des institutions régionales et en particulier celles des régions défavorisées et marginalisées de l'intérieur de la Tunisie. Le projet, comme d'autres projets de DAI, a également et en particulier depuis la révolution, permis de mettre à jour les insuffisances du système de financement des AGR, des MP et des PME. Une révision de la législation a déjà eu pour effet de reconsidérer le rôle et l'ampleur financière des ONG de microcrédit. Il a engagé une réflexion soutenue et engagé déjà des travaux de restructuration de la principale institution de microcrédit, la BTS.

112. Sur un autre plan le PDAI est censé, notamment à travers sa composante du FEM, impacter les politiques environnementales moyennant la mise en œuvre de mesures et d'activités qui devraient permettre (i) d'intégrer la GDT et la conservation de la biodiversité dans les activités agricoles et agro-pastorales, ainsi que de (ii) renforcer les politiques environnementales moyennant l'adaptation et l'amélioration du Système National de suivi environnemental. Toutefois, la concrétisation d'un tel impact tarde à venir en raison des retards enregistrés dans la mise en œuvre des mesures et activités en question.

H. Conclusion

113. Cinq ans après le démarrage du projet, soit à 80% de la durée du projet écoulée, les réalisations physiques, ont intéressé la quasi-totalité des composantes à l'exception des actions financées sur les ressources du Fonds Mondial pour l'environnement. Le niveau global des engagements est de l'ordre 73% par rapport au coût initial et de 60% par rapport au coût actualisé. Le rythme d'exécution sur le terrain a été ralenti surtout en 2011 et en 2012 à cause de la conjoncture révolutionnaire exceptionnelle en Tunisie et de l'insuffisance de moyens humains de l'UPLC et de l'arrondissement Génie Rural (GR) du CRDA. Le niveau de décaissement sur les ressources financières du FIDA est de l'ordre de 51,6% alors que sur les ressources du FEM, il n'est que de 10%. Pour pouvoir récupérer les retards enregistrés, la mission a indiqué aux responsables du projet les domaines qui nécessitent une attention particulière afin d'accélérer le niveau d'exécution et de mise en valeur des infrastructures réalisées et en cours, et d'assurer la durabilité des acquis et leur impact sur l'amélioration des conditions de vie des populations bénéficiaires, notamment en œuvrant à:

- Accélérer l'entrée en vigueur du prêt supplémentaire. Le retard à ce niveau risque de bloquer les décaissements sur les ressources du FIDA
- Adresser une requête au FIDA pour la prolongation de la date d'achèvement du projet d'une durée de 18 mois
- Remplacer les départs au niveau de l'UPLC (Service SE et SD/mise en œuvre) et renforcer les moyens humains des arrondissements GR et PI
- Redynamiser le personnel de l'administration et compresser les délais du processus de passation des marchés
- Renforcer la communication et la coordination interne au sein des différents services de l'administration et entre l'administration et la population et assurer une représentation systématique de l'UPLC dans les séances de travail avec les CDI
- Mettre à jour le système de suivi-évaluation pour disposer des informations en temps réel et améliorer la qualité de la gestion du projet
- Renforcer le contrôle de l'exécution des travaux sur le terrain et veiller d'avantage au respect des clauses contractuelles avec les entreprises lors de la réception des travaux
- Renforcer l'appui du niveau central, principalement de la DGFIOP et de la DGREE, à travers l'organisation de réunions périodiques et de visite de terrain. Cet appui pourra jouer un rôle important dans l'amélioration du niveau d'exécution et d'exploitation des infrastructures de base et, par conséquent, accélérer le rythme de décaissement sur les différents financements extérieurs
- Relancer le renouvellement des GDA non fonctionnels et engager une réflexion sur l'avenir des CDI et leur relation avec les structures socio professionnelles en vigueur surtout après l'achèvement du projet.
- Prévoir un budget suffisant pour l'entretien des infrastructures de base réalisées, en particulier les pistes non classées
- Suivre et accompagner les PME et les microprojets au-delà de l'installation de leurs projets pour garantir la durabilité des acquis, et envisager la possibilité de création de micro-entreprises d'exploitation et maintenance dans les domaines des PI et AEP.
- Le FIDA et le Gouvernement de la Tunisie avalisent les conclusions de la mission de supervision.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes

Faits essentiels

Pays	Tunisie	No. du projet	1299	No. du prêt/don DSF	687
Projet	Projet de développement agricole intégré dans le Gouvernorat de Siliana - Phase II (PDAI II)			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	20/05/2011			Conditions de financement	O
Inst. responsable de la supervision	IFAD/IFAD				
Nbre de Supervisions	5	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	4		
Dernière Supervision	10/08/2011	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	20/09/2012		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	13/12/2005			Coût total	38.94+6.76	
Accord	17/01/2006	Délai d'entrée en vigueur	18.2	FIDA Total	15.49+5	
Entrée en vigueur	11/06/2007	Valeur PAR		Prêt du FIDA	15.49+5	55.94%/43.2
Examen à mi-parcours				Don DSF		
Achèvement	30/06/2013	Dernier amendement		Don FIDA		
Clôture	31/12/2013	Dernier audit	14/09/2010	Financement national total	18.43+1.76	
Nbre de prolongations	0			Bénéficiaires	2.16	
				Government (National)	6.75+1.76	
				Other Domestic	6.43	
				Domes. Fin. Inst.	3.08	
				Cofinancement total	5.02	
				GEF	5.02	0

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
Qualité de la gestion financière	4	4	Qualité de la gestion du projet	4	4
Acceptabilité du taux de décaissement	3	3	Exécution du S&E	3	3
Fonds de contrepartie	4	4	Cohérence entre le PTBA et l'exécution	4	4
Conformité à l'accord de prêt	4	4	Prise en compte de l'équité hommes-femmes	4	4
Conformité aux règles de passation des marchés	4	4	Lutte contre la pauvreté	5	4
Qualité et ponctualité des audits	4	3	Efficacité du ciblage	4	4
			Innovation et leçons apprises	5	4

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
Gestion durable des sols	3	3	Renforcement des institutions (organisations, etc.)	4	3
Renforcement institutionnel	4	3	Autonomisation	4	4
Appui à l'emploi et à l'investissement privé	4	4	Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
Développement local intégré	4	4	Adaptabilité des prestataires de services	5	4
			Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	5	4
			Possibilité réplique à plus grande échelle	5	4

B.5 Justification des notes

Le taux global de décaissement est de l'ordre de 49% par rapport au coût initial et de 41% par rapport au coût actualisé. Sur les ressources du FIDA, il est de 55.94% par rapport au prêt initial et de 43.2% par rapport à celui actualisé. La composante "Gestion durable des sols", financée sur le don FEM, vient de démarrer, avec un retard relatif par rapport au financement du FIDA et le taux actuel de décaissement est de 10%. Le processus de passation des marchés reste relativement long, malgré les améliorations institutionnelles nationales. Le système de suivi-évaluation, mis en place au début du projet, est verrouillé et mérite d'être réparé. Les responsables de suivi-évaluation et de la mise en œuvre du projet ont quitté le projet et ne sont pas encore remplacés. Les rapports d'audit des financements FIDA et FEM pour l'exercice 2011 ont été remis au FIDA avec, respectivement, trois et cinq mois de retard.

Évaluation globale et profil de risque

		Précédente	Actuelle
C.1	Actifs physiques/financiers	4	4
C.2	Sécurité alimentaire	4	4
C.3	Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	4	4

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Après cinq ans de mise en œuvre, et malgré la conjoncture spécifique en Tunisie, depuis 2011, l'état d'exécution cumulé des activités du projet est globalement satisfaisant. La mise en valeur commence à se manifester surtout dans les premiers périmètres irrigués réalisés. Les réalisations physiques, ont intéressé la quasi-totalité des composantes du projet, à l'exception des actions programmées sur le don FEM accusent un retard relatif à cause de leur mise en vigueur tardive. Le taux d'engagement global des réalisations est de l'ordre de 73%, celui des activités financées par les ressources du FIDA est de l'ordre de 97% par rapport au coût initial (avant le prêt supplémentaire) et de l'ordre de 68% par rapport au coût actualisé.

C.4	Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	5	4
-----	---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

A comparer au coût initial du projet, le rythme des engagements est important et la quasi-totalité des composantes du projet ont été réalisées ou en cours. Ajoutant le financement supplémentaire du FIDA et du budget de l'Etat, il est difficile d'atteindre les objectifs prévus dans les délais prévus initialement. Toutefois, une prolongation de 18 mois permettra d'engager et décaisser toutes les ressources financières et d'atteindre les objectifs de développement assignés, à l'exception du niveau de désenclavement vu la concurrence limitée et l'augmentation importante des coûts unitaires. L'atteinte des objectifs de développement a commencé à se manifester, essentiellement, par le désenclavement des zones difficiles, l'alimentation des localités assoiffées, le démarrage de l'exploitation des périmètres irrigués et par l'installation d'un nombre important de PME et d'AGR.

C.5	Risques	Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats
	Aspects fiduciaires	Le taux de décaissement sur les ressources du FIDA est de 55.94% et 43.2%, respectivement, par rapport au financement initial et celui actualisé. A défaut de prolongation de la durée du projet, il est impossible de réaliser les différentes activités prévues ni d'exploiter les infrastructures réalisées. La mobilisation des fonds de contrepartie n'a jamais posé problème et ne présente aucun risque. Aussi, et à ce jour, le financement supplémentaire du FIDA n'est pas encore ratifié malgré qu'il a été signé par le FIDA depuis plus de 4 mois. Il est en cours d'approbation par la constituante. Ce retard dans l'entrée en vigueur de ce financement risque de bloquer les décaissements sur les catégories épuisées.
	Avancement de l'exécution du projet	Rapportée à la durée restante du projet, les réalisations physiques et financières accusent un retard relatif, dû essentiellement, à la conjoncture exceptionnelle en 2011 et 2012 et à l'entrée en vigueur tardive du financement FEM. Les moyens humains limités au niveau de l'UPLC et de l'arrondissement GR et les difficultés sociales de terrain rencontrées par les entreprises a contribué à ces retards récupérables par une prolongation de la durée d'achèvement du projet.
	Produits et réalisations	Cinq ans après le démarrage du projet, les réalisations physiques, à ce jour, ont intéressé la quasi-totalité des composantes avec une avancée relative des actions financées sur les ressources du FIDA et des retards des actions financées sur les ressources du FEM. Le rythme d'exécution sur terrain a été ralenti surtout en 2011 et en 2012 à cause de la conjoncture révolutionnaire exceptionnelle en Tunisie et l'insuffisance de moyens humains au niveau de l'UPLC et de l'arrondissement Génie Rural (GR) du CRDA. Comme base d'une planification locale, 54 plans de développement participatif (PDP) ont été réalisés en concertation avec la population bénéficiaire organisée en Comité de Développement des Imadats (CDI) et en Groupement de Développement Agricole (GDA). Les principales réalisations physiques sur terrain, à ce jour, ont concerné, l'engagement des travaux de création de 230 ha de périmètres irrigués (PI) autour du barrage collinaires (51%), la création et la réhabilitation de 406 ha de PI sur forages (116%) avec 17 km de pistes dans ces PI, l'engagement des travaux de 400 ha de périmètre d'épandage (70%), la création et la réhabilitation de neuf (09) projets d'alimentation en eau potable (AEP) pour 3147

Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

	<p>habitants, l'engagement des travaux de 11 nouveaux projets d'AEP pour 3370 bénéficiaires, la construction de 50 citernes et le démarrage de la construction de 175 autres pour la collecte des eaux pluviales pour 225 familles, et la construction de 31,5 km de pistes rurales (54% des prévisions) pour le désenclavement de 1 585 bénéficiaires, dont 10 km en difficultés et feront, probablement, l'objet de résiliation. La plantation arboricole a concerné 4980 ha en pluvial (100% des prévisions globales) et 300 ha en irrigué (200% des prévisions globales) au profit de plus de 6409 bénéficiaires. La gestion durable des terres a porté sur l'achèvement des travaux de remembrement en sec sur une superficie de 1 500 ha pour 708 bénéficiaires (100% des prévisions), le démarrage de la construction de l'écomusée à Jbel Serj, l'aménagement de 3395ha de travaux de conservation des Eaux et du Sol (CES) sur les ressources de l'AFD, soit 17% des prévisions. Augmenté des réalisations sur le programme national dans la zone du projet, ce taux atteint 55% des prévisions. Les réalisations ont porté aussi sur l'engagement des travaux de création de cinq lac collinaires, non prévus initialement, sur les ressources de l'Agence Française de Développement (AFD), et la réalisation de 1401 ouvrages de recharge et de correction de ravins (233%). Concernant la création d'emploi, 421 microprojets (78%) et 32 petites et Moyennes Entreprises (PME), soit 97% des prévisions, ont été créés et installés depuis le démarrage du projet, mais nécessitent un suivi et un accompagnement rapprochés durant les premières années de leur installation pour garantir leur durabilité.</p>
Durabilité	<p>La qualité des réalisations des infrastructures hydrauliques est satisfaisante alors que le niveau d'exploitation et de mise en eau des PI et des projets d'AEP reste encore modeste. La qualité des pistes réalisées est moyenne et certains tronçons ont été endommagés et non encore réparés faute de qualification de l'entreprise et de budget d'entretien suffisant. Le tissu communautaire et les organisations de base responsables de la gestion des infrastructures hydrauliques encore fragiles, la pression conjoncturelle exagérée de la population, et les structures administratives, conjoncturellement affaiblies, risquent de compromettre le processus de développement local. Toutefois, les premiers indicateurs relatifs à l'association de la population et l'ancrage de l'approche participative et la constitution des comités de développement sont prometteurs et s'ils sont consolidés durant les années prochaines de mise en œuvre, ils assureront la pérennité des actions du projet.</p>

Appendice 2: Progrès par rapport aux recommandations de la mission précédente

Domaine d'action	Action approuvée	Date convenue pour l'action	Par qui	Progrès dans l'exécution de l'action
Exécution du projet et Produit	Préparer et mettre en œuvre un plan de formation opérationnel qui concerne les structures communautaires (CDI) et socioprofessionnelles (GDA), les agriculteurs irrigants en particulier et les cadres de l'administration	Avant juillet 2012	UPLC-CRDA DGFIOP	<p>Ce point a été discuté au niveau du CRDA et on a opté pour:</p> <ul style="list-style-type: none"> Renforcer l'appui aux CDI dans le cadre des marchés d'accompagnement à la mise en œuvre des PDP. Mise en œuvre d'une formation supplémentaire aux GDA par le bureau CIFAD suite à une consultation élargie (bon de commande en cours). Des réunions de diagnostic ont été organisées par la cellule des GDA avec les comités et un rapport a été élaboré qui constitue un support de travail.
	Accélérer la mise en eau des PI et des projets d'AEP à travers la résolution des conflits (bénéficiaires-GDA et riverains) survenus suite à la conjoncture révolutionnaire	Dans les meilleurs délais	UPLC-CRDA STEG GDA CDI	Un effort important a été déployé pour débloquer certaines situations. Toutefois, les projets d'AEP Khankat Zgallas et Ouled Abda présentent des problèmes sociaux à résoudre. De même l'exploitation du PI sidi Naoui est bloqué par agriculteur.
	Prendre les dispositions nécessaires pour récupérer les retards accusés dans la mise en œuvre de la composante FEM et de l'AFD	Continue	CRDA-UPLC	Le coordinateur et le comptable FEM sont en place et un programme 2013 ambitieux pour récupérer les retards
	Renforcer l'UPLC et les arrondissements techniques du CRDA en moyen humain et matériel nécessaire pour mieux accomplir leurs missions sur le terrain	Courant 2012	MA DGFIOP CRDA	Aucun renforcement en ressources humaines n'a eu lieu pour l'UPLC. Les arrondissements techniques ont été renforcés en moyen humain en 2011-2012
	Accélérer la remise du rapport d'examen à mi-parcours au FIDA et proposer une planification actualisée des différentes activités en tenant compte du budget des différentes sources de financement non encore engagé	Dans les meilleurs délais	UPLC-CRDA DGFIOP	Rapport remis en fin 2012 et la mission de validation du FIDA est en cours à partir du 20 décembre 2012

Domaine d'action	Action approuvée	Date convenue pour l'action	Par qui	Progrès dans l'exécution de l'action
Aspects fiduciaires	Accélérer la mise en place du Coordinateur Régional du FEM ainsi que du Financier	Avant fin avril 2012	CRDA-UPLC	En place depuis septembre 2012
	Compléter, si nécessaire, les PDP déjà élaborés et qui sont en cours de mise en œuvre par les activités de GDT	A partir d'avril 2012	UPLC, Coordinateur FEM, BE	Cette tâche sera entreprise par le coordinateur FEM en 2013
	Organiser une réunion avec les entreprises et les fournisseurs nationaux pour les sensibiliser davantage et les rassurer pour qu'ils participent aux appels d'offres	Mai 2012	UPLC DHER	Aucune réunion n'a eu lieu
	Compte tenu des niveaux de consommation des allocations des différentes catégories de financement et du programme supplémentaire, proposer une nouvelle réallocation pour non objection du FIDA	Septembre 2011	DGFIOP CRDA-UPLC	La requête sera envoyée au FIDA avant fin janvier 2013 demandant la prolongation de la date d'achèvement de 18 mois et la réallocation entre les différentes catégories
	Réparer le système de suivi-évaluation et compléter son alimentation en information pour améliorer le niveau de suivi physique et financier du projet en temps réel	Avant fin juillet 2012	UPLC	Aucune action n'a été faite en 2012
	Veiller à la préparation et la transmission du rapport d'audit 2011 dans les nouveaux délais convenus	Avant fin juin 2012	DGFIOP UPLC-CRDA	Rapport transmis avec 3 mois de retard
	Renforcer la cellule financière par un cadre additionnel pour les aspects de suivi financier	Courant 2012	UPLC CRDA DGFIOP	Le financier du FEM est en place et appuiera l'UPLC
Durabilité	Organiser une journée de sensibilisation du personnel du projet sur les procédures financières et d'audit		UPLC CRDA DGFIOP	Non réalisée
	Organiser des séances de formation-sensibilisation des bénéficiaires, des citernes de collecte des eaux pluviales, sur les aspects d'hygiène	Continu	UPLC Direction régionale de la santé publique	La direction régionale de santé a été saisie et un programme de sensibilisation des bénéficiaires est en cours de préparation

Domaine d'action	Action approuvée	Date convenue pour l'action	Par qui	Progrès dans l'exécution de l'action
	Prévoir un budget suffisant pour l'entretien des pistes afin d'assurer la durabilité de ces ouvrages	Continu	UPLC-CRDA Direction Régionale de l'Equipement	Pas encore concrétisé
	Suivre et accompagner les PME et les microprojets au-delà de l'installation de leurs projets pour garantir la durabilité des acquis	Continue	UPLC ODNO BRETI	Pas encore concrétisé.
	Engager une réflexion sur l'avenir des CDI et leur relation avec les structures socioprofessionnelles en vigueur surtout après l'achèvement du Projet. Celle-ci fera partie de la stratégie de sortie à préparer.	avant la finalisation du rapport d'examen à mi-parcours en juillet 2012	UPLC-CRDA DGFIOP	Pas encore concrétisé
	Prévoir un budget de reconstitution des CDI dissous et de viabilisation des réalisations du Projet par une meilleure connaissance de la réalité sociale de la zone du Projet et sa prise en compte dans l'organisation des institutions de gestion du Projet.	avant fin 2012	Action à confier à un BE ou à un consultant individuel spécialisé à choisir essentiellement pour sa compétence avérée et reconnue.	Aucune consultation n'a été engagée

Appendice 3: Questions financières – Exécution effective des obligations de financement par source de financement; décaissements par catégorie et par composante

Tableau 3A: Exécution des obligations de financement par source de financement

Source de financement	Montant approuvé (en milliers d'USD) y compris le financement supplémentaire	Décaissements (en milliers d'USD)	Montant décaissé (en %)
Prêt du FIDA	20490	8851	43.2%
Co financeur (FEM)	5020	500	10%
Gouvernement (y compris AFD)	14940	6602	44.2%
Bénéficiaires	5250	2907	53.4%
Total	45700	18860	41.3%

Tableau 3B: Exécution des obligations de financement par source de financement et par composante (en milliers d'USD)

Composante	Prêt du FIDA			Don du FIDA		Cofinanceur (FEM)		Gouvernement +AFD			Bénéficiaires 1			Total				
	Approuvé	Effectif	%	Approuvé	Effectif	%	Approuv é	Effectif	%	Approuvé	Effectif	%	Approuv é	Effectif	%			
A. Développement local intégré	18421	8085	44	0			3615	223	6	11667	4772	41	5250	2907	55	38953	15987	41
B. Appui à l'emploi	1355	290	21	0			0	0		1063	45	4	0	0		2418	335	14
C. Renforcement institutionnel	714	476	67	0			0	0		2210	1785	81	0	0		2924	2261	77
D. Gestion durable des terres	0	0	0	0			1405	277	20	0	0	0	0	0		1405	277	20
Total	20490	8150	39.7	0			5020	500	10	14940	6602	44.2	5250	2907	55	45700	18860	41.3

Tableau 3C: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS à la date du 31.12.2012)

Catégorie	Description de la catégorie	Allocation	Allocation révisée	Décaissement (3)	Paiement (4)	Solde (2)-(4)	% décaissé	
		initiale (1)	(2)				(3)/(1)	(3)/(2)
Avance BCT				1 213 092,77				
I	Génie Civil	6 700 000,00	9 200 000,00	3 034 453,2	3 497 766,70	5 702 233,30	45,29	32,98
II	Matériel et équipement	190 000,00	590 000,00	246 486,85	352 112,10	237 887,90	129,73	41,77
III	Plants	1 270 000,00	1 270 000,00	612 604,3	654 009,90	615 990,10	48,24	48,24
IV	Véhicules	190 000,00	190 000,00	167 437,49	180 118,20	9 881,80	88,12	88,12
V	AT et études	540 000,00	540 000,00	486 824,91	360 111,20	179 888,80	90,15	90,15
VI	Formation	940 000,00	940 000,00	123 965,03	236 625,30	703 374,70	13,19	13,19
VII	Conseil agricole	610 000,00	610 000,00	212 334,88	340 800,30	269 199,70	34,81	34,81
	Non alloué	460 000,00	760 000,00			760 000,00		
	Versement initial							
Total		10 900 000,00	14 100 000,00	6 097 199,43	5 621 543,70	8 478 456,30	55,94	43,2

Tableau 4C: Planification des décaissements FIDA

Catégo rie	Proposition de réallocation en DTS	Décaissements		Planification de décaissement										Total
		Paiements Au 31.12.2012	Prévision des décaisse- ment 2013- 2014-2015	2013				2014				2015		
				Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	Trimestre 3	Trimestre 4	Trimestre 1	Trimestre 2	
I	10413639	3497767	6915872	320512	480768	961536	1121792	320512	864279	1209990	691423	253639	691423	6915872
II	850681	352112	498569	27268	40902	81803	95437	47268	36303	42824	46084	40340	40341	498569
III	1200343	654010	546333	213234	0	0	0	333099	0	0	0	0	0	546333
IV	196456	180118	16338	0	0	0	0	0	2470	3459	3953	3228	3228	16338
V	486510	360111	126399	8405	12608	25216	27929	8405	12959	12542	18334	0	0	126399
VI	342371	236625	105746	6267	9401	18802	21936	8267	8175	8245	9281	7772	7600	105746
VII	610000	340800	269200	23617	35425	70850	82659	23617	8258	11561	13213	0	0	269200
Non alloué	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	14100000	5621544	8478456	599303	579104	1158208	1349752	741169	932443	1288621	782287	304978	742592	8478456

Appendice 4: Respect des clauses des accords de financement – état d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 2.03	Le Gouvernement doit ouvrir et administrer un compte spécial du projet (en euros) au niveau de la BCT pour le prêt FIDA et un compte spécial à la BCT pour le don FEM	Au démarrage du projet	Compte FIDA ouvert et alimenté en janvier 2008 et compte FEM et alimenté en mars 2010	
Section 3.02	L'Agent principal du projet soumet au FIDA le PTBA de chaque année 60 jours au plus tard avant le commencement de l'année suivante	31 octobre de chaque année	PTBA 2010, 2011 et 2012 ont été soumis au FIDA à temps	Jusqu'à fin 2009 les PTBA sont soumis à l'UNOPS
Section 3.05	Les marchés de biens, de travaux et de services doivent être passés conformément aux procédures énoncées à l'annexe 4 de l'accord de prêt	Pour toute la durée du projet	Les procédures Tunisiennes sont appliquées et acceptées par le FIDA	Les procédures tunisiennes ont été amendé en 2011 pour réduire les délais du processus et assurer plus de transparence
Section 4.02	L'Agent principal du projet soumet au FIDA des rapports semestriels au plus tard trois mois suivant chaque semestre	Fin septembre et fin mars de chaque année	Les rapports semestriels sont soumis à temps	
Section 5.02, Section 11.10 b)	Présentation du rapport d'audit annuel au FIDA au plus tard dans les six mois suivant chaque année fiscale	Avant fin juin de chaque année	Les rapports d'audit sont soumis avec un retard de neuf mois pour l'exercice 2010 et de trois mois pour celui de 2011	Ces retards sont dus à la conjoncture spécifique de la Tunisie depuis la révolution du 14 janvier 2011
Section 7.01	Conditions préalables à la mise en vigueur	Dans les 180 jours après la signature	Toutes les conditions sont satisfaites pour le prêt initial du FIDA et le don du FEM, alors que le financement supplémentaire du FIDA n'est pas entré en vigueur, malgré qu'il est signé par le FIDA depuis quatre mois	Le prêt supplémentaire est en cours d'approbation par la constituante

Appendice 5: Progrès matériels par rapport au PTBA et aux objectifs de la pré-évaluation, y compris les indicateurs du SYGRI

Composantes	Unité	Total Projet			PTBA 2012		
		Objectif lors de la pré-évaluation	Réalisations cumulées	%	Prévisions	Réalisations	%
A.DEVELOPPEMENT LOCAL INTEGRE							
1-Elaboration des PDP et CP							
A-Elaboration des PDP *	PDP	54	54	100			
B-Accompagnement à la mise en œuvre des PDP		54	42	78	12	0	
C-Appui technique aux GDA (locaux et équipement)		10	5	50	3	0	
2-Conseil agricole aux producteurs							
A-Référentiels techniques				0			
B-Conventions de recherche développement		6	6	100			
C-Conseil en agriculture et en élevage							
Encadrement de l'élevage bovin laitier		500	300	60			
Formation méthodologique	pers	300	400	133			
Conseil vulgarisateur privé		100	70	70			
3- Soutien à la production agricole et pastorale							
A- Soutien à l'arboriculture							
Plantations d'arbres fruitiers en irrigué		150	300	200	150	150	100
Plantations d'arbres fruitiers au pluvial		5000	4980	100	1350	1230	91
B-Formation des agriculteurs							
C-Journées de formation et d'information		130	20	15			

Composantes	Unité	Total Projet			PTBA 2012	
D-E Actions de démonstration	Ha	150	149	99	20	0
F-Remembrement des terres	ha	1500	2700	180		
Autres actions de soutien						
Achat des génisses						
Construction étables						
Achat des Béliers géniteurs						
Construction des bergeries						
Magasins et hangars						
Matériel agricole						
Petit élevage						
Citernes tractées						
Citernes à eau pluviales						
Travaux de CES						
Plantation et clôture						
4 -Conservation et protection des RN						
A- CES						
1-Lutte contre le ravinement						
Ouvrages de recharge	Nombre	100	28	28		
Ouvrages de protections						
Correction des ravins			1373	275	380	
Végétalisation des ravins		1000	510	51	270	
Lacs collinaires						
Etudes			13		2	
Travaux			6		4	
Equipement Lac collinaires					4	

Composantes	Unité	Total Projet		PTBA 2012	
2-Traitement des interfluves					
Banquettes mécaniques		4500	850	19	690
Banquettes manuelles		1000		0	
Cordons en pierres sèches			595	48	1040
Seuil en pierre sèche			200		211
Technique douces		1000		0	
Cuvettes individuelles pour arboriculture		1000		0	
3- plantation arboricole de consolidation			1200	33	
4- Sauvegarde et entretien des ouvrages		6500	550	8	
Piste GRN					
B- L'amélioration des parcours privé					
Périmètres pastoraux		1000			
Amélioration de parcours	ha	600			
Autres actions	ha				
Cultures fourragères					
C- Protection et dév. du domaine forestier					
Création de périmètres sylvopastoraux	ha	600			
Entretien de périmètres sylvopastoraux	ha	1000			
Eclaircies forestières					
Reboisement	ha	1000			
Entretien Trachées P F	km	65			
Réhabilitation de 04 périmètres	Unité	4			
5- Aménagements hydro-agricoles					
A-Périmètres irrigués sur forages:					

Composantes	Unité	Total Projet			PTBA 2012	
Création des périmètres	ha	200	200	100	50	
Electrification des PI	stations		7		4	
Réhabilitation des périmètres		150	206	137		
Equipement des périmètres			8		4	
Etudes	FF	10	10	100		
Brise vent	FF					
Création de forage	forage	3				
Equipement hydrauliques	ff	ff				
B-Périmètres irrigués sur barrages collinaires:						
Création des périmètres	ha	450	230	51		
Equipement des périmètres			400	100		
C-Périmètres irrigués par épandages:						
Création des périmètres	ha	600	400	67		
Réhabilitation des périmètres		1200		0		
Etudes		1	1	100		
D-Périmètre irrigué individuel	U					
Construction bassin de stockage				0		
Curage et approfondissement de puits		50	22	44		
Equipements hydrauliques et abris		50		0		
Matériel d'économie d'eau	ha	250	78	31		
6- Alimentation en eau potable						
Etude de projet d'AEP						
Création de projets AEP	étude		14			
Réhabilitation des projets AEP			3			
Réalisation des travaux et équipements:						
Création de projets AEP	Projet	8	15	188	7	11
Réhabilitation des projets AEP		5	5	100		
électrification des stations de pompage d'AEP	ff				200	175
Citernes pluviales		0	225			
7- Pistes rurales						
Etudes d'aménagement des pistes rurales			1			
Travaux d'aménagement des pistes rurales		58	31,5	54	20	8
Ouvrages de franchissement	unité					

Composantes	Unité	Total Projet		PTBA 2012	
Piste GRN					
B. APPUI A L'EMPLOI					
1- Promotion de l'investissement privé et des PME					
Acquisition de véhicules TT	Véh.	1	1	100	
Postes informatiques	Unité	4	4	100	
Organisations des séminaires	ff		4		3
Formation des cadres	FF				
Perfectionnement du personnels	ff	ff			
Réhabilitation de la zone des petits métiers MAKTAR			1		
Réhabilitation de la zone des petits métiers BOUARADA					
Fonds d'étude et de conseil					
Création des entreprises		33	36	109	
Renforcement des entreprises existantes				0	
Etudes thématiques		ff	4		
2- Appui aux micro-entreprises et à l'emploi					
Matériel et équipement	lot	4	6	150	
Acquisition de véhicules TT	véhicule	3	3	100	
Perfectionnement des conseillers					
Diagnostic et mise à niveau des micro- entreprises					
Formation des cadres	ff	ff			
Encadrement des promoteurs installés					
Voyages d'étude et stages	ff				
Etudes des micros projets	ff	ff	901		
Installation de micro-projets					
Formation des promoteurs		ff	802		
Projets créés	ff	540	421	78	
C. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL					
1- Renforcement des moyens des CRDA					
Matériels et équipements	ff				1
Ordinateurs	unité	6	9	150	1
Moyens de transports	Unité	6	6	100	
Formation	ff				
2- Fonctionnement de l'unité du projet					
Matériels et équipements					

Composantes	Unité	Total Projet		PTBA 2012	
Moyens de transports		17	17	100	
Ordinateurs		17	10	59	
Personnel contractuel	personne		23		
Système de suivi-évaluation	ff	1	1	100	
Formation des cadres	ff	ff	80		20
Missions et stages à l'étranger		ff	1		
Fonctionnement	ff				
D. GESTION DURABLE DES TERRES				Voir annexe 2	

Appendice 6: Tableaux du SYGRI-2012

Résultats du premier niveau

RÉSULTATS DE PREMIER NIVEAU										
		Résultats	Unité	Fin de la période 31/12/2011			Cumulatif			Total des actuels des années précédentes
				PTBA	Réalisé	% de PATB	Préévaluation	Réalisé	% Pré-évaluation	
Nombre de Bénéficiaires (population des secteurs)	Personnes bénéficiant des services du projet (bénéficiaires directs, total pour le projet)	Personnes ayant bénéficié des services du projet	Homme	15 000	5 270	49%	70 101	79 612	114%	74 342
Projet total	Personnes bénéficiant des services du projet	Personnes ayant bénéficié des services du projet	femme	7 500	2 600	39%	69 301	55 310	80%	52 710
Composantes	Sous-composante							0		
Développement Local intégré	Elaboration des plans de développement participatifs	Plans villageois/communautaires élaborés	Nombre	0	12		54	54	100%	42
	Appui aux organisations de base	Groupes communautaires formés/consolidés	Nombre	15	0	0%	54	54	100%	54
		Membres des groupes communautaires formés/consolidés	Homme	250	120	48%	540	744	138%	624
		Membres des groupes communautaires formés/consolidés	femme	100	24	24%	165	156	95%	132
	Conseil agricole aux producteurs	Personnes ayant accès aux services de conseil mis en place	Homme	550	540	98%	1400	1 310	94%	770
		Personnes ayant accès aux services de conseil mis en place	femme	150	60	40%	600	170	28%	110
	Soutien à la production agricole	Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	Homme	150	0	0%	3000	192	6%	192
		Personnes formées aux méthodes et techniques de production agricole	femme	50	0	0%	900	118	13%	118
	Conservation et protection des ressources naturelles	Superficie faisant l'objet d'une gestion améliorée des sols	Ha	5000	2080	42%	25050	9 137	36%	7 047
	Aménagement hydro-agricole	Périmètres d'irrigation aménagés/remis en état	Ha	50	93	186%	3150	430	11%	337
	Alimentation en eau potable	Réseaux d'eau potable installés/remis en état	Nombre	3362	333	10%	4700	3 194	68%	2 861
		Systèmes de récupération d'eau pluviale installés/remis en état	Nombre	200	0	0%	0	50		50
	Piste rurale	Routes construites/ remises en état	KM	21		0%	58	23	40%	23
Appui à l'emploi et à l'investissement privé	Promotion de l'investissement privé et des PME	Représentants et fonctionnaires formés	Nombre	4	0	0%	12	20	167%	20
		Personnes formées aux affaires et à l'entreprenariat	Nombre	10	7	70%	33	36	109%	29
		Entreprises ayant accès aux services financiers mis en place	Nombre	10		0%	33	58	176%	58
	Appui aux micro-entreprises (AGR)	Personnes formées dans le domaine des activités génératrices de revenus	Homme	FF	114		591	465	79%	351
		Personnes formées dans le domaine des activités génératrices de revenus	femme	FF	30		254	329	130%	299
		Entreprises ayant accès aux services financiers mis en place	Nombre	195	187	96%	540	901	167%	714
Renforcement institutionnel UPLC/CRDA	Formation du personnel	Représentants et fonctionnaires formés	Nombre	26		0%	50	76	152%	76
Gestion durable des terres	Biodiversité Jbel Serj	Plans de gestion de l'environnement élaborés	Nombre	1	0	0%	1	0	0%	0
		Autres infrastructures construites/remises en état	USD	1		0%	1 326	0	0%	0

Résultats du deuxième niveau

RÉSULTATS DU DEUXIÈME NIVEAU			
Composantes	Sous-composante	Résultat	Barème
Nom de la composante	Nom de la sous-composante		
Développement Local intégré	Elaboration des plans de développement participatifs	Efficacité: développement communautaire	3
	Appui aux organisations de base	Durabilité probable des groupes communautaires formés/consolidés	2
	Soutien à la production agricole	Efficacité: amélioration de la production agricole, animale et halieutique	5
	Conservation et protection des ressources naturelles	Efficacité des programmes de gestion et de conservation des ressources naturelles	3
		Efficacité de l'infrastructure de production - Périmètres d'irrigation	3
	Aménagement hydro-agricole	Durabilité probable de l'infrastructure de production - Périmètres d'irrigation	3
		Efficacité de l'infrastructure de production - Systèmes de récupération d'eau pluviale	5
		Durabilité probable de l'infrastructure de production - Systèmes de récupération d'eau pluviale	4
		Efficacité de l'infrastructure sociale - Systèmes d'eau potable	4
	Alimentation en eau potable	Durabilité probable de l'infrastructure sociale - Systèmes d'eau potable	4
	Piste rurale	Durabilité probable des routes construites/remises en état	3
		Efficacité: création de possibilités d'emploi	4
		Efficacité: amélioration de l'accès des pauvres aux services financiers	3
Appui à l'emploi et à l'investissement privé	Promotion de l'investissement privé (PME et AGR)	Durabilité: amélioration de la performance des institutions financières	3
		Durabilité probable des entreprises	4
Gestion durable des terres	Biodiversité Jbel Serj	Durabilité probable de l'infrastructure sociale - Autres services	3

Résultats du troisième niveau

TROISIÈME NIVEAU					
Indicateur	Unité	Référence	Mi-parcours	Achèvement	Objectif
Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté					
Enfants en insuffisance pondérale - Poids par âge	%	1%			
Enfants chroniquement mal nourris - Taille par âge	%	10%			
Enfants en malnutrition aigüe - Poids par taille	%	1%			
Ménages ayant accès à des ressources en eau améliorées	%	82%			
Ménages ayant accès à des centre sanitaires améliorés	%	52%			
Membres de ménage féminins sachant lire	% filles	65%			
Membres de ménage masculins sachant lire	% garçon	85%			

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Innovation et partenariat

1. Le projet a comporté dans sa conception plusieurs innovations dont en particulier:
 - La planification participative au niveau du secteur (Imadat);
 - La sous-traitance de l'élaboration des PDPs, de l'accompagnement à la mise en œuvre et de la vulgarisation aux BE privés; et
 - Le partenariat.
2. La planification participative au niveau du secteur est en soi un paquet d'innovations. Elle a consisté à travailler dans un nouveau cadre institutionnel qui garantissait avant janvier 2011 la coordination avec les structures régionales (Conseils Régionaux au niveau des gouvernorats) et locales (Conseils Locaux de Développement au niveau des Délégations) et à coordonner de manière formelle avec les autres intervenants (services régionaux des autres départements ministériels, Offices, ONG). L'évolution a consisté à planifier au niveau des Imadats (secteurs administratifs) et non plus au niveau de structures informelles et sans statut juridique appelées, à l'époque, UST (Unités Socio Territoriales). Cette évolution devait être suivie par une autre qui consistait, une fois le CDI créé, initié et rompu à la gestion de développement communautaire, à lui donner une existence juridique en le faisant évoluer vers un statut de GDA doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Ceci devait donner de la crédibilité à la représentation des populations dans l'œuvre de développement et permettre au GDA de s'engager au nom de la population et de contracter en son nom des engagements administratifs et financiers. Ces avantages ont tous été remis en cause par la révolution du 14 janvier 2011. En effet, tout l'édifice institutionnel régional et local a été remis en cause sans qu'il soit encore remplacé par de nouvelles structures ni au niveau de l'organisation administrative du territoire ni au niveau du lien entre cette organisation et la gestion du développement local et régional. 67% des CDI créés par le projet sont actuellement peu ou pas fonctionnels. Les Conseils Locaux (CLD au niveau de la Délégation) et les Conseils Régionaux (au niveau des Gouvernorats) ont été dissous par décret présidentiel en 2011. L'intégration des Plans de Développement des Imadats dans les stratégies locales et régionales du développement économique ne peut plus être conduite comme elle a été conçue par le rapport de pré-évaluation. Le partenariat avec le Conseil Régional et tous les profits qui auraient pu en découler en termes de financement de certaines des composantes du développement communautaire local sur les budgets régionaux n'est plus à considérer de la même manière.
3. La reconstitution et le redémarrage du travail avec les CDI et les GDA s'insèrent dans l'esprit de la circulaire du Ministre de l'Agriculture en 2011 qui invite les services spécialisés des CRDA à œuvrer pour que tous les GDA procèdent à la tenue de leurs Assemblées Générales et renouvellent leurs comités dans le cadre des statuts en vigueur. Très souvent cette directive demeure un simple vœu pieux sur le terrain où il n'est pas encore aussi évidemment simple de la passer à la pratique. Cette première innovation (planification au niveau des secteurs administratifs) ne peut donc dans les conditions actuelles être objectivement évaluée. On ne pourra se prononcer sur l'option définitive à prendre en matière d'intégration des PDP dans le système de planification locale et régionale que lorsque les orientations nationales en matière d'organisation et d'administration du territoire auront été fixées par le système politique qui sera mis en place au terme de la période de transition démocratique que traverse la Tunisie.
4. Cependant, le projet ne peut pas interrompre le processus démarré de planification et de mise en œuvre des actions de développement au niveau des secteurs. Il doit redynamiser les CDI et réactiver l'élaboration et la signature des CPA avec des partenaires crédibles et représentatifs et relancer les BE dans la mission d'accompagnement des CDI dans la mise en œuvre des PDPs. La reconstitution des CDI préservera ce caractère informel et provisoire des CDI pour éviter de laisser s'installer un vide institutionnel qui sera difficile à combler lorsque au terme de cette période de transition il s'agira de retrouver (même dans un nouveau cadre institutionnel aujourd'hui encore

inconnu) le rythme de développement que le projet avait réussi à insuffler aux communautés rurales avant 2011.

5. En matière de désengagement de l'administration par la sous-traitance des PDPs, de l'accompagnement et de la vulgarisation aux BE privés, certains éléments d'information donnent à penser qu'il reste encore à travailler pour tirer tout le bénéfice potentiel de cette innovation. La tradition des attributions non régaliennes de l'administration aux bureaux spécialisés bien que, assez bien ancrée dans les esprits des deux côtés, maintenant, n'a ni entraîné un réel renforcement des capacités de contrôle et de pilotage de l'administration, ni aidé à promouvoir un secteur privé réellement compétent et jouissant de toutes les capacités techniques et des compétences en matière d'animation sociale et de communication nécessaires. L'application de la règle du moins disant dans le recrutement des BE, selon les procédures des marchés publics a, écarté les BE ayant ou pouvant mobiliser des compétences de haut niveau et donc chères. Les BE qui proposent des prix compétitifs le font parce que, souvent, ils comptent sur un personnel occasionnel, employé à la tâche ou à temps partiel et ne pouvant donc assurer la continuité nécessaire à une vision intégrée du développement. Souvent aussi, la compétitivité financière est associée à des services fournis par un personnel constitué de cadres et de techniciens débutants au coût salarial réduit à la mesure de son expérience.

6. Pour ce qui concerne le partenariat, Nonobstant les gains méthodologiques et l'élargissement catégoriel et géographique du champ d'intervention du projet que le partenariat a permis, cette innovation présente quelques insuffisances à combler. La conjoncture a eu les mêmes effets de freinage sur l'ensemble des intervenants. Les moyens mis à la disposition des partenaires (financements, équipements etc.) ne se sont pas révélés suffisants pour inciter tous les partenaires à assurer une participation suffisante aux travaux d'élaboration de PDPs. Le partenariat avec l'ANETI et l'ODNO, principal outil de mise en œuvre d'une politique audacieuse de création d'emplois d'AGRs et de PME, n'est pas suffisamment encadré par des structures qui lui sont spécialement dédiées au niveau de l'UPLC. Par manque de moyens humains, l'UPLC ne peut pas assurer la relève pour garantir un suivi des projets installés dans le cadre du partenariat (406 micro-projets ANETI et 18/32 projets PME /ODNO). L'ANETI et l'ODNO n'ont ni la tradition ni les moyens humains d'assurer un tel suivi de terrain. Les recommandations d'insertion de l'activité du BRETl et de l'ODNO dans le système de suivi-évaluation du projet, formulées par les précédentes missions de supervision, n'ont pas été suivies d'effets.

7. Le partenariat avec l'OEP est une expérience réussie qui gagnerait à être soutenue jusqu'à son terme (à la fin de 2014). Ses réussites techniques génèrent une adhésion de la population qui y a trouvé un intérêt économique certain. La population montre des signes de volonté d'appropriation de ces résultats qu'il s'agit à présent d'encadrer et d'organiser en préparation de la stratégie de sortie du projet. Les problèmes d'organisation de la collecte du lait qui, à un certain moment menaçaient de compromettre les réussites techniques de ce partenariat, n'ont été que partiellement résolus. Les résultats techniques positifs et l'adhésion de la population qui en découle commencent à générer une production additionnelle et une qualité du lait qui militent en faveur d'une meilleure organisation de la population par la création de SMSAs (au moins 2 sur toute la zone du projet qui prendraient une part à la collecte future et contribueraient à offrir les services dont les producteurs auraient de plus en plus besoin au fur et à mesure du développement ascendant que ce partenariat a créé.

8. Le partenariat avec l'AFA a permis d'aboutir au remembrement de 1500 hectares mais le processus n'est pas achevé du fait de l'opposition de certains propriétaires.

9. D'autres partenariats aurait dû être conclus qui auraient amené d'autres valeurs ajoutées au projet, notamment un partenariat direct du projet avec les fournisseurs de crédits et d'investissements et en particulier la BTS et la BFPME qui aurait permis l'injection de plus de crédits du fait de la garantie morale qu'aurait constitué le cautionnement des projets étudiés et encadrés par le BRETl et l'ODNO et cautionnés par le Projet. Citons également un partenariat direct avec l'AVFA qui aurait fourni un meilleur encadrement de l'expérience de sous-traitance de la vulgarisation et du conseil agricoles aux BE privés.

Appendice 8: Calendrier de la mission de supervision et personnes rencontrées

Calendrier de la mission

20 décembre 2012:	Démarrage de la mission à Tunis Réunion des consultants Entretien avec le Directeur Général de la DGFIOP
21 décembre 2012:	Rencontre avec l'UPLC à Siliana Finalisation du programme des visites de terrain
22 décembre 2012:	Visite sur terrain dans les délégations de Bargou et Siliana Sud Entretien avec BRETI et ODNO
24 décembre 2012:	Visite sur le terrain dans la délégation de Rouhia
25 décembre 2012:	Visite sur le terrain dans la délégation Kesra
26 décembre 2012:	Visite sur le terrain dans la délégation Sidi Bouruis Réunion avec DRH
27 décembre 2012:	Visite sur le terrain dans les délégations Gaafour et Bourada
28 décembre 2012:	Réunion avec les arrondissements techniques au CRDA
31 décembre 2012:	Prise de contact avec les Directions centrales à Tunis DG/GREE DGEQV (Ministère de l'Environnement)
02 janvier 2013:	Réunion des consultants à Tunis Discussion avec DGFIOP
03 janvier 2013:	Retour à la zone du projet à Siliana Réunion de restitution au CRDA avec tous les partenaires
04 janvier 2013:	Séance de travail avec l'UPLC
07 janvier 2013:	Discussion avec la DGFIOP à Tunis
08-11 janvier 2013:	Retour à Siliana et séance de travail avec UPLC
13-14 janvier 2013:	Réunion des membres de la mission à Tunis et préparation AM
15-16 janvier 2013:	Retour à Siliana et contact avec BRETI et ODNO
17 janvier 2013:	Réunion de synthèse à la DGFIOP
18-22 janvier 2013:	Rédaction du rapport de mission
22 janvier 2013:	Entretien avec Mr. le Secrétaire d'Etat au MA

Liste de personnes rencontrées (PDAI Siliana - Phase II)

Nom et Prénom	Organismes/institutions
Directions Centrales	
M. Ali Aydi	Directeur Général de la DGFIOP
Mme. Lamia Jemmeli	Directrice à la DGFIOP
M. Samir Daoud	Directeur du budget à la DGFIOP
Mourad Bejaoui	Chef de service DGFIOP
Saad Seddik	Directeur Général de la DGREE
M. Med Fakfak	Directeur à la DGREE
Mme. Naziha Dridi	Directrice à l'OEP
M. Hassen Chourabi	Directeur de l'AVFA
UPLC - Siliana:	
M. Kamel Dridi	Directeur du PDAI Siliana
M. Hichem Lakhdar	Sous – directeur PDAI Siliana
M. Abdeljalil Labidi	Ex-Sous-directeur chargé de l'exécution du projet
M. Hermi Mohamed	Ingénieur de suivi évaluation
M. Jmoui Rahal	Ingénieur chargé de la passation des marchés
Mme. Monia Maoui	Financière du PDAI-II
M. Adel Louati	Coordinateur régional de la composante FEM
Mme Olfa Znagui	Financière de la composante FEM
CRDA de Siliana:	
M. Nejib Chennoufi	Commissaire Régional au Développement Agricole de Siliana
M. Med Yakoubi	Chef de division DEDA
M. Najib Nasraoui	Chef de l'Arrondissement GR- CRDA Siliana
M. Touhami Hethli	Chef de division HER
M. Habib Rezgui	Cellule d'encadrement des promoteurs agricoles
Mme. Souad	Responsable de la cellule GDA Siliana
M. Ridha Jebri	Chef de l'Arrondissement Financement et encouragement
M. Najeh Amara	Arrondissement des sols
Mme Samah Jbali	Arrondissement PV
M. Thafer Ghabri	Chef de l'Arrondissement ressources en eau
M. Ammar Karoui	Chef de l'Arrondissement PI
Mme. Awatef Saad	Arrondissement PI
M. Salah Mentouch	Chef de l'Arrondissement CES- CRDA Siliana
M. Chokri Bouzid	Arrondissement CES
Mme. Yasmine	Arrondissement CES
M. Ezzeddine Guerbouï	Chef d'arrondissement PA
M. Houcine Abdallah	Chef d'arrondissement des forêts

Nom et Prénom	Organismes/institutions
Directions régionale à Siliana	
M. Samir Adoui	Directeur régional AFA
M. Med Zidi	Directeur régional de l'OEP Siliana
M. Lotfi Ghthbane	OEP Siliana
M. Abdesslem Aoudidi	Directeur régional de l'Habitat
M. Med Ali Slim	Chef de service DRH
M. Abdennaceur	Bureau d'emploi Siliana
M. Zouheir El Barrari	Bureau d'emploi Siliana
M. Lassad Rhaem	Directeur à l'ODNO
M. Kamel Zraeti	Directeur à l'ODNO
Autres institutions régionales:	
M. Ali Darghouthi	Représentant du Bureau d'études CAT
M. Saïd Trabelsi	Représentant du Bureau d'études BICHE
Membres de GDA	
Sala bel Hadj	GDA PI Kharrouba
Imed Hmadi	GDA Faouar Snoussi

Appendice 9: Résumé de l'appui à l'exécution apporté par le FIDA en 2012

Appui du Point Focal:

- Appui à la préparation du PTBA 2013 du PDAI-II (Octobre 2012)
- Appui à la préparation du PTBA 2013 de la composante GDT financée par le FEM (Octobre 2012)
- Appui à la préparation du rapport semestriel de la composante GDT financée par le FEM (Juillet 2012)
- Appui à la préparation du rapport semestriel du PDAI-II (Juin 2012)
- Contribution à l'organisation de la réunion du Comité National de Coordination du PDAI Siliana-II et du FEM qui a eu lieu le 15 mars 2012 à la DGFIOP et en présence des différents partenaires.
- Appui à l'élaboration des termes de référence de la mission d'examen à mi-parcours entreprise par le bureau CNEA (janvier 2012)

Mission de suivi (septembre 2012)

1. Une mission de suivi du projet de développement agricole intégré à Siliana, Phase II (PDAI II) a été effectuée le 20 septembre 2012. La mission est composée de Mr. Ghoudi Zine El Abidine, Point Focal du FIDA en Tunisie et Mr. Mourad Béjaoui, coordinateur du portefeuille du FIDA à la DGFIOP. La mission a mené, essentiellement, les tâches suivantes:

- Examiner l'ensemble de l'avancement de l'exécution du Projet, tout en analysant les contraintes rencontrées lors de la mise en œuvre des activités programmées;
- Suivre et mettre au point le degré de mise en œuvre des recommandations émises lors de la mission de suivi précédente (avril 2012);

Mission de supervision (Août 2012)

2. Une mission de supervision du projet de développement agricole intégré à Siliana, Phase II (PDAI II) a été effectuée du 10 au 25 août 2011. Elle est composée de, Mr. Zine El Abidine Ghoudi, point focal du FIDA en Tunisie, Spécialiste en organisation et gestion des projets, Mr. Rami Abou Salman, spécialiste en Environnement et changement climatique au FIDA, Mr. Abdessattar Chennoufi, Spécialiste en développement communautaire, promotion de la microfinance et de la micro-entreprise, et de Mr. Fathi Goucha, Ingénieur rural, spécialiste en hydraulique agricole et infrastructure de base. C'est la deuxième mission de supervision du PDAI II effectuée directement par le FIDA. Les deux premières missions de supervision ont eu lieu en 2008 et 2009 et ont été assurées par l'UNOPS.

3. La mission avait pour objectifs, l'examen de l'état d'avancement du projet, l'analyse des résultats atteints et éventuellement des contraintes rencontrées, l'assistance de l'équipe du projet pour l'identification des solutions de nature à contribuer à lever ces contraintes, l'évaluation technique et institutionnelle de la proposition du Gouvernement relative au financement supplémentaire, la préparation de la mission d'évaluation à mi-parcours prévue avant la fin de l'année 2011, et l'appui au démarrage du financement FEM en vigueur depuis septembre 2010.

Mission de suivi (Avril 2012)

4. Une mission de suivi du projet de développement agricole intégré à Siliana, Phase II (PDAI II) a été effectuée du 10 au 14 avril 2012. La mission est composée de Mr. Ghoudi Zine El Abidine, Point focal du FIDA en Tunisie, Mme Sandrine Jacqueson, Assistante de Programme au FIDA et de Mr.

Habib Kraiem, Consultant du FIDA, Spécialiste en Agriculture, Environnement et Développement. Les membres de la mission ont mené, essentiellement, les tâches suivantes:

- Examiner l'ensemble de l'avancement de l'exécution du Projet, tout en analysant les contraintes rencontrées lors de la mise en œuvre des activités programmées;
- Suivre et mettre au point le degré de mise en œuvre des recommandations émises lors de la mission de supervision précédente (août-septembre 2011);
- Appuyer l'équipe du Projet dans la mise à jour et la finalisation du rapport SYGRI pour l'exercice 2011;
- Examiner avec l'équipe du Projet les mesures à prendre pour adresser les commentaires du rapport d'audit de l'exercice 2010;
- Former et appuyer l'équipe du Projet dans la préparation du dernier lot de PDP tout en veillant à la prise en charge des activités de gestion durables des terres à financer dans le cadre du financement FEM;
- Fournir un appui à l'UPLC pour évaluer les besoins en formation des membres de l'équipe du Projet et élaborer un programme de formation

Annexe 1: Annexes techniques

Mission d'examen à mi-parcours (décembre 2012-janvier 2013)

Mission objet de ce rapport

PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE INTEGRE DE SILIANA (PHASE II)													
RESEAUX D'ALIMENTATION EN EAU POTABLE													
N°	Périmètres	Secteur	Délégation	Financement	Etude	Année	Désignation	Réalisation			Observation		
	Nouveaux projets d'AEP							Coût (mDT)	Nbre habitants	Coût (MDt)	Entreprise	% Avancement	Année
1	Msilib-Souoïdia	Saiar	Maktar	FIDA	Création	2008-09	B E /CID	78	286	205	Samir Akermi	Enregistremnt des contrats	2012
2	Marget El Ejla-Aouled Mrabet-Boulefta	Hamam-Kesra	Kessra	FIDA	Création	2008-09	B E /CID		152	137	Mongi Haboul		
3	Mjadbia	Hbabssa	Rouhia	FIDA	Création				750	266	Gammoudi Houcine		
4	Ain Jedra	Sidi Morches	Siliana Sud	FIDA	Création	2008-09	B E /CID		750	91	jlal Laabidi		
5	Riin	Ouled Znag	Siliana Sud	FIDA	Création	2010-11	B E /CID		280	413	Boubaker Y		
6	El boumia	Soualem	Maktar	FIDA	Création	2009-10	B E /CID		240	273	Kamel Abdelmlak		2012
7	Ras Eloued	Ras Eloued	Maktar	FIDA	Création				200		Eddallel pour les TP	RD en cours au FIDA	
8	Bit Aissa	Ellouza	Kessra	FIDA	Création				60	46	Sté Travaux N	Enregistrement des contrats	
9	Bit Abdessalem	Ellouza	Kessra	FIDA	Création				90	48	Sté Travaux N		
10	Aouled Aarfa	Drija	Bargou	FIDA	Création				80	78	Hédi Hajji		
11	Sfaya -Ouled Amor	Ain Bousaidia	Bargou	FIDA	Création				152	53	jlal Laabidi		
12	Aouled Slama	Sfina	Bargou	FIDA	Création				530	305	Samir Akermi		

PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE INTEGRE DE SILIANA (PHASE II)														
13	Aouled Ezahi	El Gaara	Maktar	FIDA	Création	2011-12	B E /CID		183	266	Eddallel pour les TP	85	2011	Réceptionné, eau coupé et groupe électrogène volé depuis 15j. En cours d'électrification (dans un mois)
14	Aouled Tlil	El Fdhoul	Kessra	FIDA	Création	2008-09	B E /CID		53	70	Mongi Haboul	100	2011	
15	Bennouria	Lagssab	Gaafour	FIDA	Création				50	59	Hammouda Laabidi	100	2011	
16	Khankat Zgallas	Hbabsa -S	Rouhia	FIDA	Création	2008-09	En régie		156	288	M, Naddari	100	2010	
Réhabilitation D'AEP														
1	El Mfathia	Saiar	Maktar	FIDA	Réhabilitation	2008-09	B E/ BICHE	26,5	825	311	Samir Akermi	100	2009	Réceptionné et bloqué en exigeant les branchements individuels
2	Ouled Abda	Siliana S	Siliana Sud	FIDA	Réhabilitation	2008-10	B E/ BICHE		650	272	Samir Akermi	100	2009	
3	Jabnoun	H-Kessra	Kessra	FIDA	Réhabilitation	2008-09	B E/ BICHE		560	143	Mongi Haboul	100	2009	
4	Dhouaouda	Kessra	Kessra	FIDA	Réhabilitation					189	Kamel Abdelmlak	100	2011	
5	Dkhila - Sodga	Bhirine	Bargou	FIDA	Réhabilitation	2008-09	en régie		670	193	M, Naddari , SOCOOPEC	100	2010	

PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE INTEGRE DE SILIANA (PHASE II)																	
Etat de suivi des Périmètres irrigués																	
N°	Périmètres	Sources d'eau	Secteur	Délégation	Financement étude/travaux	Objet	Etudes		Réalisation					Bén		Observations	
							Année	Modalités	Coût (MDt)	Superf. (ha)	Coût (MDt)	Entreprise	% Avancement	Année	Nbre irriguants		
Création																	
1	Sidi Mouallah	Forage	Haria	Rouhia	FIDA	Création	2008	BE Biche	93	60	303,000	Chakhri M.	100,00	2009	26	Avant il était exploité par Gasoil électrifié dernièrement, à réceptionner et à mettre en eau A vérifier la question de la coupure du bouton électrique	
						Electrification					35,975	STEG	100,00				
						Equipe ment					145,422	soccopec	100,00				
2	Oued Zguifa	Forage	Haria	Rouhia	FIDA	Création	2008	BE Biche		40	260,509	COMPINA	100,00	2009	21	Non encore en eau. (vol des portes d'armoire pour finaliser l'électrification)	
						Electrification					82,250	STEG	100,00				
						Equipe ment					135,033	soccopec	100,00				
3	Bled Debbich	Forage	Rouhia	Rouhia	FIDA	Création	2008	BE Biche		40	287,016	Chakhri M	100,00	2009	26	Débloqué et mis en eau sans problème	
						Electrification					309,750	STEG	100,00				
						Equipe ment					112,313	Gazeo	100,00				
4	Sodga VII	Forage	Bhirine	Bargou	FIDA	Création	2008	BE Biche		40	821,172	H Gammoudi	100,00	2009	47	Contrat entre GDA-STEG en cours pour la mise en eau	

PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE INTEGRE DE SILIANA (PHASE II)															
						Equipe ment					106,099	soccopec	100,00		Piste du PI endommagée. (2km: A programmer la réparation en 2013)
						Electrif ication Créati on Equipe ment					28,437	STEG	100,00		
5	Sidi Nawi	Forage	Sidi H'mada	Siliana sud	FIDA		2008	BE Biche	20		267,044	H Gammoudi	100,00	2009	19
											71,041	soccopec	80,00		Electrification (câble) bloquée par un propriétaire: les poteaux traversent son terrain.
						Electrif ication Créati on Electrif ication Créati on					55,125	STEG	80,00		
6	S'mati	BC S'mati	J'milette	Rouhia	PN		2008	BE Biche	230		2180,000	Naddari M	100,00	2009	60
											233,378	STEG	100,00		En eau sans problème
7	Oued ElAoud	Epandage	Haria	Rouhia	AFD		2009	BE Soltech	13,57	400	835,000	La perle verte	70	2011	50
8	H'babsa 1 et 2	Forage	Haria	Rouhia	FIDA		2008	En régie	60		309,750	STEG	100	2009	40
Réhabilitation															
9	Touir Ellil	Forage	Sidi Morched	Siliana sud	FIDA	Réhab ilitation	2009	BE Biche	13,5	45	411,230	Kamel Abdelmlak	75	2010	34
															en retard dans l'exécution
						Equipe ment	2011				40,22965	EMAI	80		
10	Kharrouba	Forage	Sidi Mansour	Siliana sud	FIDA	Réhab ilitation	2009	BE Biche	13,5	71	908,495	Kamel Abdelmlak	50	2011	32
															en retard dans l'exécution
						Equipe ment	2011				39,49425	EMAI	80		

PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE INTEGRE DE SILIANA (PHASE II)																
11	S.Hmada-Fdadine	Forage	Sidi H'mada	Siliana sud	FIDA	Réhabilitation	2009	BE Biche	13,5	45	265,282	Kamel Abdelmlak	70	2010	30	en retard dans l'exécution
						Equipe ment	2011				42,58583	EMAI	80			
12	Sodga III	Forage	Bhirine	Bargou	FIDA	Réhabilitation	2009	BE Biche	13,5	45	514,602	Samir Akermi	100	2010	78	en cours de réception
						Equipe ment	2011				107,27909	Socoopec	100			en cours de réception

PROJET DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE INTEGRE DE SILIANA (PHASE II)															
N°	Localités		Secteur	Délégation	Financement étude/travaux	Les pistes et ouvrages de franchissement		Réalisation							
	Départ	Arrivée				Objectif	Etudes	Année	Modalités	Coût (mDT)	Long. (km)	Coût (MDT)	Entreprise	%Avancement	Bénéf
1	Hammem	Jebnoun	Hammem	Kesra	FIDA	Désenclavement	2008	En régie	384	5,2	384	Hajji Ezzeddine	100	2008	Pas de problème
2	GP4 Makthar	Fej	Sidi Mansour	Siliana sud	FIDA	Désenclavement	2008	En régie	338	3,5	338	SOGEBAT	100	2009	Nécessite entretien, Inviter l'entreprise pour réparer avant réception définitive
3	Ras Maa	Zitouna	Sidi Morched	Siliana sud	FIDA	Désenclavement	2008	En régie	272	2	272		100	2009	Problème au niveau de l'ouvrage, Inviter l'entreprise pour réparer avant réception définitive
4	Fauar snoussi	Route sodga	Sidi H'mada	Siliana sud	FIDA	Désenclavement	2008	En régie	184	2,3	184		100	2009	Dégât piste et ouvrage, Inviter l'entreprise pour réparer avant réception définitive
	PI Sidi Mouallah		Haria	Rouhia	FIDA	PI	2009	Biche		2	94,4	Chakhari M	100	2010	Dans le PI
	PI Sguifa		Haria	Rouhia	FIDA	PI	2009	Biche		2	122,7	COMPINA	100	2010	Dans le PI
	PI Beld debbiche		Haria	Rouhia	FIDA	PI	2009	Biche		2	94,4	Chakhari M	100	2010	Dans le PI
	PI Sodga		Bhirine	Bargou	FIDA	PI	2009	Biche		3	89,56	Gammoudi	100	2010	Dans le PI
	PI Sidi Nawi		Sidi H'mada	Siliana sud	FIDA	PI	2009	Biche		1	29,85	Gammoudi	100	2010	Dans le PI

PROJET DE DEVELOPEMENT AGRICOLE INTEGRE DE SILIANA (PHASE II)														
	Touir Ellil		Sidi Morched	Siliana sud	FIDA	PI	2009	Biche	3	175,8	Kamel Abdelmalek	75	2010	Dans le PI
	Kharrouba		Sidi Mansour	Siliana sud	FIDA	PI	2009	Biche						Dans le PI
	S.Hmada-Fdadine		Sidi H'mada	Siliana sud	FIDA	PI	2009	Biche	2	95,82	Kamel Abdelmalek	70	2010	Dans le PI
	Sodga III		Bhirine	Bargou	FIDA	PI	2009	Biche	2	90,74	Samir Akermi	100	2010	Dans le PI
5	Nouamchia	Njaimia	Soalem	Makthar	FIDA	Désenclavement	2009	BE BEST C	4,5					Infructueux (2ème AO) en cours de réalisation en cours de réalisation Infructueux (2ème AO) Infructueux (2ème AO)
6	Chouarnia	Houamed	Chouarnia	Makthar	FIDA	Désenclavement	2009	BE BEST C 940	2	940	Samir Akermi	40	2011	
7	Msilib	Argoub	Sayar	Makthar	FIDA	Désenclavement	2009	BE BEST C	2					
8	Ajeïjia Haria	Tarfaoui	Haria	Rouhia	FIDA	Désenclavement	2009	BE BEST C	5			DAO	2012	
9	Ouled Khedher	Rte J'milette	Haria	Rouhia	FIDA	Désenclavement	2009	BE BEST C	3			DAO	2012	
10	Kharrouba	El Gabel	Gabel	Siliana sud	FIDA	Désenclavement	2009	BE BEST C 1507	5,9	1507	AGRIMAK S	10	2011	en cours de résiliation
11	Ramlia	El Gabel	Gabel	Siliana sud	FIDA	Désenclavement	2009	BE BEST C	3,8					en cours de réalisation
12	Zoghba	Ain Forna	Forna	Bargou	FIDA	Désenclavement	2009	BE BEST C 815	2,3	815	Samir Akermi	50	2011	en cours de réalisation et en retard d'exécution
13	Aouled Rajeh			Sidi Bourouis	FIDA	Désenclavement			2,5					
14	Jmilette	PI s'mati	Jmilette	Rouhia	FIDA	Désenclavement	2009	BE BEST C 1866	8	1800		DAO	2012	RD envoyé au FIDA

Réalisations physique cumulées et PTBA 2013-14

Composantes	Indicateurs	Unité	Total Projet			Planification	
			Objectif lors de la pré-évaluation	Réalisations cumulées	%	2013	2014
A. DEVELOPPEMENT LOCAL INTEGRE							
1- Elaboration des PDP et CP							
A-Elaboration des PDP *	Nombre de PDP	PDP	54	54	100		
B-Accompagnement à la mise en œuvre des PDP	Nombre de PDP	PDP	54	42	78		
C-Appui technique aux GDA (locaux et équipement)	Nombre de GDA	GDA	10	5	50	5	
2- Conseil agricole aux producteurs							
A-Référentiels techniques			5		0		
B-Conventions de recherche développement		unité	6	6	100		
C-Conseil en agriculture et en élevage							
Encadrement de l'élevage bovin laitier		éleveur	500	300	60		
Formation méthodologique	Nombre de personnes	pers	300	400	133		
Conseil vulgarisateur privé		%	100	70	70		
3- Soutien à la production agricole et pastorale							
A- Soutien à l'arboriculture							
Plantations d'arbres fruitiers en irrigué	Superficie	Ha	150	300	200	100	
Plantations d'arbres fruitiers au pluvial	Superficie	Ha	5000	4980	100	900	
B-Formation des agriculteurs							
C-Journées de formation et d'information	Nombre de personnes	pers	130	20	15		
D-E Actions de démonstration	Superficie	Ha	150	149	99		
F-Remembrement des terres		ha	1500	2700	180		
4 - Conservation et protection des RN							
A- ces							
1-Lutte contre le ravinement							
Ouvrages de recharge	Nombre d'ouvrage	Nombre	100	28	28		
Ouvrages de protections	Nombre d'ouvrage						
Correction des ravins	Nombre d'ouvrage		500	1373	275		
Végétalisation des ravins	Superficie		1000	510	51		
Lacs collinaires							

Etudes	Nombre d'étude			13		
Travaux	Nombre de lac			6		
équipement Lac collinaires						
2-Traitement des interfluves						
Banquettes mécaniques	Superficie		4500	1403	31	
Banquettes manuelles			1000	406	41	
Cordons en pierres sèches	Superficie		1250	1533	123	
Seuil en pierre sèche				200		
Technique douces			1000	614	61	
Cuvettes individuelles pour arboriculture	Superficie	ha	1000		0	
3- plantation arboricole de consolidation			3600	2025	56	2340
4- Sauvegarde et entretien des ouvrages	Superficie	ha	6500	3288	51	
Piste GRN						
B- L'amélioration des parcours privé						
Périmètres pastoraux			1000			
Amélioration de parcours	Superficie	ha	600			
Autres actions	Superficie	ha				
Cultures fourragères						
C- Protection et dév. du domaine forestier						
Création de périmètres sylvopastoraux	Superficie	ha	600			
Entretien de périmètres sylvopastoraux	Superficie	ha	1000			
Eclaircies forestières						
Reboisement	Superficie	ha	1000			
Entretien Trachées P F	longueur	km	65			
Réhabilitation de 04 périmètres	Nombre de périmètre	Unité	4			
5- Aménagements hydro-agricoles						
A-Périmètres irrigués sur forages:						
Création des périmètres	Superficie	ha	200	200	100	
Electrification des PI		stations		7		7
Réhabilitation des périmètres	Superficie	ha	150	206	137	
Equipement des périmètres	stations	stations		8		7
Etudes	ff	FF	10	10	100	
Brise vent	ff	FF				
création de forage		forage	3			
équipement hydrauliques		ff	ff			3
B-Périmètres irrigués sur barrages collinaires:						
Création des périmètres	ha	ha	450	230	51	
Equipement des périmètres			400	400	100	

C-Périmètres irrigués par épandages:						
Création des périmètres	Superficie	ha	600	400	67	
Réhabilitation des périmètres		ha	1200		0	
Etudes			1	1	100	
D-Périmètre irrigué individuel						
Construction bassin de stockage		U	25		0	
Curage et approfondissement de puits	Nombre de puits	unité	50	22	44	
Equipements hydrauliques et abris	ff	FF	50		0	
Matériel d'économie d'eau	Superficie	ha	250	78	31	
6- Alimentation en eau potable						
Etude de projet d'AEP						
Création de projets AEP	Nombre de projet	étude		14		
Réhabilitation des projets AEP	Nombre de projet	étude		3		
Réalisation des travaux et équipements:						
Création de projets AEP	Nombre de projet	Projet	8	11	138	2
Réhabilitation des projets AEP	Nombre de projet	Projet	5	5	100	
électrification des stations de pompage d'AEP		stations	ff			5
Citernes pluviales			0	225		25
7- Pistes rurales						
Etudes d'aménagement des pistes rurales		étude		1		
Travaux d'aménagement des pistes rurales	longueur	km	58	31,6	54	13
Ouvrages de franchissement	Nombre	unité				
Piste GRN						
B. APPUI A L'EMPLOI						
1- Promotion de l'investissement privé et des PME						
Acquisition de véhicules TT	Nombre	Véh.	1	1	100	
Postes informatiques	Nombre	Unité	4	4	100	
Organisations des séminaires	Nombre	Unité	ff	4		
Formation des cadres		FF				
Perfectionnement du personnels		ff	ff			
Réhabilitation de la zone des petits métiers MAK TAR	Nombre		1	1		
Réhabilitation de la zone des petits métiers BOUARADA						
Fonds d'étude et de conseil						
Création des entreprises	Nombre de PME	PME	33	36	109	
Renforcement des entreprises existantes			5		0	
Etudes thématiques	Nombre de thème		ff	4		

2- Appui aux micro-entreprises et à l'emploi						
Matériel et équipement	lot	lot	4	6	150	
Acquisition de véhicules TT	Nombre de véhicules	véhicule	3	3	100	
Perfectionnement des conseillers						
Diagnostic et mise à niveau des micro- entreprises						
Formation des cadres		ff	ff			
Encadrement des promoteurs installés			ff			
Voyages d'étude et stages		ff				
Etudes des micros projets		ff	ff	901		
Installation de micro-projets		ff				
Formation des promoteurs		ff	ff	802		
Projets créés		ff	540	421	78	
C. RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL						
1- Renforcement des moyens des CRDA						
Matériels et équipements		ff				
Ordinateurs		unité	6	9	150	
Moyens de transports		Unité	6	6	100	1
Formation		ff				20
2- Fonctionnement de l'unité du projet						
Matériels et équipements						
Moyens de transports			17	17	100	
Ordinateurs			17	10	59	7
Personnel contractuel		personne		23		
Système de suivi-évaluation		ff	1	1	100	
Formation des cadres		ff	ff	80		
Missions et stages à l'étranger		ff	ff	1		
Fonctionnement		ff				

D. GESTION DURABLE DES TERRES

Annexe 2: Rapport technique relatif à la composante GDT-FEM

Évaluation globale de l'état d'avancement de la composante du FEM

1. La mise en œuvre de la composante du FEM (Composante D du PDAI II) n'a connu qu'un progrès fort limité depuis les missions de supervision d'août 2011 et d'avril 2012. Ce progrès se résume dans le démarrage d'un nombre limité d'activités relatives à:
 - La mise en place de l'unité de coordination régionale de la composante du FEM (composante 5 du projet);
 - L'intégration de la GDT aux activités agricoles avec notamment le remembrement des terres et la consolidation des ouvrages de CES (composante 2 du projet);
 - La gestion de la biodiversité du PN de Jebel Esserj avec notamment la construction de l'écomusée composante 4 du projet).
2. Sur le plan financier, le don FEM a été mis en vigueur à partir de septembre 2010 pour une durée de cinq ans (2010-2015) suite de quoi un premier décaissement de 500.000 \$EU a été effectué en janvier 2010. Le total des engagements s'élèverait au 31/12/2012 à 229.667 \$EU soit 4,6% des ressources du don et 16,6% du PTBA 2011-2012.
3. Une telle situation a été le résultat de la conjugaison d'un certain nombre de facteurs plus ou moins objectifs, ayant trait d'un part, à la conception de la composante et, d'autre, aux capacités limitées de l'UPLC, avec en particulier:
4. Le caractère relativement complexe du projet qui s'articule essentiellement sur des activités nouvelles ou « quasi-pionnières » dans le contexte de la zone du projet nécessitant des efforts substantiels de préparation, en particulier en ce qui concerne la définition des spécifications techniques et/ou des termes de référence pour les études et les activités d'appui technique et/ou scientifique;
5. Les retards enregistrés dans la mise en place de l'unité de coordination de la composante du FEM qui est associé au fait que l'UPLC s'est trouvée quasi-entièrement accaparée par l'administration des autres composantes du PDAI II. Ces retards ont été par ailleurs amplifiés davantage par les effets des événements de l'après 14 janvier 2011;
6. La prise en compte d'une manière insuffisante de la GDT dans l'élaboration et l'accompagnement de la mise en œuvre des PDPs tels qu'effectuées par les bureaux d'études; cette situation se trouve exacerbée par les capacités limitées de l'UPLC pour d'assurer un contrôle et un suivi efficaces des prestations des bureaux d'études.

Produits et réalisations de la composante du FEM

7. La mise en œuvre de la composante du FEM a été conçue pour assurer une intégration de l'aménagement durable des terres et la promotion des méthodes et outils de participation, de coordination intersectorielle et de planification locale et régionale, ainsi que pour mettre en place un dispositif de suivi-évaluation de la dégradation des terres.
8. A ce jour la composante a accusé un retard notable entre la date de mise en vigueur de l'accord du Don et le démarrage effectif de ses activités, quoique certaines activités éparses aient été déjà initiées.
9. En mars 2011 le FIDA a dépêché une mission d'appui au projet en vue de l'élaboration d'un PTBA pour la période 2011-2012 (18 mois), d'un manuel des procédures pour la mise en œuvre de la composante, ainsi que des termes de référence du Coordinateur Régional du FEM et ceux de l'assistant financier. Les résultats de cette mission ont été présentés et discutés lors de la réunion du Comité Régional de Suivi du projet, tenue à Siliana le 29 juin 2011. La discussion du PTBA a révélé la nécessité de compléter les PDP déjà réalisés et/ou en cours d'élaboration, afin de ressortir les

activités dédiées à la Gestion Durable des Terres qui n'apparaissaient pas systématiquement en tant que telles dans les PDPs.

10. Les principales réalisations physiques et institutionnelles de composante du FEM à la date de la mission sont compilées dans l'appendice 1 ci-après et peuvent être résumées dans ce qui suit:

Politique de renforcement et cadres de planification pour l'intégration de la GDT

11. Cette composante comporte 3 sous-composantes à savoir (i) le renforcement de l'environnement favorable, (ii) le renforcement institutionnel de la Gestion Durable des Terres et (iii) L'Intégration de la GDT à la planification et aux systèmes S&E au niveau local. Ces sous composantes sont étayées par 6 résultats distincts. A ce jour la composante n'a connu aucune réalisation concrète en dehors de la préparation d'une ébauche de termes de référence pour certaines activités. Néanmoins, il y a lieu de mentionner que des activités de la sous-composante (iii) relative à « l'intégration de la GDT dans la planification des systèmes de Suivi-évaluation au niveau local », nommément « le développement des Plans Locaux de Développement ou PDPs », a été réalisée sur les ressources du prêt du FIDA à l'instar des tous les PDP du PDAI II.

Intégration de la GDT aux activités agricoles

12. Cette composante comporte également 3 sous-composantes à savoir (i) l'investissement dans la GDT sur les terres cultivées, (ii) le regroupement des terres et (iii) la consolidation des investissements dans la CES. Ces sous composantes sont étayées par 5 résultats distincts. A ce jour la composante a connu un certain nombre de réalisations qui sont esquissées comme suit:

- Regroupement des terres: Lancement des opérations de remembrement des terres morcelées sur 1500 ha dans les secteurs de Chouarnia et Henchir Roumène;
- Consolidation des investissements dans la CES: Lancement des opérations de consolidation des ouvrages de CES sur environ 400 ha moyennant la plantation d'olivier.

Intégration de la GDT aux activités sylvo-pastorales

13. Cette composante comporte 3 sous-composantes à savoir (i) la promotion de systèmes communautaires et (ii) l'amélioration des terres de parcours dans les zones sylvo-pastorales de droit communautaire et (iii) le développement de micro entreprises. Ces sous composantes sont étayées par 4 résultats distincts. A ce jour ces 3 sous composantes n'ont connu aucune réalisation concrète en dehors des négociations préliminaires avec les partenaires institutionnels (Arrondissement des Forêts et OEP) pour la planification des activités des différentes sous-composantes.

Conservation de la biodiversité à Jebel Esserj

14. Cette composante comporte 2 sous-composantes à savoir (i) l'élaboration d'un plan de gestion participatif pour le parc national de Jebel Esserj et (ii) le renforcement des capacités pour la gestion du PN. Ces sous composantes sont étayées par 4 résultats distincts. A ce jour les réalisations de la composante ont porté sur:

- La construction de l'écomusée (en cours) sur le budget national;
- L'élaboration d'un plan de gestion participatif pour le parc national de Jebel Esserj: Mise en œuvre engagée (en cours);
- Renforcement des capacités pour la gestion du PN de Jebel Esserj: Mise en œuvre initiée à travers la préparation des termes de référence pour lancer la production de matériels de sensibilisation.

Gestion de la composante

15. La mise en œuvre de cette composante supplémentaire devrait permettre d'assurer une gestion intégrée du projet associant une planification et une mise en œuvre exemplaires des activités GDT et de biodiversité, ainsi qu'un suivi-évaluation efficace des réalisations et impacts en mesure de permettre les ajustements qui s'imposeraient en temps utile. A ce jour les réalisations de la composante ont porté sur:

- Le recrutement du coordinateur régional du FEM et de l'assistant financier en septembre 2012;

- L'initiation des procédures en vue d'acquérir les matériels et équipements requis pour le fonctionnement de l'unité de coordination.

Principaux problèmes:

- Insuffisance des effectifs du personnel de l'UPLC et retard accusé dans le recrutement du coordinateur régional du FEM (fin septembre 2012);
- Structure et présentation du contenu des PDP sont peu appropriées dans la mesure où ceux-ci ne distinguent pas systématiquement les activités de la composante du FEM de celles des autres composantes du PDAI II et ne permettent pas, par conséquent, d'avancer dans le sens de la réalisation et le suivi des activités spécifiques de la composante;
- Prémisses d'un conflit de fait entre le rôle du coordinateur du PDAI II et le coordinateur régional du FEM.
- Manque ou insuffisance de coordination interne de la mise en œuvre de la composante au sein du CRDA.
- Manque de cadres au niveau de la DGEQV/Ministère de l'Environnement qui soient dédiés à la gestion des activités de la composante (composantes 1 et 4) du FEM.

Mesures correctives/recommandations

Action approuvée	Responsables	Date convenue
Donner toute la latitude au coordinateur du FEM afin de lui permettre de remplir pleinement ses attributions dans les limites dispositions prévues dans le Document de projet et les PTBAs adoptés.	Coordinateur national, Coordinateur UPLC	Continue
Constituer un groupe de travail technique autour des thèmes relatifs à la GDT représentant les départements techniques concernés du MA et du ME pour contribuer à l'élaboration des termes de référence des différentes études et consultations prévues et appuyer l'UPLC et la cellule d'exécution du projet au sein du ME dans le pilotage des études en question	Coordinateur national du PDAI II, Coordinateur de l'UPLC et coordinateur régional du FEM	Continue
Accélérer le rythme de réalisation des différentes sous-composantes, notamment celles relatives à l'introduction des Bonnes Pratiques Agricoles, des techniques spécifiques de la GDT, de la biodiversité et des techniques d'adaptation aux CC, etc. (Sous-composante 2.1)	Coordinateur régional du FEM	Dans les meilleurs délais
Assurer une intégration systématique des activités appropriées de GDT au niveau d'un nombre limité de PDP (6) chaque année et ce moyennant: La réalisation d'enquêtes complémentaires au niveau des secteurs d'intervention (10% des exploitants); L'élaboration d'une typologie des exploitations/systèmes de production; La conduite d'un diagnostic des techniques de production et identification d'actions GRN spécifiques et ciblées (techniques douces de CES, agriculture de conservation, changement d'utilisation des terres, conservation de la biodiversité agricole, etc.); L'intégration des actions identifiées dans les PDP et CPAs concernés.	Coordinateur régional du FEM avec l'appui de l'UPLC (cellule de planification)	Dans les meilleurs délais
Prévoir sur le budget du FEM un appui extérieur ponctuel à la planification et au suivi de la mise en œuvre de la sous-composante 1.1, notamment en ce qui concerne la mise en place d'un système de Gestion des Connaissances intégrant la GDT et la modernisation/perfectionnement du système national de S&E environnementale	Coordinateur national du PDAI II et DGEQV/ME	Dans les meilleurs délais

Performance de l'exécution du projet

Gestion de la composante: Jusqu'à la date de la revue à mi-parcours l'unité de coordination du FEM demeure peu opérationnelle en raison d'une part, de la mise en place tardive de son personnel et l'absence de moyen de fonctionnement et, d'autre part, en l'absence probable d'une vision claire pour la conduite des activités de la composante ou d'un programme de travail actualisé dans la mesure où le BTBA préparé en 2011 est devenu caduque. En effet, peu d'activités concrètes ont pu être entamées ou préparées au cours du dernier trimestre 2012 ce qui permet de penser que le coordinateur du FEM n'est pas tout à fait établi dans son poste et responsabilisé dans ses attributions, ainsi que de pressentir l'existence d'un certain blocage.

Suivi-évaluation: Il est prévu dans le cadre de la composante du FEM que le système de suivi-évaluation informatisé établi dans le cadre du PDAI II soit ajusté et adapté afin d'intégrer le suivi-évaluation des activités de la dite composante et tenir compte de sa spécificité. Cependant depuis début 2011, ce système n'est plus fonctionnel pour des raisons techniques et nécessite une remise en état de fonctionnement avant d'être ajusté. Néanmoins, compte tenu de l'état d'avancement limité de la mise en œuvre de la composante un premier rapport semestriel d'avancement a pu être préparé en juin 2012.

Efficacité du ciblage: Étant donné que la composante du FEM intervient dans les mêmes zones que les trois premières composantes du PDAI II, le ciblage des zones d'intervention et des bénéficiaires se trouve, du moins à ce stade d'avancement, en conformité avec la démarche du FIDA qui adopte les trois niveaux de ciblage, à savoir (i) le ciblage géographique, (ii) le ciblage intra-communautaire et (iii) l'adéquation de l'offre de services aux moyens d'existence des ménages les plus défavorisés. Un tel ciblage, bien que réfléchi, ne semble pas avoir pris en considération les objectifs spécifiques de la composante du FEM; c'est du moins ce que fait apparaître la lecture des PDPs et des CPAs. En effet la spécificité de la composante du FEM permet de suggérer que la démarche du FIDA en matière de ciblage aurait pu être complétée par un ciblage « thématique » si l'on peut ainsi dire.

Aspects fiduciaires

Gestion financière

La gestion financière a été assurée jusqu'à présent par l'UPLC qui dispose de toutes les informations nécessaires et utiles concernant tous les marchés cofinancés par le FEM.

Décaissements

Sur les ressources du FEM, gérées par le FIDA, uniquement 500.000 \$US ont été décaissés depuis la mise en vigueur de l'accord de don, soit 10% du montant total du don contre 40% de la durée écoulée du projet. A la date de la mission le montant engagé représente 46% des décaissements.

Fonds de contrepartie.

Passation de marchés.

Audit

Le premier exercice d'audit de la composante du FEM effectué en octobre 2012 porte sur l'année 2011. Ce rapport ne fait état d'aucune utilisation des ressources du don au cours de 2011 et mentionne que la non utilisation des ressources se trouve corroborée, d'après les responsables du projet, par le fait que « la première année a été dédiée à la mise en place de l'unité de coordination du projet et l'organisation des réunions de démarrage, de sensibilisation et de la préparation des dossiers d'appels d'offres ». C'est ainsi que l'équipe d'audit a eu à inviter les gestionnaires du projet à respecter le planning de réalisation des différentes activités du projet et ce afin d'assurer une meilleure utilisation des ressources du don.

Mesures correctives/recommandations

Action approuvée	Responsables	Date convenue
Négocier avec les BE fournissant l'Appui à la mise en œuvre des PDPs l'adoption d'un format standard unifié pour les rapports d'activité afin de faciliter le suivi par l'UPLC	Coordinateur national, Coordinateur UPLC et coordinateur régional du FEM	Dans les meilleurs délais
Renforcer le suivi et la supervision de l'appui fourni dans le cadre des prestations des BE en assurant une représentation systématique de l'UPLC dans les séances de travail avec les groupes de bénéficiaires (CDI, GDA, etc..) et les sessions de formation	Coordinateur national du PDAI II, Coordinateur de l'UPLC et coordinateur régional du FEM	Continue
Programmer une séance de travail mensuelle durant le premier trimestre 2013 au niveau de l'UPLC et de l'unité de coordination du FEM: Cette séance de travail devrait permettre d'assurer la supervision et le suivi en temps voulu de la préparation et de la programmation détaillée des PTBA, ainsi que donner un appui raisonné à l'unité de coordination du FEM.	Coordinateur national du PDAI II	Fin janvier 2013; Fin février 2013; fin mars 2013.
Idem durant le dernier trimestre de chaque année.	Coordinateur national du PDAI II	Mi-octobre, mi-novembre et mi-décembre de chaque année.

Conclusion

Deux ans après la mise en vigueur de la composante du FEM, soit 40% de la durée du projet écoulée, très peu d'activités ont été initiées et aucune réalisation n'a pu être concrétisée. En effet le rythme d'exécution sur le terrain du PDAI II dans sa globalité semble avoir été largement affecté, au cours de la période 2011-2012, par les perturbations sociales subséquentes aux événements du 14 janvier 2011. C'est ainsi que le niveau de décaissement sur les ressources du FEM n'avait pas évolué depuis le premier décaissement de janvier 2011 portant sur 10% des ressources du don.

Dans une tentative de rattraper les retards enregistrés et parvenir à mobiliser effectivement les ressources du don dans la limite de la durée contractuelle qui reste à endurer par le projet, soit 3 ans, et tout en restant dans l'esprit des objectifs spécifiques de la composante du FEM, la mission a souligné la nécessité de:

- simplifier certaines sous composantes et réviser à la baisse leurs résultats quantitatifs tout en restant dans le cadre des objectifs spécifiques de la composante du FEM. Une telle simplification concernera (a) la sous composantes 1.2.1 relative au perfectionnement des systèmes de vulgarisation et de connaissance sur la GDT; (b) la sous composante 2.1.1 relative aux tests de démonstration avec la formation des agriculteurs en matière de GDT et options de gestion et (c) la sous composantes 3.1.1 relative aux outils et systèmes. Les détails de ces simplifications sont attachés à l'appendice 2 portant sur la planification des activités du projet jusqu'à son achèvement.
- réviser à la baisse certains résultats quantitatifs, notamment en ce qui concerne le nombre de secteurs d'intervention ou de PDPs à couvrir par les activités de la composante, au profit d'autres résultats plus probants;
- réaffecter les ressources du don entre les différentes composantes: il s'agit notamment des ressources initialement dédiées aux activités déjà entreprises sur le prêt du FIDA (élaboration des PDP) et celles découlant de la simplification de certaines sous composantes qui gagneraient à être affectées à la composante 4 relative à la conservation de la biodiversité dans le Jebel Esserj, ce qui permettrait de parfaire les aménagements du Parc National moyennant la confection d'un voie d'accès appropriée (2 km de piste).
- accélérer le rythme des réalisations surtout que l'unité de coordination de la composante est actuellement en mesure d'être opérationnelle.

Annexe 3: Progrès accomplis dans la mise en œuvre de la composante D (Liste des produits et résultats de la composante D).

OBJECTIFS/Résultats Principaux		Rapport d'évaluation	PTBA 2011	PTBA 2012 (6 mois)	Réalisations au 31/12/12
COMPOSANTE/SOUS COMPOSANTE/Résultats partiels					
Objectif 1: ADOPTION D'UNE PLANIFICATION DE L'UTILISATION DES TERRES ET D'UNE GESTION AMELIOREE DES EAUX					
<i>Résultat 1: Renforcement des cadres politiques et de planification pour l'intégration de la GDT</i>		X			
COMPOSANTE 1: POLITIQUE DE RENFORCEMENT ET CADRES DE PLANIFICATION POUR L'INTÉGRATION DE LA GDT					
1.1 SOUS-COMPOSANTE 1.1: RENFORCEMENT DE L'ENVIRONNEMENT FAVORABLE					
A. Résultat 1.1.1 : Une ou deux propositions pour les amendements sur les barrières à la GDT, développées et reconnues au niveau politique.			x		Non réalisé
B. Résultat 1.1.2 : Un système de Gestion des Connaissances opérationnel au niveau de la zone du projet, qui soit en accord avec le MENARID			x	x	Non réalisé
C. Résultat 1.1.3 : Un Système National de S&E environnementale intégrant la Gestion Durable des Terres et la Biodiversité, avec de l'information facile à comprendre			x	x	Non réalisé
1.2 SOUS-COMPOSANTE 1.2: RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE LA GESTION DURABLE DES TERRES					
D. Résultat 1.2.1 : Les capacités des opérateurs du CRDA, des ONGs et des Communautés de base, renforcées.				x	Non réalisé
1.3 SOUS-COMPOSANTE 1.3 : INTEGRATION DE LA GDT A LA PLANIFICATION ET AUX SYSTEMES S&E AU NIVEAU LOCAL					
E. Résultat 1.3.1 : Les activités de GDT sont prises en compte et intégrées dans les Plans de Développement Locaux ou Participatifs (PDL ou PDP).			x	x	Non réalisé
F. Résultat 1.3.2 : Les activités de GDT et les données y relatives sont intégrées au système S&E du PDAI II.			x	x	Non réalisé
Objectif 2: AUGMENTATION DES INVESTISSEMENT GDT DANS LES DOMAINES PRODUCTIFS					
<i>B. Résultat 2: GDT intégré aux activités agricoles</i>		X			
COMPOSANTE 2: INTEGRATION DE LA GDT AUX ACTIVITES AGRICOLES					
2.1 SOUS-COMPOSANTE 2.1 : INVESTISSEMENTS DANS LA GDT SUR LES TERRES CULTIVEES					
A. Résultat 2.1.1 : Environ 5500 agriculteurs sont formés intensivement sur les BPA, les techniques spécifiques de la GDT, la BD et les techniques d'adaptation aux CC,			x	x	Non réalisé
B. Résultat 2.1.2 : Les BPA, les pratiques de GDT et de conservation de la BD, ainsi que les techniques d'adaptation aux CC, adoptées par les agriculteurs et réalisés					Non réalisé
2.2 SOUS-COMPOSANTE 2.2 : REGROUPEMENT DES TERRES					
C. Résultat 2.1.2: Des exploitations favorables à une application efficiente de la GDT : 1500 ha de terres agricoles morcelées sont remembrés (environ 300 ménages)			x	x	En cours
2.3 SOUS-COMPOSANTE 2.3 : CONSOLIDATION DES INVESTISSEMENTS DANS LA CES					
D. Résultat 2.3.1 : Les ouvrages de CES consolidés par la plantation d'espèces fruitières rustiques sur environ 1600 ha (300 exploitations)			x	x	Part. réalisé
E. Résultat 2.3.2 : Les meilleures pratiques de CES et d'agriculture de conservation sont récompensées				x	Non réalisé
<i>C. Résultat 3: Intégration de la GDT aux activités sylvo-pastorales</i>					
COMPOSANTE 3: INTEGRATION DE LA GDT AUX ACTIVITES SYLVO-PASTORALES					
3.1 SOUS-COMPOSANTE 3.1 : PROMOTION DE SYSTEMES COMMUNAUTAIRES					
A. Résultat 3.1.1 : Des systèmes de gestion durable des terres sylvo-pastorales touchant 7500 ménages d'éleveurs ou agro-pasteurs, sont identifiés et adoptés			x	x	Non réalisé
3.2 SOUS-COMPOSANTE 3.2 : AMELIORATION DES TERRES DE PARCOURS DANS LES ZONES SYLVO-PASTORALES DE DROIT COMMUNAUTAIRE					
B. Résultat 3.2.1 : Environ 500 ha de parcours forestier de droit communautaire, sont améliorés et gérés d'une manière durable			x	x	Non réalisé
C. Résultat 3.2.2: La productivité de 4 pépinières spécialisées, est améliorée pour produire des plants fourragers			x	x	Non réalisé
3.3 SOUS-COMPOSANTE 3.3 : DEVELOPPEMENT DE MICRO-ENTREPRISES					
D. Résultat 3.3.1: Création d'au moins 5 micro-entreprises .					

OBJECTIFS/Résultats <i>Principaux</i>		Rapport d'évaluation	PTBA 2011	PTBA 2012 (6 mois)	Réalisations au 31/12/12
	COMPOSANTE/SOUS COMPOSANTE/Résultats partiels				
Objectif 3: RENFORCEMENT DE LA PROTECTION D'ECOSYSTEMES MONTAGNEUX SYLVO-PASTORAUX					
	<i>D. Résultat 4: Conservation de la biodiversité à Jbel Esserj</i>	X			
	COMPOSANTE 4: CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE A JEBEL ESSERJ				
	4.1 SOUS-COMPOSANTE 4.1 ÉLABORATION D'UN PLAN DE GESTION PARTICIPATIF POUR LE PARC NATIONAL DE JEBEL ESSERJ				
	A. Résultat 4.1.1 : Plan de gestion du Parc national, élaboré d'une manière participative.		x	x	En cours
	4.2 SOUS-COMPOSANTE 4.2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES				
	B. Résultat 4.2.1 : Capacités du personnel du PN de Jebel Esserj, renforcée			x	Non réalisé
	C. Résultat 4.2.2 : Système de S&E du PN, développé et opérationnel	X	x	x	Non réalisé
	D. Résultat 4.2.3 : Documents d'information et de sensibilisation sur le PN de Jebel Esserj, élaborés, publiés et diffusés			x	Non réalisé
Objectif complémentaire: GARANTIE DE LA REALISATION DES OBJECTIFS ET DES BUTS DU PROJET EST CONTINUE DES ACTIVITES EN MATIERE DE GDT					
	<i>E. Résultat 5: Gestion intégrée du projet</i>	X			
	COMPOSANTE 5: GESTION DU PROJET				
	A. Résultat 5.1 : Atelier de démarrage du projet, préparé et réalisé avec succès		x		Non réalisé
	B. résultat 5.2: L'unité de gestion du projet FEM est opérationnelle				
	iv. Recrutement d'un coordinateur FEM qui sera attaché au projet sur place		x		Réalisé en 2012
	v. Recrutement d'un fonctionnaire financier qui sera attaché au coordinateur sur place		x		Réalisé en 2012
	vi. Installation des bureaux de la coordination du projet FEM et acquisition des matériels et équipements prévus pour le bon fonctionnement de l'UC du projet		x		En cours
	C. Résultat 5.3 : Le rapport S&E explicitant les progrès du projet en termes de GDT et BD			x	Non réalisé

Annexe 4: Planification des activités jusqu'à l'achèvement du projet

La planification des activités jusqu'à l'achèvement du projet a été effectuée sur la base des conclusions et recommandations générales de la mission pour la composante du FEM. Cette planification est échelonnée sur 3 ans et est présentée sous la forme d'un tableau illustrant un programme de travail par Objectif/résultat/activité et par composante/sous composante, programme qui est assorti d'un budget annuel (Cf. tableau 1 ci-après).

Dans ce qui sont résumés les simplifications et modifications apportées aux différentes sous composantes et activités pour refléter l'esprit des conclusions de la mission.

Composante 1: Politique de renforcement et cadres de planification pour l'intégration de la GDT

Sous composante: Renforcement de l'environnement favorable

Résultat: Une ou deux propositions pour les amendements sur les barrières à la GDT, développées et reconnues au niveau politique.

La mission est d'avis que les ressources initiales prévues pour l'activité relative à ce résultat sont surestimées et ont été réduites en conséquence à 20000 \$EU. En outre une ébauche de termes de référence a été préparée.

Par ailleurs, il a été recommandé dans le cadre du PTBA 2011-2012 que la gestion de cette activité soit confiée à la DGEQV/ME.

Résultat: Un système de Gestion des Connaissances opérationnel au niveau de la zone du projet, qui soit en accord avec le MENARID.

Résultat: Un Système National de S&E environnemental intégrant la Gestion Durable des Terres et la Biodiversité, avec de l'information facile à comprendre

Pour la réalisation des activités relatives à ce résultat, la mission a prévu d'octroyer une assistance technique ponctuelle à la DGEQV à travers le recrutement d'un consultant approprié pour un budget temps déterminé réparti selon les besoins. Le consultant appuiera la DGEQV dans l'élaboration des termes de référence des études, le suivi et la supervision des études prévues, la réception et de la mise en place des différents produits (systèmes).

Sous composante: Renforcement institutionnel de la Gestion Durable des Terres

Résultat: Les capacités des opérateurs du CRDA, des ONGs et des Communautés de base, renforcées

Il est proposé de simplifier les activités relatives à ce résultat:

En retenant à priori les thèmes les plus pertinents par rapport aux objectifs de la composante tels que

- les changements climatiques,
- la gestion durable des terres,
- la conservation et la valorisation durable de la biodiversité et
- la gestion intégrée des ressources en eau;

En procédant au recrutement simultané de 4 consultants individuels de haut niveau spécialisés qui maîtrisent ces thèmes, qui assureront d'une manière coordonnée par le projet, chacun en ce qui concerne:

- L'identification des besoins en formation des différents groupes cibles par rapport à ces différents thèmes;
- La préparation de modules de formation, et
- La programmation et la conduite des sessions de formation.

En prévoyant un appui éventuel aux experts formateurs par un expert en communication qui participera aux sessions de formation en tant que facilitateur/animateur.

Sous composante: Intégration de la GDT à la planification et aux systèmes S&E au niveau local

Résultat: Les activités de GDT sont prises en compte et intégrées dans 15 Plans de Développement Locaux ou Participatifs (PDL ou PDP).

Les activités initiales relatives à ce résultat n'ont plus leur raison d'être car les PDP ont été tous préparés sur le prêt du FIDA, sans toutefois intégrer d'une manière systématique la GDT. A cet effet et compte tenu des retards enregistrés au niveau de la mise en œuvre de la composante, il est proposé de choisir une quinzaine de secteurs ou PDP sur lesquels les efforts de la composante du FEM vont être focalisés au cours de la période qui reste à endurer pour le projet (2013-2015). Pour le choix des secteurs d'intervention, il est recommandé de se baser sur un certain nombre de critères objectifs tels que (i) l'étage bioclimatique, (ii) l'état de dégradation des terres (iii) le paysage agraire et/ou la situation géomorphologique, etc..

L'intervention dans ces secteurs nécessitera les activités préliminaires suivantes:

- La conduite d'une enquête technico-économique sur un échantillon approprié d'exploitants (agriculteurs et agro-pasteurs) portant sur 10 à 15% de la population des exploitants;
- L'analyse des données collectées pour l'élaboration d'une typologie des exploitations;
- La conduite d'un diagnostic participatif axé sur les systèmes de culture et d'élevage, les pratiques agricoles et agro-pastorales en vigueur, la biodiversité locale, etc., et ce afin d'évaluer les avantages, les inconvénients, les potentialités et les menaces;
- L'identification des bonnes pratiques à encourager et à promouvoir dans le cadre de la composante du FEM et des voies et moyens pour ce faire;
- La révision des PDPs et des CPAs y relatifs en vue d'y intégrer des paquets d'actions visant à vulgariser et à promouvoir des bonnes pratiques identifiées. De telles pratiques s'articuleront autour de:
 - L'agriculture de conservation;
 - La conservation et la valorisation de la biodiversité locale;
 - L'agriculture organique ou l'agriculture biologique;
 - L'adaptation aux changements climatiques;
 - Le changement de l'utilisation des terres;

Toute autre bonne pratique traditionnelle qui aurait été identifiée.

Ces activités préliminaires seront conduites par la coordination de la composante du FEM avec l'appui éventuel d'une assistance technique extérieure par le biais de consultants.

Ainsi, il est proposé que 15 secteurs (ou PDPs) soient concernés dont 7 en 2013 et 8 en 2014.

Résultat 1.3.2: Les activités de GDT et les données y relatives sont intégrées au système S&E du PDAI II.

Il est proposé de lancer les activités relatives à ce résultats le plus tôt possible et ce afin de:

- Remettre en l'état du système informatique de suivi-évaluation du PDAI II dans son ensemble;
- Apporter les modifications requises en vue d'adapter le système aux besoins de suivi-évaluation de la composante du FEM;
- Assurer l'entretien et la maintenance du système au cours des années suivantes afin de garantir son bon fonctionnement jusqu'à l'achèvement du projet.

A cet effet il sera nécessaire de contracter le prestataire qui a conçu le système de suivi-évaluation existant.

Composante 2: Intégration de la GDT aux activités agricoles

Sous-composante: Investissements dans la GDT sur les terres cultivées

Résultat: Environ 600 agriculteurs sont formés intensivement sur les bonnes pratiques agricoles (BPA), les techniques spécifiques de la GDT, la conservation biodiversité et les techniques d'adaptation aux changements climatiques, etc.

Pour les mêmes raisons évoquées plus haut, il est proposé dans le cadre de cette sous-composante de:

- Réviser les résultats initiaux à la baisse, notamment en ce qui concerne le nombre de bénéficiaires à toucher. A cet effet il est proposé que seuls 12 à 15 groupes d'une dizaine d'agriculteurs soient concernés par ce résultat et ce pour les différentes pratiques de GDT;
- Limiter les techniques de la GDT à vulgariser et à promouvoir (i) aux techniques de l'agriculture organique ou biologique (ii) aux techniques de l'agriculture de conservation, (iii) aux pratiques de conservation et de valorisation de la biodiversité locale et (iv) aux techniques d'adaptation aux changements climatiques.

Dans la pratique il est proposé de:

- Préparer et mettre en œuvre 4 programmes de test et de démonstration des pratiques de GDT respectivement pour les techniques susmentionnées et ce moyennant des conventions avec des institutions spécialisées appropriées de l'IRESA tout en associant les services de vulgarisation du CRDA;
- Conduire une formation sur le tas des agriculteurs en s'appuyant sur les programmes de test et de démonstration mis en place.

Résultat: Les Bonnes Pratiques Agricoles, les pratiques de GDT et de conservation de la BD, ainsi que les techniques d'adaptation aux CC, adoptées par les agriculteurs et réalisés

Les activités relatives à ce résultat porteront notamment sur l'appui aux agriculteurs en vue d'adopter et développer les techniques et pratiques de la GDT ayant fait l'objet de démonstration et de formation, sur leurs exploitations.

D'un point de vue pratique il est proposé qu'un tel appui soit canalisé par le biais des institutions contractées pour la conduite des programmes de démonstration et de formation;

Sous-composante: Regroupement des terres

Résultat: Des exploitations favorables à une application efficiente de la GDT: il est attendu que 300 ha de terres agricoles morcelées soient remembrés (environ 600 ménages)

En raison du succès et de l'acceptabilité des résultats de cette sous-composante qui a suscité l'intérêt de nombreux bénéficiaires potentiels, il est proposé que cette sous-composante soit consolidée davantage en portant les superficies à remembrer à 3000 ha pour toucher environ 600 ménages.

Composante 3: intégration de la GDT aux activités sylvo-pastorales

Sous-composante: Promotion de systèmes communautaires

Résultat: Des systèmes de gestion durable des terres sylvo-pastorales touchant 250 ménages d'éleveurs et/ou agro-pasteurs, sont identifiés et adoptés

Les activités relatives à ce résultat étaient axées sur la mise en place de systèmes de gestion des terres sylvo-pastorales collectives. Cependant, en l'absence de terres de parcours collectifs, il est proposé de:

- Retenir au maximum deux zones ou secteurs d'intervention situés dans des étages bioclimatiques différents et présentant un potentiel notable en terres de parcours privés en mesure d'être aménagés et gérés pour servir de support à un développement communautaire soutenu;
- Limiter les interventions du projet à une superficie d'un millier d'ha de terres de parcours privés répartis entre ces deux secteurs de manière à constituer une masse d'intervention critique;

- Conduire, au niveau de ces zones, un certain nombre d'activités tests techniques de GDT qui serviront pour la démonstration et la formation sur le tas des agro-pasteurs (techniques de régénération, techniques d'exploitation, valorisation des sous-produits, calendrier d'affouragement, bilans fourrager, etc.);

Appuyer la mise en place de systèmes de gestion durable (GDA ou SMSA) de ces zones qui s'articuleraient autour:

- du développement d'activités en amont et en aval de l'exploitation (approvisionnement, santé animale, collecte et commercialisation de produits, etc.);
- de la valorisation de terres de parcours ainsi aménagées pour la production éventuelle de semences et graines fourragères.

Sous-composante: Amélioration des terres de parcours dans les zones sylvo-pastorales de droit communautaire

Résultat: Environ 500 ha de parcours forestier de droit communautaire, sont améliorés et gérés d'une manière durable (Rien à signaler)

Sous-composante: développement de micro-entreprises

Résultat: Création d'au moins 5 micro-entreprises

Les activités relatives à ce résultat seront déterminées par l'aboutissement des activités prévues le cadre des deux premières sous-composantes, notamment en ce qui concerne l'identification des opportunités de création d'éventuelles micro-entreprises ou d'appui à des micro-entreprises existantes.

Par ailleurs, il est proposé que les activités prévues soient élargies pour apporter un appui sous forme d'assistance technique, et ce en vue de consolider la durabilité des micro-entreprises et PME créées et/ou en cours dans le cadre de la composante 3 du PDAI II.

Composante 4: Conservation de la biodiversité à Jebel Esserj

Infrastructure éco-touristique du PN de Jebel esserj

La topographie du site de Jebel Esserj est telle que les difficultés d'accès aux infrastructures d'accueil du parc qui est en cours d'aménagement, constituent et continueront probablement à constituer une contrainte majeure pour sa valorisation d'une manière durable. En outre, cette topographie rend nécessaire un minimum d'aménagement pour la protection des infrastructures d'accueil contre les risques d'érosion et d'éboulement. A cet effet la mission a jugé nécessaire de prévoir un aménagement approprié et durable de la voie d'accès principale sur une distance de 2 km ainsi que l'étude et la mise en place d'un certain ouvrages de protection des infrastructures écotouristiques et des espaces connexes.

Composante 5: Gestion du Projet

Résultat: Atelier de démarrage du projet, préparé et réalisé avec succès

Ce résultat et les activités y relatives sont devenus caduques et ont été donc supprimés.

Résultat: L'unité de gestion du projet FEM est opérationnelle

Pour les activités relatives à ce résultat deux nouveaux éléments ont été introduits: le premier porte sur une provision pour le fonctionnement de l'unité de coordination et le seconde porte sur une provision pour une assistance technique extérieur à l'unité de coordination besoins.

Planification des activités jusqu'à l'achèvement du projet: Objectif 1

Résultat		Quantités physiques					Coût					Budget initial	Engagement au 31/12/12	Solde		
COMPOSANTE	Activités	Unité	2013	2014	2015	Total	Prix unitaire	2013	2014	2015	Total					
Objectif 1: ADOPTION D'UNE PLANIFICATION DE L'UTILISATION DES TERRES ET D'UNE GESTION AMELIOREE DES EAUX																
Résultat 1: Renforcement des cadres politiques et de planification pour l'intégration de la GDT																
COMPOSANTE 1: POLITIQUE DE RENFORCEMENT ET CADRES DE PLANIFICATION POUR L'INTÉGRATION DE LA GDT																
1.1 SOUS-COMPOSANTE 1.1: RENFORCEMENT DE L'ENVIRONNEMENT FAVORABLE																
A. Résultat 1.1.1 : Une ou deux propositions pour les amendements sur les barrières à la GDT, développées et reconnues au niveau politique.																
i. Préparation des TdR et d'un dossier de consultation pour une étude de l'adaptation de l'environnement institutionnel																
ii. Conduite de l'étude (Consultation) sur l'adaptation de l'environnement institutionnel en vue d'intégrer la GDT et la Biodiversité																
B. Résultat 1.1.2 : Un système de Gestion des Connaissances opérationnel, qui soit en accord avec le MENARID																
i. Préparation des TdR et recrutement d'un consultant d'appui à la DGEQV pour la mise en œuvre de la sous-composante 1.1																
ii. Préparation des TdR et d'un DAO pour l'étude de la conception du système de gestion des connaissances sur la GDT																
Conduite de l'étude sur la Conception du système de gestion des connaissances sur la GDT (Observatoire de la GDT: bases de données, site WEB et réseaux)																
iv. Mise en place, test et fonctionnement du système au niveau du projet (CRDA)																
v. Campagne d'information et de sensibilisation																
C. Résultat 1.1.3 : Un Système National de S&E environnementale intégrant la Gestion Durable des Terres et la Biodiversité																
i. Préparation des TdR et du CC pour l'étude de la modernisation et du perfectionnement du système national de S&E environnementale																
ii. Conduite de l'étude de la modernisation et du perfectionnement du système national de S&E environnementale																
iii. Mise en place et test du système au niveau du Gouvernorat de Siliana et établissement de liens avec d'autres régions																
1.2 SOUS-COMPOSANTE 1.2: RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL DE LA GESTION DURABLE DES TERRES																
D. Résultat 1.2.1 : Les capacités des opérateurs du CRDA, des ONGs et des Communautés de base, renforcées.																
Préparation des TdR pour les consultants pour la formation (Gestion Durable des Terres, Changements climatiques, Biodiversité, gestion intégrée des ressources en eau, animation)																
ii. Réalisation des formations par des consultants individuels (1 consultant par thème + 1 animateur):																
- Recrutement des consultants et programmation des formations																
- Formation des Opérateurs du CRDA																
- Formation des ONGs																
- Formation des Communautés de base: GDA, CDI, etc...																
iii. Formation sur le tas des opérateurs du CRDA (Voyage d'études pour 5 cadres)																
1.3 SOUS-COMPOSANTE 1.3 : INTÉGRATION DE LA GDT A LA PLANIFICATION ET AUX SYSTEMES S&E AU NIVEAU LOCAL																
E. Résultat 1.3.1 : Les activités de GDT sont prises en compte et intégrées dans PDP.																
i. Identification et Choix de 15 secteurs d'intervention/PDP																
ii. Assistance technique ponctuelle pour l'intégration des activités de GDT dans les PDP																
iii. Réalisation des études spécifiques identifiées																
iv. Revue participative multisectorielle annuelle																
v. Equipement de laboratoire pour analyse du sol																
F. Résultat 1.3.2 : Les activités de GDT et les données y relatives sont intégrées au système S&E du PDAI II.																
i. Étude et adaptation du système S&E de l'IADP-II																
ii. Test, mise en route, formation des utilisateurs et opération du système de S&E/entretien																
SOUS TOTAL COMPOSANTE 1																

Activité/éléments supprimés

Activités/éléments nouveaux

Planification des activités jusqu'à l'achèvement du projet: Objectif 2

Résultat	Quantités physiques					Coût				Budget initial	Engagement au 31/12/12	Solde
COMPOSANTE	Unité	2013	2014	2015	Total	Prix unitaire	2013	2014	2015			
Activités												
Objectif 2: AUGMENTATION DES INVESTISSEMENT GDT DANS LES DOMAINES PRODUCTIFS												
B. Résultat 2: GDT intégré aux activités agricoles												
COMPOSANTE 2: INTEGRATION DE LA GDT AUX ACTIVITES AGRICOLES												
2.1 SOUS-COMPOSANTE 2.1 : INVESTISSEMENTS DANS LA GDT SUR LES TERRES CULTIVEES												
A. Résultat 2.1.1 : Environ 600 agriculteurs sont formés intensivement sur les BPA, les techniques spécifiques de la GDT, la BD et les techniques												
i. Elaboration, mise en place et conduite de tests de démonstration en matière gestion intégrée des ravageurs	Etude et assistance techn	0	0	0	0	35000	0	0	0	0	90000	90000
ii. - Formation et appui aux agriculteurs pour la promotion des techniques de gestion intégrée des ravageurs	Groupe d'agriculteurs	0	0	0	0	1000	0	0	0	0	120000	120000
iii. Elaboration et mise en œuvre d'un programme de promotion de l'agriculture biologique dans la zone du projet	Etude et assistance techn	0,6	0,2	0,2	1	25000	15000	5000	5000	25000	200000	175000
- Formation et appui aux agriculteurs pour la promotion de l'agriculture biologique	Groupe d'agriculteurs	5	10	15	30	750	3750	7500	11250	22500	0	-22500
iv. Préparation et appui à la mise en œuvre d'un programme de démonstration et de développement de la conservation de la biodiversité locale	Etude et assistance techn	0,6	0,2	0,2	1	15000	9000	3000	3000	15000	300000	285000
- Formation et appui aux agriculteurs pour la promotion de la conservation de la biodiversité locale	Groupe d'agriculteurs	5	10	10	25	750	3750	7500	7500	18750	0	-18750
v. Préparation d'un programme d'essais pour la démonstration des techniques de l'agriculture de conservation	Etude et assistance techn	1	0	0	1	10000	10000	0	0	10000	150000	140000
- Formation et appui aux agriculteurs pour la promotion des techniques de l'agriculture de conservation	Groupe d'agriculteurs	5	10	10	25	750	3750	7500	7500	18750	0	-18750
vi. Préparation d'un programme d'essais pour la démonstration des techniques d'adaptation aux CC (Bise-vent, changement utilisation des terres, ...)	Etude et assistance techn	1	0	0	1	20000	20000	0	0	20000	40000	20000
- Formation et appui aux agriculteurs pour la promotion des des techniques d'adaptation aux CC	Groupe d'agriculteurs	5	10	10	25	750	3750	7500	7500	18750	0	-18750
B. Résultat 2.1.2 : Les BPA, les pratiques de GDT et de conservation de la BD, ainsi que les techniques d'adaptation aux CC, adoptées par les agriculteurs et réalisés												
i. Appui à la vulgarisation et la promotion des BPA et des techniques spécifiques de la GDT, la BD, etc.		0	0	0		0	0	0	0	0	0	0
- Conservation de la Biodiversité locale	Ha	250	200	0	450	500	125000	100000	0	225000	0	-225000
- Agriculture organique/biologique	Ha	50	50	50	200	150	7500	7500	7500	22500	0	-22500
- Agriculture de conservation	Ha	300	600	600	1500	150	45000	90000	90000	225000	0	-225000
- Adaptation aux changements climatiques	Ha	25	50	50	125	350	8750	17500	17500	43750	0	-43750
2.2 SOUS-COMPOSANTE 2.2 : REGROUPEMENT DES TERRES												
C. Résultat 2.1.2: Des exploitations favorables à une application efficiente de la GDT : 1500 ha de terres agricoles morcelées sont remembrés (environ												
i. Identification des zones ou du collectif des exploitations à remembrer		0	0	0		0	0	0	0	0	0	0
ii. Planification et réalisation des activités de remembrement et conclusion des contrats avec les opérateurs concernés	Ha	0	1500	0	1500	120	0	180000	0	180000	180000	-120000
2.3 SOUS-COMPOSANTE 2.3 : CONSOLIDATION DES INVESTISSEMENTS DANS LA CES												
D. Résultat 2.3.1 : Les ouvrages de CES consolidés par la plantation d'espèces fruitières rustiques sur environ 1600 ha (300 exploitations)												
i. Programmation des actions de consolidation		0	0	0		0	0	0	0	0	0	0
ii. Réalisation des actions de consolidation des ouvrages	Ha	500	500	500	1500	237	118500	118500	118500	355500	320000	-85500
F. Résultat 2.3.2 : Les meilleures pratiques de CES et d'agriculture de conservation sont récompensées												
i. Préparation d'un cahier des charges pour l'adjudication de prix d'encouragement aux agriculteurs en matière de BPA		0	0	0		0	0	0	0	0	0	0
ii. Organisation d'un concours annuel pour l'adjudication de prix d'encouragement aux agriculteurs en matière de BPA	Concours	0	0	0	0	15000	0	0	0	0	60000	60000
iii. Analyse coût/bénéfice et rentabilité des activités de CES et de l'agriculture de conservation	Etude	1	0	0	1	25000	0	0	25000	25000	60000	35000
SOUS TOTAL COMPOSANTE 2												
							373750	551500	300250	1225500	1520000	170000
												1245000

Activité/éléments supprimés

Activités/éléments nouveaux

Planification des activités jusqu'à l'achèvement du projet: Objectif 2 (suite et fin)

Résultat		Quantités physiques					Coût				Budget initial	Engagement au 31/12/12	Solde														
COMPOSANTE	Unité	2013	2014	2015	Total	Prix unitaire	2013	2014	2015	Total																	
Objectif 2: AUGMENTATION DES INVESTISSEMENT GDT DANS LES DOMAINES PRODUCTIFS																											
C. Résultat 3: Intégration de la GDT aux activités sylvo-pastorales																											
COMPOSANTE 3: INTEGRATION DE LA GDT AUX ACTIVITES SYLVO-PASTORALES																											
3.1 SOUS-COMPOSANTE 3.1 : PROMOTION DE SYSTEMES COMMUNAUTAIRES																											
A. Résultat 3.1.1 : Des systèmes de gestion durable des terres sylvo-pastorales touchant 500 ménages d'éleveurs ou a																											
i. Identification de 2 zones d'intervention présentant un potentiel de terres de parcours privés																											
Préparation des ToR pour l'étude et l'appui (Accompagnement) à la création de 2 systèmes de GDT (2 GDA/SMSA) axés sur l'amélioration et la valorisation des zones sylvo-pastorales gérées par les familles/dans (? lots): Etude et appui à la mise en œuvre																											
ii. Conduite des études de la création et l'accompagnement de 2 systèmes de GDT (2 GDA/SMSA) dans les zones sylvo-pastorales retenues (plan de développement participatif et appui)																											
Etude et appui															1	1	0	2	25000	25000	25000	0	50000	50000	0		
iv. Réalisation de l'amélioration pastorale dans les zones retenues (Convention avec OEP)															Ha	0	500	550	1050	450	0	225000	247500	472500	0	-472500	
v. Appui matériel aux GDA/SMSA (investissement)															Forfait	0	2	0	2	50000	0	100000	0	100000	50000	-50000	
vi. Test et démonstration de techniques de GDT dans les zones sylvo-pastorales et formation sur le tas (Convention avec OEP)																0	0	0	0	0				0	0	0	
- Techniques d'amélioration pastorale et gestion des ressources pastorales: Mise en place de parcelles de démonstration															Parcelle	3	5	0	8	500	1500	2500	0	4000	0	-4000	
- Consolidation biologique des ouvrages de CES par des espèces pastorales: Mise en place de parcelles de démonstration															Parcelle	3	3	0	6	500	1500	1500	0	3000	0	-3000	
- Formation sur le tas des agro-pasteurs sur les techniques de GDT dans les zones sylvo-pastorales															Journée	6	6	6	18	500	3000	3000	3000	9000	0	-9000	
3.2 SOUS-COMPOSANTE 3.2 : AMELIORATION DES TERRES DE PARCOURS DANS LES ZONES SYLVO-PASTORALES DE DROIT																0	0	0	0	0				0	0	0	
B. Résultat 3.2.1 : Environ 500 ha de parcours forestier de droit communautaire, sont améliorés et gérés d'une manière durable																0	0	0	0	0				0	0	0	
i. Identification de zones sylvo-pastorales de droit communautaire et des communautés concernées																0	0	0	0	0				0	0	0	
Préparation des ToR pour une consultation relative à la préparation et l'appui à la mise en œuvre d'un plan d'aménagement participatif et de gestion de 500 ha de parcours de droit communautaire dans le cadre de la création d'un GDA																0	0	0	0	0				0	0	0	
ii. Conduite de la consultation pour la préparation et l'appui à la mise en œuvre d'un plan d'aménagement de gestion participative de 500 ha de parcours de droit communautaire dans le cadre de la création d'un GDA															Etude et appui	1	0	0	1	20000	20000	0	0	20000	0	-20000	
iii. Réalisation des aménagements (Parcelle, amélioration pastorale, points d'eau, etc.)															Ha	0	500	250	750	450	0	225000	112500	337500	565000	227500	
C. Résultat 3.2.2: La productivité de 4 pépinières spécialisées, est améliorée pour produire des plants fourragers																0	0	0	0	0				300000	300000	0	
x. Identification des besoins du projet (composante 3) en plants forestiers et fourragers																0	0	0	0	0				0	0	0	
xi. Identification des pépinières à renforcer																0	0	0	0	0				0	0	0	
xii. Elaboration et mise en œuvre d'un plan de réaménagements des pépinières et d'un programme de production des plants															Unité	2	2	0	4	37500	75000	75000	0	150000	150000	0	
3.3 SOUS-COMPOSANTE 3.3 : DEVELOPPEMENT DE MICRO-ENTREPRISES																0	0	0	0	0				0	0	0	
E. Résultat 3.3.2: Création d'au moins 5 micro-entreprises																0	0	0	0	0				0	0	0	
i. Identification des micro-entreprises existantes et/ou des opportunités de création de nouvelles micro-entreprises (Voir Résultat 3.1.1)																0	0	0	0	0				0	0	0	
ii. Elaboration de plans commerciaux pour les micro-entreprises identifiées et retenues (Voir Résultat 3.1.1 activités i et ii)															Forfait	2	3	0	5	0	0	0	0	0	40000	40000	0
iii. Assistance technique et renforcement des capacités des micro-entreprises retenues															Forfait	1	1	1	3	32500	32500	32500	97500	100000	2500	0	
SOUS TOTAL COMPOSANTE 3																					158500	689500	395500	1243500	1255000	0	115000

Activité/éléments supprimés

Activités/éléments nouveaux

Planification des activités jusqu'à l'achèvement du projet: Objectif 3

Résultat		Quantités physiques					Coût				Budget initial	Engagement au 31/12/12	Solde	
COMPOSANTE	Unité	2013	2014	2015	Total	Prix unitaire	2013	2014	2015	Total				
Objectif 3: RENFORCEMENT DE LA PROTECTION D'ECOSYSTEMES MPNTAGNEUX SYLVO-PASTORAUX														
D. Résultat 4: Conservation de la biodiversité à Jebel Esserj														
COMPOSANTE 4: CONSERVATION DE LA BIODIVERSITE A JEBEL ESSERJ														
4.1 SOUS-COMPOSANTE 4.1 ÉLABORATION D'UN PLAN DE GESTION PARTICIPATIF POUR LE PARC NATIONAL DE JEBEL ESSERJ														
A. Résultat 4.1.1 : Plan de gestion du Parc national, élaboré d'une manière participative.														
i. Préparation des ToR et du cahier des charges pour l'Étude d'élaboration du plan de gestion participatif du PN de Jebel Esserj														
ii. Étude d'élaboration du plan de gestion participatif du PN de Jebel Esserj														
4.2 SOUS-COMPOSANTE 4.2 : RENFORCEMENT DES CAPACITES														
B. Résultat 4.2.1 : Capacités du personnel du PN de Jebel Esserj, renforcée														
i. Désignation des 5 membres du personnel qui sera chargé du PN														
ii. Formation des 5 membres du personnel du PN de Jebel Esserj														
iii. Mise en place de la structure de gestion du PN de Jebel Esserj														
C. Résultat 4.2.2 : Système de S&E du PN, développé et opérationnel														
i. Préparation des ToR pour une consultation relative à la conception d'un système S&E du PN de Jebel Esserj														
ii. Étude de la conception d'un système S&E du PN de Jebel Esserj														
iii. Mise en place et opération du système S&E														
D. Résultat 4.2.3 : Documents d'information et de sensibilisation sur le PN de Jebel Esserj, élaborés, publiés et diffusés														
i. Préparation et lancement d'une consultation pour la conception et l'édition des documents d'information et de sensibilisation														
ii. Conception et édition des documents d'information et de sensibilisation														
iii. Diffusion des documents sur le PN de Jebel Esserj														
4.3 INFRASTRUCTURE ECOTOURISTIQUE DU PARC														
i. Systèmes hydriques														
ii. Ecomusée														
iii. Structures d'accueil des visiteurs														
iv. Panneaux solaires														
v. Introduction d'animaux														
vi. Équipements pour le rassemblement des animaux														
vii. Installations pour enfants														
viii. Endos														
ix. Signalétique du PN														
x. Postes d'observation des oiseaux														
xi. Etude technique de la piste d'accès au PN et des ouvrages de protection														
Travaux de protection des infrastructures éco-touristiques														
xii. Aménagement et protection de la Piste d'accès au PN														
SOUS TOTAL COMPOSANTE 4														

Activité/éléments supprimés

Activités/éléments nouveaux

Planification des activités jusqu'à l'achèvement du projet: Objectif complémentaire

Résultat		Quantités physiques					Coût				Budget initial	Engagement au 31/12/12	Solde
COMPOSANTE	Unité	2013	2014	2015	Total	Prix unitaire	2013	2014	2015	Total			
Objectif complémentaire: GARANTIE DE LA REALISATION DES OBJECTIFS ET DES BUTS DU PROJET EST CONTINUEE DES ACTIVITES EN MATIERE													
E. Résultat 5: Gestion intégrée du projet													
COMPOSANTE 5: GESTION DU PROJET													
A. Résultat 5.1 : Atelier de démarrage du projet, préparé et réalisé avec succès													
i. Préparation des termes de référence pour une mission d'appui à la préparation et la facilitation des travaux de l'atelier de démarrage par un consultant													
ii. Organisation et tenue de l'atelier de démarrage													
B. Résultat 5.2: L'unité de gestion du projet FEM est opérationnelle													
iv. Recrutement d'un coordinateur FEM qui sera attaché au projet sur place													
v. Recrutement d'un fonctionnaire financier qui sera attaché au coordinateur sur place													
vi. du projet													
vii. véhicule													
viii. Appui au fonctionnement de l'unité de coordination													
ix. Communications, voyages et divers (Déplacements)													
x. Supervision (UNOPS)													
xi. Examen à mi parcours													
xii. Evaluation finale													
xiii. Mission d'appui externe (selon les besoins)													
C. Résultat 5.3 : Le rapport S&E explicitant les progrès du projet en termes de GDT et BD													
xiv. Mission de supervision													
SOUS TOTAL COMPOSANTE 5													
TOTAL COÛTS D'INVESTISSEMENT													

Activité/éléments supprimés

Activités/éléments nouveaux

République Tunisienne
Projet de développement agricole intégré dans le Gouvernorat de Siliana - Phase II (PDAI II)
Rapport de mission d'examen à mi-parcours

CHARGES RECURRENTES	Unité	Quantités physiques				Coût				Budget initial	Engagement au 31/12/12	Solde
		2013	2014	2015	Total	Prix unitaire	2013	2014	2015			
COMPOSANTE 1: POLITIQUE DE RENFORCEMENT ET CADRES DE PLANIFICATION POUR L'INTÉGRATION DE LA GDT												
Personnel	Homme-an	1	1	1	3	12000	12000	12000	12000	36000	60000	
COMPOSANTE 2: INTÉGRATION DE LA GDT AUX ACTIVITÉS AGRICOLES												
Personnel	Homme-an	2	2	2	6	12000	24000	24000	24000	72000	120000	
COMPOSANTE 3: INTÉGRATION DE LA GDT AUX ACTIVITÉS SYLVO-PASTORALES												
Personnel												
Ouvriers et gardes forestiers	Homme-an	5	5	5	15	3600	18000	18000	18000	54000	90000	
Personnel OEP	Homme-an	1	1	1	3	12000	12000	12000	12000	36000	60000	
Personnel des services forestiers	Homme-an	1	1	1	3	12000	12000	12000	12000	36000	60000	
	Sous total personnel					51600	78000	78000	78000	234000	390000	
COMPOSANTE 4: CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ À JEBEL ESSERJ												
Personnel												
Personnel du Parc national de Jebel Esserj	Homme-an	5	5	5	15	3600	18000	18000	18000	54000	90000	
Appui au plan de développement Parc national de Jebel Esserj	Homme-an	2			2	12000	24000	0	0	24000	24000	
	Sous total personnel					15600	42000	18000	18000	78000	114000	
COMPOSANTE 5: GESTION DU PROJET												
Personnel												
Personnel de coordination du MAE	Homme-an	2	2	2	6	14400	28800	28800	28800	86400	144000	
TOTAL CHARGES RECURRENTES												
TOTAL COÛTS DU PROJET												

Activité/éléments supprimés
Activités/éléments nouveaux

Annexe 5: Projet de Termes de référence pour l'étude de l'adaptation de l'environnement juridique et institutionnel

Étude de l'adaptation de l'environnement juridique et institutionnel en vue d'intégrer la Gestion Durable des Terres et la conservation/valorisation durable de la Biodiversité

Généralités

Dans le cadre de la mise en œuvre de la deuxième phase du Projet de Développement Agricole Intégré (PDAI-II) dans le Gouvernorat de Siliana, cofinancé par la FIDA et exécuté par le CRDA de Siliana, Le gouvernement de la Tunisie a obtenu, avec l'appui du FIDA, un don du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) pour financer la quatrième composante du dit projet qui est censé apporter un soutien à la Gestion Durable des Terres (GDT) dans le Gouvernorat de Siliana.

Le but de cette composante est d'apporter des solutions à la dégradation des terres et les pertes en biodiversité dans les écosystèmes du nord du pays en approchant les objectifs spécifiques suivants:

- Adoption d'une planification de l'utilisation des terres et d'une gestion améliorée des eaux;
- Augmentation des investissements dans la GDT des domaines productifs, tout en améliorant les conditions de vie des foyers aux revenus moyens et bas; et
- Renforcement de la protection d'écosystèmes montagneux sylvo-pastoraux au sein du système national de zones protégées.

Prévu pour une durée de 5 ans, le projet opère sur le terrain dans la même zone que le projet PDAI-II, suivant des modalités et une stratégie d'intervention axées sur: (i) une intervention à la base la demande des communautés telle définie dans les Plans de Développement participatifs (PDP), (ii) la participation active des bénéficiaires, y compris les femmes; (iii) le renforcement des capacités des acteurs/bénéficiaires et des institutions locales et (iv) l'ancrage institutionnel de l'approche adoptée par le projet.

La zone du projet englobe une large partie du territoire du Gouvernorat de Siliana qui est affectée par la dégradation des terres et qui comprend les couches les plus pauvres de la population. Elle englobe aussi Jbel Esserj, retenu comme site prioritaire pour la conservation de la biodiversité dans la région de Siliana. Ainsi le projet ambitionne de consolider les interventions du PDAI II dans le domaine du développement agricole et du développement socio-économique local dans la mesure où ses interventions ont été conçues de manière à:

- Contribuer substantiellement à lever les barrières juridiques et institutionnelles qui s'opposent à l'intégration de la Gestion Durable des Terres et à la conservation/valorisation durable de la biodiversité et des ressources naturelles en général;
- Améliorer la durabilité de la gestion des terres sur les terrains de culture et les parcours, y compris les parcours forestiers, et renforcer la conservation de la biodiversité locale;
- Promouvoir les investissements dans la GDT sur les terres cultivées, les parcours et les terrains boisés en s'appuyant sur les sites de démonstration et en encourageant les utilisateurs des terres à adopter, en plus des pratiques de la GDT, les techniques de l'agriculture de conservation et toute autre pratique visant l'adaptation aux changements climatiques, l'amélioration de la résilience des systèmes de production, etc.;
- Valoriser les enseignements tirés de ces démonstrations à travers (i) la reproduction des pratiques éprouvées, (ii) la capitalisation des expériences acquises dans le cadre de la conception et la mise en œuvre d'un système d'information et de gestion des connaissances sur la GDT, ce qui devrait permettre de formuler des recommandations pour l'intégration de cette approche et son élargissement aux autres systèmes agricoles du pays qui sont affectés par les mêmes problèmes ou enclins à la dégradation des terres.

- Contribuer à la conception et la mise en place d'un système national multipartenaires de suivi-évaluation environnementale à différents niveaux, ce qui devrait permettre d'améliorer la gestion environnementale de l'utilisation des terres et de mesurer l'efficacité des programmes environnementaux;
- Contribuer à la conservation et à la valorisation durable de la biodiversité de Jebel Esserj.

Sur le plan consistence le projet comporte 4 principales composantes, à savoir:

- Le renforcement du cadre politique et de planification pour l'intégration de la GDT;
- L'intégration de la GDT aux activités agricoles;
- L'intégration de la GDT aux activités sylvo-pastorales;
- La conservation de la biodiversité à Jbel Esserj.

C'est dans tel contexte que la présente étude a été préconisée, et ce pour contribuer à la mise en œuvre de la première composante du projet.

Contexte de l'étude

Lors de la préparation du projet, les investigations de terrain et les interactions avec les parties prenantes locales ont permis d'identifier les principaux goulots d'étranglement et barrières qui entravent l'intégration de la GDT dans les pratiques agricoles au niveau de la zone du projet. Une évaluation des barrières à la conservation de la biodiversité a également été effectuée par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), notamment dans le cadre de la préparation du troisième rapport national de la Tunisie sur la diversité biologique (MEDD, 2006).

En effet, l'analyse des problèmes a permis de souligner les principales limitations qui continueraient à prévaloir si aucune solution n'était envisagée. Ainsi, quatre catégories de barrières ou de limitations ont été identifiées; elles concernent notamment (i) le cadre juridique et institutionnel, (b) les terres agricoles; (c) les terres sylvo-pastorales et (d) la conservation de la biodiversité.

En considérant le cadre juridique, il a été noté que celui-ci n'est pas toujours adapté et présente de nombreuses imperfections dans la mesure où il est parfois à l'origine de conflits ou de contradictions avec les politiques et stratégies nationales sectorielles qui ne cessent d'évoluer. Ainsi, parmi les points spécifiques de la législation actuelle on note:

En matière de gestion des ressources sylvo-pastorales, l'implication des populations locales concernées (usagers) dans la gestion des ressources sylvo-pastorales est prévue dans les stratégies forestières mais, dans le cas de l'utilisation commerciale des produits forestiers, ces stratégies viennent en contradiction apparente avec le Code forestier (loi 2005-13) du 26 janvier 2005) qui régit les droits d'usage des populations locales et qui limite de tels droits à des fins de subsistance, ainsi qu'avec les dispositions de la loi sur les concessions (loi 2008-23 du 1er avril 2008), ce qui est problématique et requiert des études supplémentaires. En d'autres termes, les droits d'usage des communautés locales ne leur permettent de réaliser des bénéfices des utilisations commerciales des produits forestiers. En effet:

- Certains des principaux produits forestiers non ligneux ne peuvent être vendus que par le biais d'appels d'offres compétitifs ce qui exclue normalement les communautés et ne les incite aucunement à protéger/gérer les terres sur le long terme.
- Il est très difficile pour les communautés de remporter des contrats non-compétitifs pour les opérations sylvoicoles outre le fait qu'elles n'ont pas le droit de bénéficier des opérations de coupe commerciales des forêts;
- Certains des principaux produits non forestiers peuvent seulement être vendus par le biais d'appels d'offres compétitifs ce qui exclue normalement les communautés et ne les incite aucunement à protéger/gérer les terres sur le long terme.

Le droit d'usage des parcours forestiers ne permet pas aux communautés locales de prélever des taxes de pâturage en tant que mesure efficace de contrôle du nombre d'animaux et assurer ainsi une gestion réfléchie des terrains de parcours qui sont mis à leur disposition.

En matière de protection de gestion des terres agricoles, une série de textes juridiques ont été adoptés depuis l'aube de l'indépendance; cependant il ne semble pas que ceux-ci aient pu impacter positivement la gestion des terres pour des raisons plus ou moins objectives telles que attenant à l'inefficacité des dispositions d'application, l'absence de police agricole, etc.... parmi ces textes on cite principalement ceux relatifs à:

La création de périmètres de défense et de restauration des sols (décret du 6 octobre 1949, modifié par le décret du 29 mars 1956 prévoyant l'institution des associations syndicales, la création des périmètres généraux de DRS (Défense et Restauration des Sols) et la déclaration d'utilité publique des ouvrages de DRS);

- La protection du patrimoine forestier, la conservation des terres agricoles, ainsi que le caractère obligatoire du labour en courbe de niveau (loi n°58-105 du 07/10/58);
- La protection des terres agricoles contre toute utilisation autre qu'agricole (loi 83-87 du 11/03/87);
- La conservation des eaux et du sol (Loi n°95-70 du 17 juillet 1995) qui a préconisé de nouvelles dispositions tout en abrogeant d'autres plus anciennes, notamment le décret du 6 octobre 1949 modifié par le décret du 29 mars 1956 et la loi n°58-105 du 07/10/58.

A ces textes s'ajoutent (i) le code forestier et (ii) le codes des eaux qui reprennent et/ou complètent, chacun en ce qui le concerne, certains des textes susmentionnés;

Sur un autre plan l'absence de textes, notamment dans le domaine de la protection des exploitations agricoles est agro-pastorales contre l'émiettement (parcelllement et morcellement), constitue une autre catégorie de contrainte qui entrave l'introduction des pratiques de GDT et leur durabilité.

En matière de conservation et de valorisation de la biodiversité, notamment la biodiversité agricole locale, les progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB) en Tunisie demeurent mitigés dans la mesure où jusqu'à présent les stratégies de développement sectoriel n'intègrent pas systématiquement la conservation/valorisation de la biodiversité dans leurs objectifs. d'où la nécessité de chercher à instaurer progressivement un cadre ou un environnement favorable à une telle conservation.

Ce sont là les contours du problème que la présente étude est censée contribuer pour apporter un début de réponse.

Objectifs de l'étude

L'objectif général de l'étude est de contribuer à l'adaptation de l'environnement juridique et institutionnel qui régit les activités de développement axées sur la gestion durable des ressources naturelles et partant, de contribuer à la réduction de la dégradation des terres et la perte de la biodiversité en Tunisie.

L'objectif spécifique de l'étude est de:

- Évaluer les principaux écueils et insuffisances du cadre juridique actuel qui entravent le développement des pratiques de GDT et de conservation/valorisation de la biodiversité;
- Élaborer deux (ou plus) propositions juridiques préliminaires qui en vue d'instaurer un cadre ou un environnement favorable au développement des pratiques de la GDT sur les terres agricoles et sylvo-pastorales, ainsi que des pratiques de conservation et de valorisation de la biodiversité locale, notamment la biodiversité agricole.

Résultats attendu de l'étude

Le principal résultat attendu est:

- Deux propositions (ou plus) de texte juridique (amendements ou de nouveaux textes) développées et reconnues au niveau politique: ces propositions s'articuleront à priori autour de:
- Un meilleur alignement du contexte juridique aux stratégies et politiques en vigueur;
- Une amélioration du contexte pour l'adoption et l'intégration de la GDT et de la conservation/valorisation de la biodiversité locale, notamment la biodiversité agricole.

Tâches spécifiques

En conformité avec les objectifs de l'étude, les tâches spécifiques suivantes seront réalisées:

Faire un état des lieux:

- Des textes régissant l'accès aux ressources naturelles (terre, eau, végétation, biodiversité) et l'utilisation et la gestion de celles-ci à des fins de production avec un accent mis sur ceux relatifs à la gestion des terres agricoles qui constituent le support de la production agricole et agro-pastorale;
- Des textes régissant les structures agricoles et agraires;
- Des progrès accomplis par la Tunisie et ceux en cours ou prévus, dans la mise en œuvre des conventions issues de la convention de la terre¹⁹ (CNUED, 1992), notamment en ce qui concerne les mesures ayant trait à la lutte contre la dégradation des terres, la conservation et la valorisation durables de la diversité biologique et l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur agricole et forestier;

Faire une analyse critique des textes en vigueur en vue de:

- Apprécier (i) leur pertinence et leur adéquation avec les objectifs de la GDT et la conservation de la biodiversité; (ii) leur portée notamment quant à leurs effets et impacts antérieurs et futur probable sur l'état d'exploitation des ressources en terres (conservation, dégradation, etc.), sur la viabilité des exploitations agricoles et agro-pastorales ainsi que sur la conservation des écosystèmes naturels;
- Ressortir les insuffisances avérées de ces textes ainsi que les risques probables associées à de telles insuffisances;
- Formuler deux (ou plus) propositions de textes juridiques dans les sens de l'amendement de textes existants ou de l'adoption de nouveaux textes, qui visent à remédier aux insuffisances relevées.
- Discuter et valider les dites propositions avec les départements techniques et juridiques des institutions concernées;
- Finaliser une version pré définitive des propositions ainsi validées pour être soumises à l'approbation des instances politiques concernées.

Démarche et approche méthodologique

L'élaboration de cette étude devra suivre une démarche participative basée sur une large consultation des départements techniques et juridiques concernées du Ministère de l'Agriculture, du Ministère de l'Environnement et du Ministère du Domaine de l'État, etc.), notamment ceux impliqués dans:

- la planification et l'élaboration des programmes de développement agricole, agro-pastoraux et forestiers;
- la planification des programmes et activités de protection et d'aménagement des ressources naturelles (sols, eau, forêt);
- la mise en œuvre des conventions issues de la conférence de la terre.

¹⁹ Il s'agit de la Convention sur la Lutte contre la Désertification, la Conférence sur la Diversité Biologique et la Conférence Cadre sur les Changements Climatiques.

Durée d'exécution et phasage de l'étude

La durée totale de l'étude sera de 3 mois, y inclus des délais raisonnables accordés à l'Administration pour discuter et valider les produits de l'étude. La prestation se déroulera selon deux étapes:

- Une première étape d'une durée de deux (2) mois qui sera à l'établissement de l'état des lieux et à l'analyse critique des textes en vigueur: Cette étape donnera lieu à un rapport d'étape qui sera présenté au comité de pilotage de l'étude pour discussion et validation des résultats;
- Une deuxième étape d'une durée d'un (1) mois qui sera consacrée à l'élaboration des propositions de textes, leur discussion et validation par le comité de pilotage et leur finalisation.

Expertise demandée et durée d'intervention

Le prestataire de services mettra en œuvre tous les moyens en personnel et en matériel nécessaires à la bonne exécution de l'étude. A cet effet il mobilisera, une équipe composée de 2 experts, à savoir:

- Un expert en gestion des ressources naturelles (agro-pédologue, agroéconomiste, agro-forestier ou équivalent) ayant une expérience confirmée d'au moins 10 ans et familier avec les questions relatives la gestion durable des terres ainsi qu'avec un ou plusieurs thèmes connexes tels que la lutte contre la désertification, la biodiversité, l'adaptation aux changements climatiques;
- Un expert juriste ayant une expérience confirmée d'au moins 10 ans ayant une expérience avec les questions environnementales, de préférence en rapport avec l'objet de l'étude.

La durée effective maximale des prestations est estimée à 2,5 Hm mois, sur une période totale de 3 mois.